

La
Réglementation
du Travail de Nuit
dans
la Boulangerie

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue

le 29 novembre 1935

PAR

JACQUES MOINGEON

Président : M. OUALID.

Assesseurs : M. R. PICARD ;

M. BAUDIN.

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

17, rue de Constantinople

PARIS-8°

**La réglementation du travail de nuit
dans la boulangerie**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La
Réglementation
du Travail de Nuit
dans
la Boulangerie

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue

le 29 novembre 1935

PAR

JACQUES MOINGEON

Président : M. OUALID.

Assesseurs : M. R. PICARD ;
M. BAUDIN.

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
17, rue de Constantinople
PARIS-8°



INTRODUCTION

La réglementation du travail de nuit dans la boulangerie a surtout consisté dans son interdiction pure et simple. C'est dans cette voie que s'est lancé notre pays, ainsi que les principaux pays étrangers et enfin l'Organisation Internationale du Travail.

C'est ainsi posé que le problème présente un certain intérêt; sous cet aspect nous nous proposons de l'étudier.

Jadis le problème se posait de la façon suivante : étant donné que ce dur métier oblige à un travail de nuit sans alternance, et condamne ainsi le boulanger à une vie anormale au point de vue de sa santé comme au point de vue de sa vie sociale, convient-il d'interdire la fabrication du pain la nuit ? Cette interdiction est-elle possible, est-elle opportune ? Quels sont les moyens de la réaliser ?

Le problème ne se pose plus de la même façon.

Il existe maintenant en France une loi, il existe une Convention internationale qui interdit le travail de nuit dans la boulangerie; mais surtout le métier de boulanger a subi des transformations importantes, si bien qu'aujourd'hui le problème se pose de la façon suivante : Le métier de boulanger est-il toujours tel, qu'il convienne d'interdire la fabrication de pain la nuit ?

La transformation du fournil et des habitudes de travail, l'adoption de procédés tels qu'il n'est pas possible d'appliquer ce mot fournil aux véritables usines dans lesquelles on fabrique maintenant le pain, font qu'actuellement c'est surtout l'évolution de la question qui présente un intérêt.

Les problèmes d'économie sociale sont d'ordre dynamique et non d'ordre statique.

Le problème du travail de nuit dans la boulangerie est une des plus vieilles questions de la législation du travail. Le premier essai de réglementation date de la Commune. Mais cette réglementation présente surtout ceci de remarquable qu'elle intéresse à peu près tout ce qu'il est possible d'intéresser quant à l'organisation nationale et internationale du travail. Ne trouve-t-on pas, sur la question de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie, en France, des débats au Conseil Supérieur du Travail, des débats à la Chambre des Députés et au Sénat, enfin une loi en vigueur et une proposition de loi votée par une des deux assemblées, sur le plan International, une Convention, et même un avis consultatif de la Cour Permanente de Justice Internationale ?

L'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie soulève une foule de questions d'ordre général, telles que le rôle et les moyens d'action de l'inspection du travail, ou la réglementation du travail personnel du patron.

Elle pose aussi des questions d'ordre particulier fort intéressantes, par exemple les relations entre les syndicats ouvriers et les coopératives; en effet, le rôle des coopératives de consommation dans les débats sur le travail de nuit dans les boulangeries est très important, il le devien-

dra peut-être encore plus sur les développements futurs du problème.

C'est sur les questions de ce genre que nous insistons, à cause de leur caractère de nouveauté, de préférence aux autres que l'on pourrait qualifier de classiques et qui ont déjà été développées dans de nombreux ouvrages, dans des thèses de droit même, en particulier dans celle soutenue à Paris en 1909, par M. Bouteloup (1).

Dans une première partie consacrée à l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie en France et dans la législation française, nous étudierons successivement l'historique jusqu'en 1919, la loi du 28 mars 1919, enfin son application et les projets de modification.

Dans une seconde partie consacrée à l'étude de la question à l'étranger et à la législation internationale, nous étudierons l'état des législations étrangères en 1923, la convention internationale votée en 1925, enfin l'avis consultatif de la Cour Permanente de Justice Internationale dont elle a fait l'objet et l'état des ratifications.

La position actuelle du problème fera l'objet d'une dernière partie; nous étudierons successivement la transformation de la boulangerie, les points de vue actuels des patrons et des ouvriers, enfin l'attitude particulière des grandes boulangeries industrielles, en particulier des grandes boulangeries coopératives.

(1) M. BOUTELOUP : *Le travail de nuit dans la Boulangerie* ; Thèse, Paris, 1909.

Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

La question en France

La législation française

Chapitre I

HISTORIQUE JUSQU'EN 1909

L'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie est chose toute récente. Mais le travail de nuit lui-même, jusqu'où remonte-t-il ? Sur ce point les opinions diffèrent.

Il ne semble pas que l'on doive retenir la légende de ces deux boulangers qui, rue de la Ferronnerie, sous le règne de Louis XIV, auraient alternativement avancé l'heure à laquelle ils commençaient leur travail, jusqu'à complète substitution du travail de nuit au travail de jour. On trouve cette histoire dans un appel adressé au public par les ouvriers boulangers, en 1872 (1).

Il n'est d'autre part pas absolument nécessaire de remonter jusqu'à la Grèce antique, comme le fait le sénateur Dominique Delahaye, qui ne tarit pas d'éloges à l'égard d'Asclépiade et de Ménédecène, ces deux boulangers qui, dit l'histoire, se consacraient à leur métier la nuit et à leur passion pour la philosophie le jour (2).

Malgré des opinions aussi différentes, on aimerait savoir si le travail de nuit était pratiqué dans la boulangerie dès le Moyen-Age, ou s'il n'est apparu qu'à la veille de la Révolution.

(1) Cité par Bouteloup ; Thèse, Paris, 1909.

(2) Séance du 13 mars 1919, Sénat.

Pour M. Bouteloup, le travail de nuit en général était interdit au Moyen-Age et il n'y avait pas d'exception en faveur de la boulangerie. Il insiste sur ce fait qu'il n'y a rien à ce sujet dans le « Livre des Métiers » d'Etienne Boileau. En fin de compte, pour lui, le travail de nuit dans la boulangerie, n'est pas de beaucoup antérieur à la publication, par un ouvrier boulanger anonyme, d'une curieuse plaquette intitulée « La Misère des garçons boulangers de la ville et des faux-bourgs de Paris »; 1715.

Lors de la discussion, au Sénat, du premier projet de loi sur l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie, le sénateur Dominique Delahaye critique M. Bouteloup sur ce point. Peut-être s'adresse-t-il moins à l'étudiant qui fait une thèse qu'à l'administrateur, à ce moment-là, d'une société, « La Boulangerie du Sillon », qui a pris ensuite le nom significatif de « Société du Pain du Jour », rue Las-Cazes. Toujours est-il que, lui, trouve des traces du travail de nuit dans la boulangerie dès les XIII^e et XIV^e siècles. D'après M. Hivonnait, les « tameliers », au Moyen-Age, arguaient du travail de nuit pour être dispensés du guet.

Cette prétention fut écartée et les « tameliers » ne furent jamais classés dans les métiers dits « quittes de guet ». Il n'en reste pas moins que le travail de nuit dans la boulangerie était bien une réalité à cette époque (1).

M. Sauvage, qui joua un certain rôle à la session de 1901 du Conseil Supérieur du Travail, en qualité de membre de la Chambre de Commerce de Paris et de la Chambre Syndicale de la Boulangerie, a trouvé dans les documents

(1) *Histoire de la corporation des anciens Tameliers de Paris* ; Thèse, Paris, 1910.

du Châtelet un arrêt du Parlement de Paris, du 15 novembre 1511, prescrivant de cuire le pain « à heure compétente », et une ordonnance du 23 novembre 1546, portant que les boulangers devraient cuire le pain « en telle vigilance que, à heure compétente, ledit pain soit froid, paré et rassis es heures des réfections ordinaires, à sçavoir du moins pour le disner à 6 à 7 heures du matin » (1).

On peut donc dire que le travail de nuit dans la boulangerie n'était pas inconnu au Moyen-Age.

La réglementation est, elle aussi, assez ancienne.

C'est en Grande-Bretagne qu'on enregistre le premier essai d'interdiction : en 1848, un projet de loi tendant à l'interdire entre 18 heures du soir et 4 heures du matin, fut soumis au Parlement, sans succès d'ailleurs.

En France, le premier essai de réglementation date de la Commune. Dès l'année 1869, s'était formé à Paris un syndicat des ouvriers boulangers de la Seine, dont le but était la suppression des bureaux de placement, dont la corporation avait particulièrement à se plaindre, et aussi la suppression du travail de nuit. La question vint devant la Commune, probablement sous l'instigation de Tridon.

On distingue trois phases dans la discussion devant la Commune. Un premier décret du 20 avril 1871 pose le principe :

(1) Le texte est cité sous cette forme par M. A. MOREL dans son *Histoire illustrée de la Boulangerie en France* ; Paris, 1924. L'auteur trouve, pour Paris, des traces du travail de nuit dans la boulangerie dès 1322, date d'une ordonnance prise par Gilles Haquin (19 juin 1322) : « Nous ordenons et volons, pour le commun prouffit, que il puissent ouvrer et de jour et de nuit, quand il verront que bon sera. »

Article premier

Le travail de nuit est supprimé.

Après consultation des boulangers patrons et ouvriers, un second décret du 28 avril fixe les modalités de l'interdiction; à la suite de réclamations des patrons, des délais sont accordés :

Article premier

Le travail de nuit est supprimé dans les boulangeries, à partir du mercredi 3 mai.

Article 2

Le travail ne pourra commencer avant 5 heures du matin.

Enfin, après une séance orageuse, il était pris, le 3 mai, un dernier décret instituant des sanctions :

Article premier

Toute infraction à cette disposition comportera la saisie des pains fabriqués dans la nuit, qui seront mis à la disposition des municipalités, au profit des nécessiteux.

Toute cette réglementation devait disparaître le 21 mai, lors de la rentrée des troupes à Versailles. La Chambre de Commerce de Paris prétend qu'à ce moment-là, les ouvriers eux-mêmes ont demandé la suppression de ces décrets.

Après cet échec de la Commune, on assiste, jusqu'en 1909, aux efforts de certains syndicats d'ouvriers boulangers, pour l'interdiction du travail de nuit, efforts locaux et intermittents, qui se traduisent par une campagne de meetings, d'appels au public et par une succession de congrès.

Les 14 et 15 septembre 1900, à Paris, le Congrès National des Chambres Syndicales des ouvriers boulangers de

France, réunit les délégués de quinze villes. Un ordre du jour est voté, demandant l'interdiction du travail de nuit, « qui est contraire à la santé des travailleurs de n'importe quelle corporation et en contradiction avec l'existence humaine ».

Les 15, 16 et 17 mai 1902, se réunit à Paris le Congrès National des corporations de l'alimentation.

En 1908, un nouveau Congrès se réunit à Bordeaux.

Mais la manifestation la plus importante est le Congrès de Narbonne, où 53 organisations syndicales ouvrières furent représentées, les 15 et 17 avril 1909.

Ce congrès est en vérité un peu postérieur au dépôt, par M. Justin Godart, de son projet de loi, et ce projet était même connu des congressistes, mais il trouve sa place dans ce chapitre, parce qu'il est avant tout l'aboutissant de la campagne de presse, de meetings et de congrès menée depuis 1870, et en liaison directe avec les manifestations de Paris, de 1901 et 1902, et de Bordeaux de 1908.

L'ordre du jour suivant fut voté :

« Le Congrès, considérant que le travail de nuit est une entrave au libre exercice de la joie de vivre, sans aucun profit pour la Société, s'engage à poursuivre une active propagande pour l'obtention du travail de jour.

» Considérant que l'agitation devra d'abord s'exercer envers les pouvoirs publics, afin d'obtenir le vote d'une loi consacrant l'interdiction de travailler la nuit dans la boulangerie sans préjudice d'avoir recours à tous les moyens d'action en leur pouvoir, y compris la grève générale et toutes ses conséquences, au cas où notre revendication, parvenue en haut lieu, ne serait pas prise en considération et n'aboutirait pas dans les six mois.

» Le Congrès, dans le but d'intensifier la propagande

et l'agitation en vue de la suppression du travail de nuit dans la corporation, décide la publication d'un manifeste qui sera placardé dans toute la France, par les soins des organisations représentées, et, pour les autres villes, par la Fédération Nationale des Travailleurs de l'alimentation.

» Donne mandat au comité fédéral d'aider, conformément aux décisions du Congrès de Bordeaux, les sections en lutte pour l'obtention du travail de jour ».

Il est intéressant de noter les dispositions particulières de certains délégués envers le projet Godart, d'ailleurs en contradiction avec l'ordre du jour voté. Elles sont exprimées par le délégué de Montpellier, approuvé par certains autres : il prétend « refuser le projet Godart. On doit tout faire par soi-même ». La question était de savoir si le syndicalisme et l'action syndicale seule suffisaient à mener à la victoire, ou si un recours au Parlement était nécessaire. Le secours du Parlement a été jugé nécessaire, quand on a vu que le mauvais vouloir d'un seul pouvait réduire à néant les efforts des autres.

A la même époque, agissaient parallèlement aux organisations corporatives des organisations d'un autre genre, dont la plus représentative est la Ligue Sociale d'Acheteurs.

Elle est composée, dit M. Godart, des consommateurs qui ne sont pas satisfaits, lorsque le producteur ou le commerçant s'incline devant leur volonté, même absurde, même exorbitante, mais qui veulent savoir qui, en fin de compte, subit leurs exigences et les paie. Elle aussi mène une campagne de meetings, dont le plus important est celui qui se tint aux Sociétés Savantes, le 15 mai 1908, à

l'occasion duquel le docteur Letulle fit d'intéressantes déclarations sur la tuberculose et la boulangerie.

Cette Ligue d'Acheteurs eut une action profonde en province aussi, et se livra même à une action directe d'un genre particulier : elle créa, rue Las-Cazes, une boulangerie qui ne travaillait que de jour.

Pendant que telle était la marche des choses en France, la question n'était pas négligée à l'étranger, où, même, elle suivait un rythme plus rapide.

En Norvège, on note le premier essai de réglementation ayant été suivi d'une application véritablement suivie. Le travail de nuit dans la boulangerie y est interdit depuis le 17 juin 1885, depuis 6 heures du soir jusqu'à 3 heures du matin.

Mais il est difficile, même en se cantonnant à l'étude de la question en France, de ne pas parler un peu plus longuement d'une expérience qui a eue, sur l'interdiction du travail de nuit dans notre pays, une influence certaine : l'expérience italienne.

D'après un article de « La Revue Internationale du Travail » (1), la question remonterait, en Italie, jusque vers 1884, date d'une résolution adoptée par un congrès d'ouvriers boulangers de la ville de Turin. La boulangerie était déjà fortement organisée et syndicalisée en Italie, à cette époque.

On ne tarde pas à envisager des tentatives de suppression du travail de nuit, par voie municipale, dans plusieurs villes : Turin, Messine.

Puis, le 25 juin 1904, le Conseil Permanent du Travail

(1) R. I. T. vol. IX, n° 4 et n° 5, avril et mai 1924.

se saisit de la question et charge le président de l'Office du Travail, M. Montemartinni, de faire une enquête.

C'est la fameuse enquête de 1906, enquête moderne, où l'auteur, à l'aide de questionnaires et d'observations directes, se livre à l'étude comparative des résultats du travail de nuit là où il subsiste, et du travail de jour là où on a essayé de l'adapter. Le 24 mai 1906, le Conseil Supérieur du Travail est saisi de la question et se prononce pour la suppression du travail de nuit dans la boulangerie. Tout cela devait aboutir à la loi du 22 mars 1908.

Telle est, schématiquement, la marche des événements dans les milieux syndicaux, et telle était, dans un pays voisin, l'élaboration d'une réglementation qui devait grandement influencer la nôtre.

On constate, pendant ce temps, une carence presque totale des Pouvoirs Publics en France.

On note quelques enquêtes isolées de l'Office du Travail, comme le rapport de M. Philippe Du Maroussen, à l'occasion d'une enquête de janvier 1893.

La question n'apparaît jamais seule, mais elle est parfois amenée incidemment par d'autres questions : celle, en particulier, des conditions du travail dans l'industrie alimentaire. C'est ainsi qu'à sa session de 1901, le Conseil Supérieur du Travail fut amené à en parler. Il y eut bien quelques déclarations intéressantes, celles de Raoul Jay en particulier, mais, dans l'ensemble, on se borna à quelques constatations et rien de plus.

Nous voici donc à la veille du dépôt, par M. Justin Godart, de son premier projet de loi.

Il faut insister sur ce fait qu'à cette date la boulangerie est, en France, restée en dehors de toute la législation qu'il est convenu d'appeler industrielle. Il existe bien des lois

telles que celles du 2 novembre 1892 et du 11 juin 1893, sur le travail des femmes et des enfants et sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, mais elles ne lui sont pas applicables, ou de façon tout à fait superficielle (la loi de 1893 ne vise, d'une part, que certaines boulangeries, les boulangeries industrielles, et, d'autre part, se borne à les assimiler aux théâtres, cirques, etc., et autres établissements similaires où il est fait usage d'appareils mécaniques).

Ceci est d'une importance capitale, car si la boulangerie n'avait pas été, jusqu'à cette époque, en dehors de toute réglementation, la question de l'interdiction du travail de nuit ne se serait pas du tout posée de la même façon.

Pourquoi la boulangerie est-elle restée si longtemps en dehors de toute réglementation du travail ? La raison est qu'elle a très longtemps été considérée comme ayant un caractère familial, ennemi de toute réglementation; une véritable répugnance à la traiter d'industrie.

Ceci est très nettement souligné et critiqué dans un rapport de M. Gouttes, inspecteur divisionnaire de la huitième circonscription de Bordeaux, année 1893, annexé au rapport sur les conditions du travail dans l'alimentation, à la session de 1901 du Conseil Supérieur du Travail :

« Nous avons rappelé que le Conseil d'Etat avait émis l'avis que la loi du 2 novembre 1892 n'était pas applicable aux ateliers de panification (1) et que, d'après l'interpré-

(1) Extrait de la séance du 28 juin 1893 du Conseil d'Etat : « Parmi les professions admises sur les tableaux de la Commission supérieure du Travail, la seule que le Conseil d'Etat ait un devoir de faire disparaître est celle des pâtisseries qui se rattache à la vie domestique comme celle des boulangers et des restaurateurs et à laquelle il semble impossible de reconnaître un caractère industriel. »

tation de cette décision (lettre ministérielle du 4 août 1894), la loi du 12 juin 1893 n'était applicable seulement aux boulangeries mécaniques que par leur assimilation aux théâtres, cirques, magasins et autres établissements où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

Nous avons cité également l'avis contraire émis par le Comité Consultatif des Assurances contre les accidents du travail, qui classe les ateliers de panification parmi ceux visés par l'article premier de la loi du 9 avril 1898, ce qui semble donner à la panification la qualification de travail industriel, qu'il eût paru difficile de lui contester sans la décision première du Conseil d'Etat. En effet, le public ne peut comprendre que le pain sortant du four, n'étant que le résultat d'un travail analogue à celui que subit la faïence ou la porcelaine, n'ait pas le caractère industriel accordé à la fabrication de ces derniers produits. »

Cette curieuse attitude envers la boulangerie, est cause de cette absence totale de réglementation, à ce moment-là, des conditions du travail dans ce métier, puisqu'il n'est pas permis de dire industrie.

La loi du 11 juillet 1903, en modifiant la loi du 12 juin 1893, rendit bien cette dernière applicable à la boulangerie, mais de nombreuses difficultés, surtout la jurisprudence de la Cour de Cassation relative aux visites, de nuit, des inspecteurs du travail, ont fait longtemps obstacle à son application.

Telle est la situation générale à la veille du dépôt, par M. Justin Godart, de la première proposition de loi tendant à l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie.

Chapitre II

LA LOI FRANÇAISE SA DISCUSSION — SON VOTE

En 1909, M. Justin Godart fit paraître un livre intitulé : « Travailleurs et métiers lyonnais ». Dans ce livre, écrit bien avant l'année de publication, il y a un chapitre consacré à la boulangerie. L'auteur dépeint la vie des ouvriers boulangers de sa ville, et, conclut-il, « il y a quelque chose à faire ».

Depuis, en qualité d'adjoint au maire de Lyon, M. Justin Godart eut l'occasion de s'occuper d'un bureau de placement municipal; il eut tout loisir de comparer la situation des ouvriers boulangers à celle des autres ouvriers. C'est probablement ce qui le détermina à entreprendre sa campagne pour l'abolition du travail de nuit dans cette corporation, et, le 24 février 1909 (1), était déposé, sur le bureau de la Chambre des Députés, une proposition de loi signé Justin Godart, Emile Bender, Louis Dumont, Victor Fort et Colliard, tendant à la suppression intégrale du travail de nuit dans les boulangeries, entre neuf heures du soir et cinq heures du matin, aussi bien pour les patrons que pour les ouvriers.

(1) Doc. parl. Chambre n° 2336.

Avant de suivre les destinées de cette proposition de loi à travers les sessions du Conseil Supérieur du Travail et les débats de la Chambre des Députés et du Sénat, il est nécessaire de donner un aperçu rapide des principaux arguments classiques pour ou contre le travail de nuit dans les boulangeries, arguments dont se serviront sans grand changement ni grande nouveauté les partisans et les adversaires au cours des discussions. Cet exposé préalable évitera en partie les répétitions; il sera bref (1) et se bornera aux arguments classiques en la matière. On verra, au cours de la troisième partie, si, aujourd'hui, le problème se pose toujours de la même façon, ou s'il existe des arguments nouveaux.

Quels sont d'abord les arguments en faveur de l'interdiction ?

Une observation doit être faite dès le début; elle est formulée dans un article non signé de la « Revue Internationale du Travail » (2) : Le travail, dans la boulangerie, s'effectue nuit après nuit, sans interruption, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des autres corporations où on travaille aussi la nuit; en effet, dans celles-ci le travail est continu et on trouve des équipes qui sont de service tantôt de nuit, tantôt de jour.

On invoque, contre le travail de nuit, des arguments s'inspirant soit de considérations d'ordre social, soit, et peut-être surtout, de considérations d'ordre hygiénique.

(1) En effet, on peut trouver de nombreux exposés très complets : dans la thèse de M. Bouteloup, soit dans de nombreux rapports parlementaires fournis à la Chambre des Députés (Godart) ou au Sénat (Pasquet), ou dans des rapports fournis au Conseil Supérieur du Travail (Cleuet et Soulé). Il est donc inutile de refaire un travail de ce genre.

(2) R. I. T. vol. IX, n° 4 et n° 5, avril et mai 1924.

Les inconvénients sociaux sont que l'ouvrier boulanger, de par ses heures anormales de travail, n'a pas de vie de famille ni de vie sociale. Il rentre chez lui se reposer au moment où sa femme, ses enfants se lèvent. La Fédération des Travailleurs de l'alimentation le traite d' « oiseau de nuit, le hibou de la société actuelle » (1). Il s'en suit le célibat fréquent. On trouve dans la thèse de M. Bouteloup des considérations très développées sur les conclusions de l'enquête italienne, à propos de la criminalité chez les ouvriers boulangers de ce pays et de la fréquence, chez eux, du suicide, fruits de cette vie anormale.

Les inconvénients d'ordre hygiénique du travail de nuit nous mettent en présence de nombreux témoignages de médecins, qui seraient très édifiants s'ils n'étaient pas changeants et si peu d'accord entre eux. Le travail de nuit présente les inconvénients certains qui découlent du manque de sommeil et de toutes ses conséquences physiologiques. Parmi les accidents les plus fréquents dont sont victimes les ouvriers boulangers, on cite en général l'alcoolisme, la hernie, et surtout la bronchite (42 pour cent) et la tuberculose (6 pour cent) (2). Si on veut se faire une idée sur la question de la tuberculose dans la boulangerie on se heurte aux difficultés suivantes : que les statistiques établies varient dans des proportions fantastiques et que les avis des médecins sont parfois diamétralement opposés (3). Les statistiques et les travaux les plus connus sont

(1) Cité dans le rapport Pasquet ; Doc. parl. Sénat, année 1927, n° 605.

(2) Chiffres donnés dans l'enquête anglaise de 1919.

(3) On fait souvent, à propos de ces statistiques, la remarque suivante : elles sont faussées par le fait qu' « on ne meurt pas boulanger » ; un grand nombre de boulangers se sentant atteints et incapables de continuer leur dur métier, le quitteraient et iraient mourir dans les statistiques d'une autre corporation.

ceux de M. Zadek (1), la déclaration du docteur Letulle, dans une réunion organisée par la Ligue sociale d'acheteurs de Paris, le 15 mai 1909, et, plus récemment, un article de la « Revue d'hygiène et de prophylaxie sociales » du mois de décembre 1925, par MM. Parisot et Richard : « Vers la suppression du travail de nuit dans la boulangerie » (2).

Certains médecins, comme le docteur Letulle, déclarent que « les ouvriers boulangers sont des êtres qui semblent voués pour ainsi dire à la tuberculose pulmonaire ». La tuberculose des ouvriers boulangers est tellement fréquente, que tout vieil ouvrier boulanger doit être considéré comme tuberculeux » (3). Par contre, dans un rapport au Conseil d'Hygiène et de Salubrité de la Seine (4), le docteur Laveran déclare : « Au Congrès international de la tuberculose, qui s'est tenu à Paris en 1905, M. J. Barral a avancé que 70 % des ouvriers boulangers étaient tuberculeux : cette assertion, sans preuve à l'appui, est en désaccord avec les chiffres de morbidité ou de mortalité tuberculeuse des ouvriers boulangers.

D'après Hannover, la proportion des malades phtisiques ou autres malades est, chez les boulangers, de 5,4 %.

(1) ZADEK : *Hygiene der Müller, Bäcker und Konditoren* ; « Weyls Handbuch der Hygiene », publié par le professeur A. Gartner ; Leipzig, 1921 ; cité par la « Revue Internationale du Travail ».

(2) *L'Hygiène du Travail*. Publication du Bureau International du Travail, dans son fascicule n° 101, Genève, 1927. Donne un résumé très complet des statistiques les plus connues, sur la morbidité, les maladies et les accidents dans la boulangerie.

(3) Réunion de 1909 de la Ligue sociale d'acheteurs Paris. Voir aussi les déclarations du docteur Courmont reproduites dans le rapport Pasquet.

(4) Cité dans le rapport Soulé et dans ceux de MM. Godart et Pasquet.

D'après Kumer, les boulangers comptent, en Suisse, 5,05 décès phthisiques sur 1.000 vivants, moins que les imprimeurs, les horlogers et les tonneliers » (1).

Tout ceci n'est qu'une partie des arguments d'ordre hygiénique; la question n'intéresse, en effet, pas seulement l'hygiène de l'ouvrier, mais l'hygiène publique : le pain est un aliment. Par son intermédiaire, toutes sortes de maladies peuvent se transmettre du fait qu'il a été fabriqué dans de mauvaises conditions d'hygiène, par des gens en mauvaise condition physique (2).

Sur le pain, agent de propagation de la tuberculose, les avis des médecins sont aussi extrêmement divisés. M. J. Barral et M. Roussel, après de nombreuses expériences, sont arrivés à cette conclusion que :

1° — les microbes pathogènes sont détruits à 72°, mais que leurs spores résistent à 102°, température la plus haute du pain.

2° — la destruction complète nécessite 111°, température jamais atteinte dans les fours (3).

Par contre, le docteur Auché s'est livré aux mêmes expériences, il a placé des bouillons de culture au centre de pains non cuits, et constaté après cuisson l'absence de tout microbe vivant (4). « Il est donc bien acquis, écrit-il, que, préparé de n'importe quelle façon, le pain est tou-

(1) « Revue scientifique » du 1^{er} 1910.

(2) Il est inutile d'insister sur toute la littérature ahurissante qui s'emploie à dépeindre le geindre, suant et toussant sur la pâte, « perdant, pendant un pétrissage, de 280 à 300 grammes de son poids » ; on renvoie pour cela au rapport Godart 1910.

(3) Cité par L. et M. BOUNNEFF : *Les Boulangers* ; Paris, 1910.

(4) Cité par M. Mience, séance du 16 janvier 1911 de la Commission permanente du Conseil supérieur du Travail.

jours un aliment aseptique ». On voit que la question est très controversée.

Tels sont les arguments fondamentaux, en faveur de l'interdiction du travail de nuit.

Quels sont les arguments contre cette interdiction ?

Ils sont de trois sortes : les uns sont relatifs aux conditions de travail de l'ouvrier; les autres relatifs au consommateur; enfin les derniers se rapportent non plus à la question générale de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie, mais à la question de savoir si cette interdiction peut et doit être étendue au patron.

D'abord, au point de vue des conditions de travail de l'ouvrier et de leur caractère défectueux, on souligne le manque d'accord, l'opposition même, entre les statistiques et les opinions proposées; on fait remarquer surtout que si le métier de boulanger est dur et s'il présente, pour la santé des ouvriers, des inconvénients sensibles, ce n'est pas au travail de nuit qu'il faut attribuer cela, mais aussi et surtout aux conditions mêmes de la fabrication. L'ouvrier boulanger absorbe autant de poussière, est sujet aux mêmes écarts de température, aux mêmes courants d'air et à la même besogne le jour que la nuit; au contraire, le travail de nuit le fera bénéficier d'une température plus basse de plusieurs degrés en été et toujours plus égale. Mais le travail de nuit présente pour l'ouvrier lui-même d'autres avantages, tant au point de vue hygiénique qu'au point de vue social. Le travail de nuit le rend libre dès 7 heures du matin jusqu'à 7 ou 8 heures du soir. Il a largement le temps de se reposer et d'être en famille, il lui est possible de prendre ses deux repas en famille, et surtout le repas du soir a, pour lui, une importance capitale,

car il va partir à son travail et il lui sera difficile, pendant la durée de celui-ci, de s'absenter suffisamment longtemps pour faire autre chose qu'un « casse-croûte », ce genre de travail, en effet, ne souffrant pas d'interruption. (Ceci est beaucoup moins vrai avec la boulangerie mécanique.) Au contraire, avec le travail de jour, devant commencer son travail à quatre heures ou cinq heures du matin, il lui sera difficile, de si bonne heure, de faire un repas convenable. On ajoute qu'avec le travail de nuit, l'ouvrier boulanger va à son travail et en revient à des moments où les moyens de transport sont nombreux. Ceci est évidemment un peu spécial aux villes et surtout à Paris. A la Commission Permanente du Conseil Supérieur du travail, M. Sauvage, membre patron, s'exprime ainsi : « Il faut remarquer qu'en raison des avantages qu'ils y trouvent et des moyens de communication dont ils disposent, beaucoup de nos ouvriers habitent la périphérie, la banlieue. Avec le travail de jour, ils seront obligés de rentrer dans Paris, car il ne leur serait pas possible d'être à quatre heures du matin chez leur patron. Il faudra donc qu'ils viennent habiter tout près de la maison qui les occupe, ou alors il faudra revenir à l'ancienne coutume de loger les ouvriers chez le patron, ce à quoi, pour des raisons d'indépendance, les ouvriers ne consentiront jamais ».

Enfin, dit-on, la boulangerie n'est pas la seule profession qui s'exerce la nuit, il y en a bien d'autres et de plus pénibles. « Supprimez tous les journaux du matin alors ! » dit M. Touron (1).

Du point de vue du consommateur, on objecte, d'une part, que le travail de jour ne peut lui fournir qu'un pain

(1) Séance du 21 novembre 1911. Conseil Supérieur du Travail.

de qualité moins égale que le travail de nuit, pour des raisons techniques touchant à la fermentation; mais on objecte, d'autre part et surtout, que le travail de jour est incapable de lui donner satisfaction; plus de petit pain le matin dans le café au lait, plus de pain frais au repas de midi. La question sera vue plus en détail, lors de l'étude du rapport Godart 1910, qui s'acharne à démontrer non seulement que le travail de jour est capable de donner du pain frais, mais que le consommateur, sous le régime du travail de nuit, ne sait même pas, pauvre innocent, ce que c'est que ce pain frais.

Reste la question du travail personnel du patron. « Mais l'interdiction du travail de nuit par voie législative soulève une question d'une gravité particulière. En effet, il n'est pas malaisé de se rendre compte que limiter cette interdiction aux ouvriers seuls, c'est rendre la loi inopérante, car ce sera un jeu de la tourner; c'est aussi accroître le nombre des patrons travaillant eux-mêmes, et, par conséquent, intensifier le chômage parmi les ouvriers. Il faut donc étendre l'interdiction aux patrons; mais, alors, c'est la violation de la liberté individuelle et du droit au travail; c'est aussi le domicile privé livré aux investigations de l'inspecteur du travail. C'est une inquisition intolérable, contraire à nos mœurs et aux principes essentiels de notre droit, et dont la perspective suffit, à elle seule, à faire rejeter le principe de l'interdiction ». Ainsi s'exprime le rapport Pasquet.

Tels sont les arguments les plus classiques que l'on rencontre chez partisans et adversaires de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie.

Quelques remarques générales sont encore nécessaires avant de suivre les discussions. Quelle est l'importance

numérique de la boulangerie ? Il est difficile d'avoir des chiffres exacts, ceux fournis par ouvriers et patrons n'étant pas plus d'accord entre eux qu'avec ceux fournis par le Ministère du Travail. D'après le recensement de 1901, on peut avancer qu'il existe en France, au moment où se pose pour la première fois la question de l'interdiction du travail de nuit, environ 48.000 patrons et 95.000 ouvriers. Parmi les patrons, 4.500, soit 9 %, travaillent seuls, et 35.000, soit 75 %, avec de 1 à 4 ouvriers. Ce n'est pas très précis, mais M. Mience estime que plus de la moitié, sinon les deux-tiers des patrons de cette dernière catégorie, n'emploient pas plus de deux ouvriers. Il n'y a que 2.000 boulangers employant plus de 10 ouvriers : des coopératives dont nous parlerons surtout dans une troisième partie et des grandes boulangeries qui ne semblent pas avoir, jusque là, obtenu des résultats sensationnels. Mais le fait à retenir, c'est que les petits patrons composent la très grande majorité de la boulangerie (1). Ceci permet de mieux mesurer l'importance de l'extension ou non de l'interdiction aux patrons.

Quel est, à cette époque, l'état de la boulangerie, au point de vue installation ? Dans le rapport Godart 1910, on trouve des descriptions absolument effroyables de fournils. Mais il est plus que probable que le tableau est trop poussé au noir ; dès ce moment-là, grâce à l'inspection du travail et aux lois sur l'hygiène, par la force des choses et surtout grâce aux progrès techniques, nous n'en sommes plus là. Au contraire, nous sommes déjà au début de la période d'industrialisation de la boulangerie, qui, pour avoir commencé tard, n'en sera que plus rapide. L'indus-

(1) Il existe une « démocratie patronale » de la boulangerie, suivant l'expression de M. Mience.

trialisation se manifeste dans la boulangerie par l'introduction des pétrins mécaniques, des machines à diviser et à découper et des différents types nouveaux de fours (fours à charbon, à gaz; fours à sole mobile). Les machines à découper se rencontrent tout à fait exceptionnellement à cette époque, en France; les fours à charbon se vulgarisent, mais pas encore les fours à gaz, à cause du prix du gaz. Mais l'événement important c'est la vulgarisation du pétrin mécanique. La question des fours à sole mobile et des machines à découper et autres fait partie du problème actuel. Pour la question qui nous occupe : la loi française de 1919, l'industrialisation de la boulangerie, c'est le pétrin mécanique. Malgré des dispositions fiscales assez malencontreuses, il n'est plus une curiosité d'exposition, son usage se développe, et, contrairement à ce qu'on pourrait penser, plutôt en province qu'à Paris.

Une dernière remarque est celle-ci : au cours des discussions on parle du « pain »; « Je crois, disait M. Pralon, au Conseil Supérieur du Travail (1), que, pour le pain, on a parlé d'une entité métaphysique sans réalité dans la pratique, mais qui résume les différentes sortes de pain, les différentes qualités, que tel ou tel consommateur désire et qui ne sont pas les mêmes à Lyon qu'à Paris, à Lille, à Rouen ou à Saint-Nazaire, qui diffèrent encore dans la même ville, suivant les classes et les catégories de clients auxquelles on s'adresse ». C'est pour n'y avoir pas pris garde que beaucoup de discussions sur le temps nécessaire à la cuisson, au refroidissement ou sur le temps qu'un pain reste frais (sa « longévité », comme il a été dit au Conseil Supérieur du Travail), se sont éterni-

(1) Séance du 14 novembre 1911. Conseil Supérieur du Travail.

sées (1). Il y a une différence considérable entre le temps nécessaire respectivement au pain de quatre livres, à celui de deux livres ou au pain de fantaisie, pour arriver à un refroidissement suffisant.

Cet aperçu des arguments en présence et ces quelques observations permettront de mieux situer la discussion et d'éviter certaines répétitions.

Le premier projet de loi fut donc déposé sur le bureau de la Chambre des Députés par M. J. Godart, le 24 février 1909 (2). Il est assez court. Transmis à la Commission du Travail, il eut pour rapporteur M. J. Godart lui-même, et c'est à cette occasion qu'il déposa, le 1^{er} mars 1910, un rapport très documenté sur la question (3).

C'est ce rapport qu'il fit paraître la même année, sous son fameux titre : « Les Mineurs Blancs » (4). Il ne fit qu'y ajouter quelques pages de J. K. Huysmans, tirées des « Croquis Parisiens » et une préface qui contient sa fameuse expression : « le cercueil sans couvercle » (5). Figure de rhétorique macabre ! dira le sénateur Dominique Delahaye (6). M. J. Godart, dans ce rapport, étudie le problème sous toutes ses faces. Après avoir, avec une rare impartialité, fait état des avis des médecins, il indique l'accueil réservé à son projet de loi par la presse et

(1) « Je n'ai donc pas été surpris que l'autre jour vous ne vous soyez pas entendu avec M. Mience ; vous ne parliez ni du même pain, ni des mêmes conditions de travail », disait à M. J. Godart M. Pralon, au cours de la séance du 21 novembre 1919 du Conseil Supérieur du Travail.

(2) Doc. parl. année 1909, n° 2336.

(3) Doc. parl. Chambre, année 1910, n° 3159.

(4) « Les Mineurs Blancs ». La Protection sociale, Paris.

(5) « La pâte qui glue au fond du pétrin, ce cercueil sans couvercle. »

(6) Sénat. Séance du 13 mars 1919.

dans les milieux intéressés. Car le projet Godart fit tout de suite parler de lui; les journaux s'en emparèrent, « une des tarentules du syndicalisme », écrivait le « Petit Journal », « La France au pain sec », écrit en titre l'« Intransigeant »; dans « le Temps », Clément Vautel fait des vers. Mais, d'un autre côté, dans l'« Echo de Paris », dans un article du 15 juin et un autre du 29 juin 1909, le comte Albert de Mun se déclarait partisan de la suppression du travail de nuit dans la boulangerie. D'autre part, l'Archevêque de Paris, dans une lettre adressée au secrétaire du syndicat des ouvriers boulangers, s'exprime ainsi : « Fidèle à la tradition de l'Eglise catholique, qui s'est toujours montrée l'amie des travailleurs, j'ai demandé aux catholiques de favoriser de toute leur force la suppression du travail de nuit dans la boulangerie ».

Ensuite M. Justin Godart indique les points de vue des ouvriers, des patrons et du consommateur.

Peut-être exagère-t-il quand il avance que tous les ouvriers sont unanimes à vouloir la suppression du travail de nuit. Cette unanimité existe chez les boulangers syndiqués, mais il n'est pas du tout prouvé qu'elle existe chez les autres. Malgré que ce soit un bon exemple de solidarité, il n'était pas nécessaire de citer des ordres du jour de syndicats de fabricants de balais de Bordeaux, ou de billardiers de la même ville, en faveur de la suppression du travail de nuit dans la boulangerie.

L'opinion de M. J. Godart sur l'avis des patrons est aussi très sujette à caution; mais le point sur lequel il a surtout concentré ses efforts c'est le consommateur. L'interdiction du travail de nuit institue-t-elle un régime de pain rassis ? Il s'efforce de démontrer le contraire; mais non seulement s'efforce-t-il de démontrer que le travail de

jour n'est pas un régime de pain rassis, mais encore veut-il prouver que c'est le travail de nuit qui force le consommateur à manger du pain rassis; que d'abord il ne sait pas ce que c'est que du pain frais et que ce n'est que le travail de jour qui le lui fera connaître. On aura évidemment du pain frais pour le repas du soir; mais pour le petit déjeuner, la question ne se pose pas; les petits pains, qui sont consommables très peu de temps après leur cuisson, ne pourront être prêts qu'à huit heures trente au minimum. La grosse question est celle du repas de midi. Avec le travail de jour, les boulangers peuvent-ils fournir du pain frais pour ce repas ? Cela paraît assez difficile; prenons les chiffres eux-mêmes de M. Justin Godart : il s'agit du pain dit « de ménage »; une telle fournée demande un minimum de trois heures à trois heures trente; mais ce genre de pain n'est consommable qu'après un refroidissement d'au moins six heures; par conséquent, le pain de la première fournée sera prêt vers 13 h. 30, même si on admet que le pain est consommable après un refroidissement de quatre heures, on aura du pain frais vers midi trente; mais à cela ne correspond qu'une fournée, donc, une petite partie seulement de la population, celle qui sera à même d'aller chercher son pain elle-même au dernier moment chez le boulanger, aura du pain frais, les autres auront nécessairement du pain de la veille. Les moyens artificiels de conserver le pain se sont révélés incapables de remédier à cet état de choses. M. Justin Godart n'a pas réussi à prouver qu'on pouvait, par le travail de jour, fournir toute la population en pain frais pour le repas de midi, repas principal des Français, sans prouver que le travail de nuit n'était pas capable, lui, de nous fournir ce pain frais. En voulant trop prouver, parfois, on ne prouve rien.

Il eut peut-être mieux valu qu'il reconnût qu'un sacrifice devait être demandé à la population et qu'il s'attachât à le légitimer.

Les conclusions de M. Justin Godart sont finalement les suivantes :

a) Que le pain peut se fabriquer mieux et plus proprement le jour que la nuit, qu'on ne peut objecter à la réforme aucune difficulté technique, que l'hygiène et le progrès, grâce au travail de jour, transformeront la boulangerie, qui est restée fort en retard.

b) Que les ouvriers sont unanimes à demander le travail de jour; qu'ils ont fait, pour le demander, des manifestations multiples et enthousiastes.

c) Que les patrons, en ce qui les concerne, ressentiront eux aussi les bienfaits d'un travail normal.

d) Que les consommateurs n'auront pas à souffrir du travail de jour, que les arguments exposés en leur nom par les patrons portent tout au plus, pour certains quartiers de Paris, que dans la France entière, la réforme passera inaperçue, se manifestant par un retard de quelques heures dans la livraison du pain; qu'en retour les consommateurs auront du pain plus frais et plus propre.

Notons une différence très importante entre le texte exact proposé par M. J. Godart, le 24 février 1909, et celui proposé dans le rapport du 1^{er} mars 1910 : dans le premier texte, des dérogations sont prévues, dans le second texte, elles ont disparu (1).

(1) D'après un article de M. Pierre Monatte, du 28 août 1919, paru dans « Pages Libres », il semblerait que les efforts de la C.G.T., plus particulièrement de M. Savoie, ne sont pas étrangers à cette suppression. On la reprochera souvent au rapporteur.

A ce moment-là, l'état de la question en permettait l'examen immédiat par la Chambre des Députés. Cependant, le Gouvernement, par l'intermédiaire du Ministre du Travail, soumit la question au Conseil Supérieur du Travail; le 19 décembre 1910, le Ministre l'ayant saisie de quatre vœux, la Commission Permanente retint les deux premiers, relatifs à la mise à l'ordre du jour du Parlement de la question de la suppression du travail de nuit dans la boulangerie. Le texte qui lui fut soumis fut celui, modifié, présenté au nom de la Commission du Travail de la Chambre des Députés (1). Il est ainsi rédigé :

Article Premier

La fabrication du pain et de la pâtisserie est interdite la nuit, c'est-à-dire entre neuf heures du soir et cinq heures du matin. Cette interdiction s'applique à tous les travaux qui, directement ou indirectement, concourent à la fabrication du pain et de la pâtisserie.

Article 2

Les patrons qui auront, soit eux-mêmes, soit par l'emploi d'ouvriers, contrevenu aux dispositions de la présente loi, seront poursuivis conformément aux articles 26, 27, 28 et 29 de la loi du 2 novembre 1892. Les pénalités prévues par ces articles leur seront applicables. En cas de récidive, le contrevenant sera, en outre, déchu pour cinq ans du droit d'éligibilité au conseil des prud'hommes, au tribunal de commerce, à la chambre de commerce et au conseil supérieur du travail.

Il ne pourra, durant le même laps de temps, recevoir aucune distinction honorifique.

(1) Annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 9 février 1911. Doc. parl. Chambre n° 759.

Article 3

Les inspecteurs du travail et les officiers de police judiciaire sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi.

La présente loi n'entrera en vigueur que six mois après la date de sa promulgation.

La Commission Permanente ne consacra pas moins de sept séances à la question, du 14 janvier au 3 juillet 1911. Ces séances furent consacrées à l'audition d'un certain nombre de représentants qualifiés des boulangers, patrons et ouvriers; trois coopératives avaient même été invitées à donner leur avis, mais une seule, la « Bellevilloise », se présenta. On consulta en outre des pâtissiers sur l'opportunité de les soumettre à la même interdiction que les boulangers. Enfin, M. Justin Godart lui-même, fut invité à défendre sa proposition (1).

Les séances firent apparaître une grande diversité, non seulement entre patrons et ouvriers, mais encore à l'intérieur de ces deux groupes.

Il y a cependant plus d'unité de vue chez les ouvriers, tout au moins ceux qui représentent un syndicat, lesquels sont pour le travail de jour (2).

(1) Ce ne fut, d'ailleurs, pas sans soulever des protestations, comme, par exemple, de la part de M. Touron : « Je m'étonne, dit-il, que M. Godart ait été appelé à déposer devant la Commission. Le Conseil Supérieur du Travail a été institué pour donner des avis au Parlement ; si on apporte devant lui les conclusions d'une commission parlementaire, c'est la démonstration même de son inutilité. Je tiens, en tous cas, à protester contre cette procédure, car si un député peut venir catéchiser les commissions consultatives et le Conseil Supérieur du Travail, c'est le renversement de tous les usages établis jusqu'ici. » M. Arthur Fontaine fait remarquer que M. J. Godart est entendu, non pas à titre de rapporteur d'une commission, mais à titre individuel.

(2) Voir contra la déposition de M. Courtial, séance du 27 mars.

Pour les patrons la question est moins nette. Certains sont pour le travail de nuit c'est-à-dire pour le maintien du statu quo; si certains se prononcent en faveur de l'interdiction du travail de nuit, ils ne cachent pas la gêne que devra supporter le consommateur (1) et mettent comme condition absolue, pour une raison de concurrence, une application générale de la loi.

Par décision du 27 mars 1911 de la Commission Permanente, l'Office du Travail se livra, sous la forme de l'envoi de questionnaires, à une enquête auprès des chambres syndicales de patrons et d'ouvriers boulangers. Les réponses parvenues sont annexées à la publication des procès-verbaux des séances de la Commission Permanente. Sont annexés, en outre, les résultats de différents essais de travail de jour, notamment ceux tentés à Saint-Nazaire et à Paris (par la « Société du Pain du Jour »). On trouve aussi dans cette publication des renseignements sur quelques sociétés coopératives, des délibérations de chambres de commerce, parmi lesquelles il faut citer celle de la Chambre de Commerce de Paris. Enfin on trouve de nombreux documents sur l'expérience italienne, surtout un rapport de M. Rivet, chargé de mission par l'Office du Travail; comme des difficultés ont apparû postérieurement à cette enquête, on en a ajouté une, plus récente, du Conseil Supérieur du Travail italien.

Cependant, la Commission Permanente, devant l'opposition de vue entre patrons et ouvriers, décida la nomination de deux rapporteurs. MM. Cleuet et Soulé furent chargés de ces rapports, véritable base de discussion du Con-

(1) « ...la clientèle s'y habituera, elle s'est bien habituée à payer des impôts. » (Déposition de M. Lefèvre.)

seil Supérieur du Travail, l'un du point de vue ouvrier, l'autre du point de vue patronal.

Le rapport Cleuet conclut tout simplement dans le sens de l'adoption de la proposition de loi Godart. Par l'intermédiaire de M. Soulé, les membres patronaux se déclarent absolument opposés à une loi « qui porte atteinte à la liberté individuelle;

» qui contient des dispositions en opposition avec l'intérêt connexe des ouvriers et des patrons;

» qui consacre des principes que leur rigueur même rendra inapplicables ».

La discussion au Conseil Supérieur du Travail eut un tout autre caractère. Il ne s'agissait plus de débayer le terrain et l'entendre les représentants qualifiés des intérêts en cause, il s'agissait à présent de prendre une décision.

La composition n'est pas la même, on trouve au sein du Conseil Supérieur du Travail, à côté des membres patrons et ouvriers, des personnalités dont le choix a été dicté par des considérations toutes différentes et qui joueront un très grand rôle : comme les professeurs Charles Gide et Raoul Jay.

On peut résumer les débats de plusieurs façons : « Penser, s'exclame M. Charles Gide, que nous sommes ici soixante-dix personnes, considérables à des titres divers, qui sommes occupées à discuter, quinze jours durant, à seule fin de décider si les consommateurs en seront réduits à choisir entre du pain trop rassis ou du pain trop chaud ! » Mais M. Gide les résume aussi d'une autre façon : ce qui le frappe surtout, c'est la place que tient, dans les débats, ce personnage non représenté au Conseil Supérieur du Travail, le consommateur.

On a tendance à poser le problème, non plus entre patrons et ouvriers, mais entre patrons et ouvriers d'une part et le consommateur d'autre part. Mais les patrons et les ouvriers n'en envisagent pas moins la question de façons fort différentes. Les ouvriers, eux, veulent la suppression du travail de nuit; certains ne nient pas qu'il en résultera une gêne pour le consommateur et c'est un peu pour vaincre sa résistance qu'il réclame une loi. Les autres, comme M. Comaille et surtout M. J. Godart, restent fidèles à leur affirmation que le travail de jour, au contraire, lui fera seul connaître le pain frais.

A propos du rapport de 1910 de M.J. Godart, nous avons déjà dit que c'était peut-être essayer de trop prouver et qu'il eut été préférable de reconnaître une gêne pour le consommateur; voici comment s'exprime M. Pelletier, au cours de la discussion (1) : « ...lorsque M. Godart soutiendra sa proposition de loi, le dispositif en restera peut-être le même, mais les considérants en devront disparaître. Il ne lui est plus permis de dire, en effet : « Ma proposition ne changera pas les satisfactions données au consommateur; elle fera tomber la concurrence patronale. Il faut avoir le courage de dire : J'estime que l'intérêt de l'ouvrier est tel que nous devons faire une proposition de loi contre le consommateur, contre le goût artificiel, inique du consommateur ». Un autre argument est exposé par plusieurs membres : « Si, du point de vue du consommateur, le travail de nuit n'offre pas d'avantages par rapport au travail de jour, il n'y a pas à redouter la concurrence que fait un patron fidèle au travail de nuit à ses collègues désireux d'adopter le travail de jour ».

(1) Séance du 17 novembre 1911.

Quant aux patrons, ils prétendent, eux, que le travail de jour ne leur permettra pas de satisfaire leur clientèle et qu'une loi faite dans ces conditions est une loi mauvaise, qu'ils ne sont pas attachés au travail de nuit par esprit de routine, que s'il leur était possible de satisfaire leur clientèle en travaillant le jour, ils auraient tôt fait d'opérer la réforme.

Ces points de vue sont exposés par les deux rapporteurs, assistés par MM. Pelletier, Pralon et Isaac du côté patronal, par MM. Comaille, Keufer et Maffre du côté ouvrier. M. Raoul Jay se joint à eux. Il faut bien avouer que ce sont toujours les mêmes arguments, et qu'en tout et pour tout, on enregistre seulement deux tentatives de conciliation entre les deux points de vue. Il est vrai qu'elles sont rendues difficiles par la netteté des positions prises et que le texte de la proposition de loi de M. Godart n'est pas précisément un texte de conciliation; rappelons qu'il ne comporte aucune dérogation. Les essais en vue de trouver un terrain d'entente reviennent à M. Gide, dont on verra le large amendement, et à M. Craissac, qui, lui, propose, vu la difficulté d'établir un texte général en face de tant de situations différentes, de laisser à l'autorité départementale le soin de fixer, compte tenu des « circonstances de temps et de lieu », les horaires et la définition du travail de nuit.

On s'entendit cependant sur deux points : une application plus rigoureuse à la boulangerie des lois de 1848, de 1892 et de 1893, et une réforme du régime fiscal des pétrins mécaniques. C'est un beau spectacle que de voir les membres patrons demander eux-mêmes l'application de ces lois sur la durée du travail et sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements indus-

triels. Mais là encore, ces deux questions ne sont pas du tout envisagées de la même façon par patrons et ouvriers. Les uns estiment qu'en devrait se borner là, les autres ne voyaient qu'une question subsidiaire, n'excluant pas du tout l'interdiction du travail de nuit.

Cette question du régime fiscal des pétrins mécaniques est tout à fait curieuse. En 1910, l'installation d'un pétrin mécanique entraînait le passage à une classe supérieure de la patente, ce qui constituait un fâcheux obstacle à sa vulgarisation. Depuis longtemps, des protestations s'élevaient contre cette fiscalité embarrassante et constituant un obstacle à un progrès notable, et, dès 1907, M. Justin Godart lui-même avait déposé un amendement à la loi de finances, ainsi conçu :

« Les boulangeries qui installent un pétrin mécanique pour leur fabrication, et dont le personnel ne dépasse pas deux personnes, sont exemptées, pendant cinq ans, à dater de la publication du rôle qui suit l'installation, de l'augmentation de la patente qu'entraîne l'introduction d'un moteur ».

La discussion générale ne dura pas moins de dix séances, ceci ne laissant qu'une seule séance pour la discussion par article. Cela vient de ce que la discussion générale n'avait pas réussi à aplanir les difficultés. Le vote du passage à la discussion par article le prouve : il fut acquis par 27 voix contre 24. C'est à propos de l'article premier que fut discuté l'amendement Gide, amendement considérable qui ne comprenait pas moins de trois points :

a) Mise du patron en dehors du champ d'action de la loi » au texte primitif, « il est défendu de travailler ».

b) Modification de la durée de la nuit, par substitu-

tion, à une période invariable, de l'obligation d'un repos d'au moins dix heures avant cinq heures ou après minuit.

c) Un régime d'exception et de dérogations.

Le régime d'exception visait les établissements à travail continu, employant des équipes; il est intéressant de rappeler que M. Gide était le président de l'Union coopérative des Sociétés de consommation. Peut-être est-ce une première allusion à ce qui allait devenir leur thèse. Le régime de dérogations proposé visait les circonstances exceptionnelles, dans le but d'éviter les « grincements » de la loi et comportait un maximum annuel.

Après une rapide critique des rapporteurs, cet amendement est repoussé et on passe à la discussion elle-même des articles de la proposition Godart. L'article premier est divisé en plusieurs parties et on aura une idée du partage des opinions quand on saura que le principe lui-même de l'interdiction de la fabrication du pain la nuit, ne fut adopté que par 30 voix contre 25, que l'extension du principe à la pâtisserie ne le fut que par 29 voix contre 24, et la durée de la « nuit », c'est-à-dire de neuf heures du soir à cinq heures du matin, par 28 voix contre 25.

Après le vote de l'article premier, le Conseil Supérieur du Travail, estimant que son rôle se bornait à se prononcer sur le principe, exclusivement, termina là la discussion sur la proposition de loi Godart et vota rapidement les vœux relatifs à l'application, à la boulangerie, des lois de 1848, de 1892 et de 1893, et aux pétrins mécaniques, questions qui avaient été soulevées au cours de la discussion générale.

En résumé, les vœux adoptés par le Conseil Supérieur du Travail, au cours de sa session de 1911, furent les suivants ;

« La fabrication du pain et de la pâtisserie est interdite la nuit, c'est-à-dire entre neuf heures du soir et cinq heures du matin. Cette interdiction s'applique à tous les travaux qui, directement ou indirectement, concourent à la fabrication du pain et de la pâtisserie.

« Le Conseil Supérieur du Travail émet le vœu que les lois de 1848 et du 2 novembre 1892 soient applicables à l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie.

« Le Conseil Supérieur du Travail émet en outre le vœu que la loi de 1893 et les décrets relatifs à l'hygiène, soient rigoureusement appliqués à l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie.

« Pour la période de transition nécessaire que devra fixer le Parlement, le Conseil Supérieur du Travail émet le vœu que les patrons boulangers soient exonérés des charges fiscales qui pèsent sur l'outillage mécanique mis en usage dans les fournils et que des facilités leur soient accordées pour l'acquisition de cet outillage.

« Le Conseil Supérieur émet le vœu qu'en vue de faciliter la diffusion de l'outillage perfectionné en général, et particulièrement l'acquisition de pétrins mécaniques, l'élévation de la patente à la classe supérieure soit suspendue pendant les cinq premières années, à dater de l'acquisition. »

Après sa discussion au Conseil Supérieur du Travail, la question de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie resta pendant un certain temps dans les cartons de la Chambre des Députés, devenant caduque et à chaque législation reprise, d'ailleurs sans grand changement, par M. Justin Godart. /

Vint la Grande Guerre, et, avec elle, l'état aigu de tou-

tes les questions touchant l'alimentation. Mais ce sont surtout les questions de consommation qui passent au premier plan.

Le 7 juillet 1916, M. Victor Boret déposa devant la Chambre des Députés une proposition de loi tendant à l'interdiction de la vente du pain frais, pour des raisons de consommation, et aussi à la suppression du travail de nuit dans les boulangeries (1).

Le 9 février 1917, un décret rendit effective l'interdiction de la vente du pain frais, et, à cette occasion, la Commission du Travail de la Chambre reprit la question de la suppression du travail de nuit.

La Chambre adopta, le 13 novembre 1917, les conclusions du rapporteur Jean Lerolle (2). Elle les adopta sans discussion. On ne peut qu'être étonné de voir adopter si facilement une question que les débats au Conseil Supérieur du Travail n'avaient pas montrée comme étant particulièrement simple, le fait même de la lui avoir soumise à un moment où elle aurait parfaitement pu être directement discutée, le prouve. Au Sénat, on parlera d'un escamotage. Le décret du 9 février 1917 fut d'ailleurs abrogé par celui du 30 novembre 1917, et on crut un instant que cette abrogation entraînerait aussi l'abandon du projet de loi sur l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie; c'est la thèse soutenue par M. Sauvage, dans un rapport à la Chambre de Commerce de Paris, du 15 janvier 1919. Il n'en fut rien, et la question fut transmise au Sénat et étudiée par une commission spéciale, présidée par le sénateur Paul Strauss. Le rapporteur désigné fut M. Edouard Her-

(1) Doc. Parl. Chambre n° 2310.

(2) Doc. Parl. Chambre n° 3321.

riot (1), qui présenta au Sénat, le 13 mars 1919, un texte légèrement différent de celui adopté par la Chambre des Députés; il comprenait deux modifications : d'une part, il prévoyait des dérogations dans des cas exceptionnels, dérogations accordées par le préfet après avis du Conseil municipal; d'autre part, il prévoyait, pour l'application de la loi, un délai d'un an à dater de la cessation des hostilités.

Les débats durèrent trois séances, les 13, 18 et 20 mars 1919. C'est d'abord une joute oratoire entre le rapporteur, M. E. Herriot, et M. Dominique Delahaye. Elle remplit à elle seule toute la discussion générale et n'offre qu'un certain intérêt au point de vue de l'histoire de la question.

Le débat véritable ne commence qu'au passage à la discussion par article. Elle débute directement par l'amendement dit amendement Lemarié. Il était ainsi conçu :

« Modifier le paragraphe troisième de l'article premier comme suit : Article 20. — Il est interdit d'employer des ouvriers à la fabrication du pain et de la pâtisserie, entre dix heures du soir et quatre heures du matin ».

Il comprenait donc, d'une part, un changement dans les heures d'interdiction, mais surtout il limitait l'action de la loi aux ouvriers. Il fut principalement défendu par MM. Lemarié et Jénouvrier. Le premier se plaçait surtout au point de vue du boulanger des campagnes, à qui le travail de nuit permet de se livrer la journée à des travaux agricoles. Tout autre était le point de vue de M. Jénouvrier, qui, lui, défendait la liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile. Le projet de loi, voté tel quel, est inapplicable,

(1) Doc. Parl. Sénat, année 1918, n° 237.

car l'inspecteur du travail ne peut entrer chez un boulanger la nuit. Le Ministre du Travail, M. Colliard, et le rapporteur, répondent à cela que la loi, dans son état actuel, est parfaitement applicable : cette loi sera inscrite au code du travail; or, le code du travail contient les articles 93 et 105 (1); de ces textes, il résulte nettement que du moment où la présente loi sera inscrite au code du travail, les inspecteurs du travail auront qualité pour en contrôler l'exécution, même de nuit.

Après avoir montré la possibilité d'application de la loi telle qu'elle est proposée par la Commission, le rapporteur montre qu'au contraire c'est l'amendement Lemarié qui risque de la rendre inapplicable, en rendant vain tout contrôle et en incitant à toutes les fraudes. Ensuite il est fait état de la question concurrence. Que pourront faire les patrons qui sont, eux, dans l'impossibilité de travailler la nuit ? M. Henry Chéron cite le vieillard, le blessé de guerre, la veuve. L'amendement Lemarié est cependant adopté par 190 voix contre 34. (186 contre 32 après pointage.)

On devait se rendre compte, plus tard, que l'amendement Lemarié avait torpillé la loi. Déjà, en séance, « ...la loi est enterrée par l'amendement Lemarié », déclare M. Gaudin de Villaine. M. de Lamarzelle non plus ne conserve plus beaucoup d'illusions et même prononce des paroles prophétiques : « Il va arriver une chose, dit-il, que la loi ne prévoit pas. Si un petit patron prend des

(1) Article 93. — Les inspections du travail sont chargées d'assurer l'exécution des dispositions du présent livre.

Article 105. — Les inspecteurs ont entrée dans tous les établissements visés par les dispositions dont ils ont à assurer l'exécution, à l'effet d'y procéder à la surveillance et aux enquêtes dont ils sont chargés.

ouvriers, il les fera travailler en disant : « Ce sont mes associés, les voilà patrons ».

Le reste de la discussion n'est que l'adoption des conclusions de la Commission, après qu'elles eussent été adaptées à l'amendement Lemarié, qui devient, en effet, le centre véritable de la loi, se substitue, pour ainsi dire, complètement à elle.

Après ratification par la Chambre des Députés, cette loi fut promulguée le 29 mars 1919, En partie, elle devint l'article 20 du Livre II du Code du Travail. Elle est ainsi conçue :

Article premier

Le chapitre 3 du Livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Chapitre 3. Travail de nuit. Section I : Travail dans la boulangerie. Article 20. — Il est interdit d'employer des ouvriers à la fabrication du pain et de la pâtisserie, entre dix heures du soir et quatre heures du matin.

» Cette interdiction s'applique à tous les travaux qui, directement ou indirectement, concourent à la fabrication du pain et de la pâtisserie ».

Article 2

La section unique (enfants et femmes) du chapitre 3 du titre premier du Livre V du Code du Travail et de la Prévoyance sociale portera le titre de section II.

L'article 20 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale prendra le n° 20 a.

Article 3 (1)

Dans des cas exceptionnels, des dérogations pourront être accordées par le préfet, sur demande des industriels ou des ouvriers, et les deux parties entendues, après avis

du Conseil municipal, à l'occasion de foires ou de fêtes, en cas d'afflux temporaire de population, ou si des raisons d'utilité publique l'exigent impérieusement.

Ces dérogations ne devront être valables pour une durée supérieure à deux semaines.

Article 4 (1)

La présente loi sera applicable un an après le décret fixant la date de la cessation des hostilités.

(1) Cet article n'est pas compris dans la codification. Il reste « en l'air ».

Chapitre III

LA LOI FRANÇAISE SON APPLICATION — LE PROJET DE MODIFICATION

Il serait peut être plus conforme à la réalité de parler de sa non application. Ceci avait, du reste, été largement prévu et prophétisé lors des débats du Sénat (1).

Un commencement d'application a, cependant, été tenté dans quelques villes de 1921 à 1923 surtout et souvent à travers des conventions collectives, fréquentes dans cette profession. Les accords conclus ont parfois été éphémères, mais parfois ont été assez longtemps observés. Mais, dans la majorité des cas, l'application de la loi du 28 mars 1919 se résume à quelques contraventions dressées par l'inspection du travail (2).

(1) Voir infra page 42 les paroles de MM. Gaudin de Villaine et de Lamarzelle.

(2) La violation de l'article 20 du Livre II du code du travail est sanctionnée par une amende de 5 à 15 fr., applicable autant de fois qu'il y a d'ouvriers employés et prononcée, lorsqu'il s'agit de la première contravention, par le juge de simple police. Dans le cas où une seconde contravention lui est dressée dans les douze mois, le contrevenant est passible du tribunal correctionnel et d'une amende de 16 à 100 francs. Il peut être accordé le bénéfice des circonstances atténuantes sans que la peine puisse, en cas de récidive, être inférieure à 5 francs.

En général, quelques contraventions suffisent pour décider une corporation à appliquer une loi. Pour ce qui est de la loi sur l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie, il en fut tout autrement. Les contraventions n'eurent pour résultat que des difficultés de toute sorte, jusqu'à des menaces de grève de la part des patrons boulangers et, en général, l'inspection du travail n'obtenait pas le résultat escompté, ou que pour un temps très court, après quoi les boulangers reprenaient leurs anciennes habitudes et tout était à recommencer.

On fut, en un mot, en présence d'une quasi impossibilité d'application. Pourquoi ?

Indépendamment du point de savoir s'il était opportun d'aller jusque là, une application générale de la loi aux patrons comme aux ouvriers était la condition nécessaire de son efficacité.

Les résultats de l'opposition du Sénat à une réglementation du travail personnel du patron et l'adoption qui en résulte de l'amendement Lemarié, ont créé la situation suivante : d'une part, une concurrence ruineuse incite ceux des patrons qui peuvent travailler la nuit à le faire, d'autre part, cette concurrence incite ceux des patrons qui ne peuvent pas, à tourner la loi.

Examinons d'abord les obstacles naturels à l'accomplissement de sa mission par l'inspection du travail. Ensuite nous examinerons les différents moyens qui furent imaginés en vue de tourner la loi.

Le fameux problème de l'entrée dans le fournil, la nuit, est maintenant résolu mais non sans peine. Il a fait l'objet d'une partie des débats au Sénat. Chaque assem-

blée étudiée, en effet, la question du point de vue qui lui convient le mieux : le Conseil Supérieur du Travail s'inquiétait du consommateur, le Sénat, lui, a discuté la question du point de vue de la liberté individuelle et de l'inviolabilité du domicile; quant à la Chambre, elle ne s'est occupée, jusque là, de rien du tout.

La question de l'entrée du fournil est compliquée d'abord du fait que très souvent, il est situé en arrière-boutique et que, pour y pénétrer, il faut passer par le domicile du boulanger et parfois même par sa chambre à coucher, ensuite du fait que le moment où il s'agit d'y pénétrer est la nuit, et qu'à celle de l'obscurité s'ajoute une protection légale renforcée, enfin, nous ne sommes pas en présence d'une usine, mais souvent d'un atelier familial (1).

Il y a une jurisprudence abondante sur le sujet. On peut distinguer deux phases : avant et après la loi du 28 mars 1919 ; comme elle a amené un revirement, il faut connaître ce qui s'est passé avant elle.

Avant la loi en question, certains arrêts (2) avaient admis l'introduction de l'inspecteur du travail, la nuit, dans les établissements où le travail est effectué de nuit, dans l'hypothèse où s'élèveraient des soupçons de fraude, mais la Cour de Cassation avait jugé en sens contraire, toutes chambres réunies, le 22 juin 1911 (3) : elle avait décidé que l'inspecteur du travail ne pouvait entrer de nuit dans un établissement régi par la loi de 1906 que du consentement du propriétaire. (Il est vrai

(1) Cette question de domicile et d'atelier familial fut longtemps également un obstacle à la surveillance de l'industrie à domicile.

(2) Cassation, 12 juillet 1902 ; Sirey, 1903, 1.251.

(3) Sirey, 1911, 1.593 ; note de M. J.-A. Roux.

que, depuis, la loi du 13 juillet 1906 a été inscrite au code du travail par la loi du 26 novembre 1912 et qu'il y a lieu ainsi à application de l'article 105).

Après la loi du 28 mars 1919, elle aussi inscrite au code du travail, il y eut cependant des controverses.

On a prétendu que l'article 105 du code du travail, donne droit, évidemment, aux inspecteurs du travail de pénétrer dans les établissements dans lesquels ils doivent assurer l'application de la loi, mais qu'il ne rien d'autre et ne précise pas s'il a le droit d'y entrer la nuit, surtout sans l'assentiment du propriétaire. Cette interprétation restrictive de l'article 105 du code du travail serait motivée par ce fait que l'inspecteur du travail n'a, pour remplir sa mission, que les pouvoirs que possèdent d'après le droit commun les officiers de la police judiciaire. D'où il ne leur serait pas possible de pénétrer la nuit dans le domicile d'un boulanger contre le gré de ce dernier (1).

Cependant, le tribunal de Tarbes, le 25 février 1921, avait admis une solution en sens contraire (2). La question est définitivement tranchée par l'arrêt de la Cour de Cassation, Chambre criminelle, du 24 juin 1922 (3): Les inspecteurs du travail, étant chargés aux termes des articles 93 et 105 du code du travail de veiller à l'exécution des dispositions contenues au Livre II de ce code, ayant, pour cela, le droit d'entrer dans des établissements soumis à leur surveillance, ont de ce fait

(1) Cour de Bordeaux. 14 décembre 1921.

(2) Bulletin du Ministère du Travail, avril-mai-juin 1921, page 201.

(3) Sirey, 1922, 1.396. Cette solution avait déjà été admise par la Chambre Criminelle le 6 août 1921 (Bulletin Criminel, n° 338).

le droit de pénétrer la nuit chez un boulanger pour contrôler l'application de l'article 20 du livre II du code du travail, modifié par la loi du 28 mars 1919. Cet arrêt est très net, beaucoup plus que celui du tribunal de Tarbes, qui faisait encore intervenir les « soupçons légitimes » de l'inspecteur du travail ; cet attendu, est superflu, l'inspecteur n'a pas à légitimer son intrusion autrement que par les articles 93 et 105 du code du travail.

Ajoutons que le délit d'obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur du travail (article 178 du livre II du code du travail) est passible d'une amende de 100 à 500 francs et en cas de récidive d'une amende de 500 à 1.000 francs. (Dans les deux cas le bénéfice des circonstances atténuantes peut être accordé par application de l'article 483 du code pénal).

Quels furent les moyens de tourner la loi que rencontrèrent les inspecteurs du travail et les juges ?

Quelquefois on eut recours au moyen peu juridique suivant : on se bornait à cacher purement et simplement l'ouvrier boulanger pendant la visite de l'inspecteur du travail. Mais il y avait aussi d'autres moyens.

La loi n'interdisant pas le travail au patron, on s'ingénia à déguiser l'ouvrier en patron par différents procédés juridiques tirés des ressources infinies des lois sur les sociétés ; en général, on se bornait à s'abriter derrière une association plus ou moins fictive. Par exemple, une boulangère de Bordeaux avait conclu avec ses ouvriers un contrat d'association qui leur attribuait 4 1/2 p. 1000 sur le chiffre brut d'affaires (1).

(1) Cité par M. Savoie à la séance du 5 juin 1924 de la Conférence internationale du Travail.

D'après une jurisprudence abondante, la simple possession par un ouvrier d'une part de la Société n'est pas suffisante pour valoir à l'ouvrier la qualité d'associé s'il subsiste entre lui et le gérant un véritable lien de subordination ; un véritable contrat de travail (1). Par contre, la Cour de Cassation a admis la qualité d'associé au profit d'ouvriers possédant une participation de 4 1/2 p. 1000 sur le chiffre brut d'affaires parce que, dans ce cas, il n'existait pas de lien de subordination entre le gérant et les deux associés : « attendu... qu'ils ne sont pas congédiables *ad nutum* ; qu'il y a parité de rang entre eux et Bocahut ; qu'ils peuvent exiger la communication des livres de comptabilité et demander acte à Bocahut de ses gains manqués ou de sa mauvaise gestion... (2). »

Les inspecteurs du travail et la jurisprudence se sont trouvés en présence de membres de la même famille, par exemple, le père et le fils, travaillant ensemble. Dans ce cas aussi, le fils n'est admis au bénéfice de l'exception que sous la condition qu'il ne reçoit pas un salaire véritable, mais participe avec son père à la gestion effective de l'établissement (3).

Telles sont les difficultés rencontrées par l'inspection du travail pour l'application de la loi du 28 mars 1919 : une résistance opiniâtre des patrons boulangers causée par la concurrence redoutable des patrons travaillant seuls à laquelle ils étaient en butte et favorisée par les difficultés de surveillance et la facilité avec laquelle on

(1) Cassation, 3 et 24 novembre 1922. Sirey, 1923, 1.188.

(2) Bulletin du Ministère du Travail, 1921, page 435.

(3) Cassation, 24 novembre 1922. Sirey, 1923, 1.189.

pouvait tourner la loi, résistance à laquelle s'ajoute dans beaucoup de cas la complicité des ouvriers.

Certains, malgré M. Justin Godart, sont effectivement partisans convaincus du travail de nuit, parce qu'ils en reconnaissent la nécessité, et parce qu'ils en retirent certains avantages pécuniaires.

Le patron possède aussi certains moyens de pression. Prenons l'hypothèse du patron travaillant lui-même avec un ou deux ouvriers. Lui, commence son travail quand il le veut ; si ses ouvriers n'arrivent qu'à quatre heures, ils trouveront la besogne déjà commencée et ils ne pourront pas faire leur journée complète, car ils subiront une diminution de salaire proportionnelle au travail effectué par leur patron et non par eux : ils seront d'autant plus disposés à accepter un retour au travail de nuit ou son maintien.

Dans quelles conditions furent effectuées les interventions de l'inspecteur du travail ?

Ces chiffres sont donnés par le Ministre du Travail pour quelques mois de l'année 1924 : « Je rappelle à la Chambre (1)..... qu'au mois de novembre 1924, pour 97 plaintes reçues, il y a eu 121 procès-verbaux dressés ; qu'en décembre, 85 plaintes ont été déposées et 100 procès-verbaux dressés ; qu'en mars, mon éminent prédécesseur, M. Justin Godart, n'a reçu que 17 plaintes et, cependant, 30 procès-verbaux ont été dressés. Au mois de mai, 2 plaintes seulement ont été déférées au ministère et 28 procès-verbaux ont été dressés ».

Comme on le voit, la « collaboration » sans texte légal entre les inspecteurs du travail et les délégués

(1) Chambre des Députés ; séance du 12 juillet 1925.

des organisations ouvrières est particulièrement poussée dans la corporation, à la satisfaction marquée du Ministre du Travail qui, à la suite des chiffres donnés ci-dessus déclare : « Je considère ces dernières (les organisations ouvrières) comme les auxiliaires indispensables de l'application d'une telle loi ». Vient ensuite un ensemble de conseils : ne pas oublier de préciser l'heure à laquelle l'inspecteur du travail pourra surprendre le patron boulanger contrevenant, etc...; on peut être partisan d'une telle méthode ; on peut aussi ne pas l'être. La question sera débattue lors de la discussion de la Chambre du projet Bender autour de l'amendement Clamamus.

Un facteur qui joue particulièrement sur cette action des organisations ouvrières est la situation économique. Ainsi, à Dijon, le nombre de procès-verbaux dressés a surtout été considérable en 1924 parce qu'à cette époque, il y avait pénurie d'ouvriers boulangers ; les jeunes gens hésitaient avant d'embrasser cette dure profession alors qu'ils avaient la possibilité de trouver du travail là où ils en voulaient. Maintenant, il y a chômage, il n'y a plus de procès-verbaux. Dans une autre ville, il en est de même et le secrétaire du syndicat des ouvriers boulangers commence actuellement son travail à deux heures du matin avec exception pour les jours de marché (deux fois par semaine) où il commence à travailler à minuit.

D'autres facteurs influent sur les circonstances des procès-verbaux, depuis les idées personnelles de l'inspecteur du travail jusqu'à l'intervention du voisin que gêne le bruit du pétrin mécanique, la nuit ; nous reviendrons ultérieurement à cette question d'une loi non

appliquée, mais dans le texte subsiste et reste une menace constante pour les patrons boulangers.

La loi n'est pour ainsi dire plus appliquée, surtout en province, où les contraventions sont exceptionnelles et où l'inspecteur du travail a soin, quand il doit aller dans une boulangerie, de s'y rendre vers neuf ou dix heures du matin, ce qui présente l'avantage de supprimer beaucoup de difficultés.

L'application de la loi de huit heures aurait pu être l'occasion d'un essai d'application de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie, c'est, du moins, ce que craignaient les patrons boulangers (1), mais la loi de huit heures a pu être appliquée dans une certaine mesure, sans pour cela, que le soit la loi du 28 mars 1919.

Nous verrons même que certaines conventions collectives ont instauré le régime des huit heures ou en général une réglementation de la durée du travail en violation complète de la loi sur la suppression du travail de nuit dans la boulangerie (2).

La question des conventions collectives dans la boulangerie sera reprise au cours d'une troisième partie.

Ainsi peut-on affirmer la non-application de la loi du 28 mars 1919. Non-application qui devient consacrée quand un inspecteur du travail, non seulement approuve tacitement un régime contraire expressément à la loi,

(1) Voir le numéro du 21 au 30 septembre 1930 de « La Boulangerie Française ». Il contient la reproduction d'une note du Ministère du Travail.

(2) Bulletin du Ministère du Travail, année 1922.

mais encore signe une convention collective consacrant ce régime (1).

La loi du 28 mars 1919 ne correspondait pas du tout aux espérances de ses instigateurs, en particulier de M. Justin Godart. Ce dernier, dès le 15 février 1921, déposait devant la Chambre une nouvelle proposition de loi tendant purement et simplement à reprendre le texte précédemment voté par la Chambre ; s'inspirant des mêmes préoccupations, le Gouvernement, le 25 août 1924, déposait devant la Chambre des Députés un projet de loi (2) tendant à modifier dans le même sens l'article 20 du livre II du code du travail. Ce projet, rapporté par M. Emile Bender (3) au nom de la Commission du travail de la Chambre, n'est pas essentiellement différent des anciens projets Godart, mais, influencé, partie par les débats du Sénat, partie par la session de 1924 de la Conférence Internationale du Travail et par l'avant-projet de convention qui lui était soumis, il prévoit une « nuit » différente et des dérogations. Mais le point essentiel est que, de même que les précédents projets Godart et de même que l'avant-projet de la convention, il est général, c'est-à-dire qu'il réglemente le travail personnel du patron et non pas seulement celui de l'ouvrier.

Sauf un parallèle entre l'avant-projet soumis à la Conférence Internationale du Travail et le texte pro-

(1) L'article 16 d'une convention collective de travail, signée le 13 décembre 1930 par l'inspecteur du travail et dont nous reparlerons ultérieurement est ainsi conçu : « Les ouvriers commenceront le travail à deux heures du matin. »

(2) Doc. parl. Chambre ; session 1924, n° 496.

(3) Doc. parl. Chambre ; session 1924, n° 896.

posé, le rapport Bender ne contient rien de particulièrement nouveau à part un argument en faveur de l'intervention de l'Etat dans la marche des boulangeries tiré de leur caractère de service public : « C'est parce que, dit le rapport, le boulanger accomplit en quelque sorte un service public que sa liberté subit des restrictions qu'ignorent les autres commerçants ; il ne peut pas fermer sa boutique ou vendre le pain au prix qui lui convient ; la marchandise doit présenter des garanties pour la santé publique. Voilà pourquoi des règles spéciales lui sont imposées et le travail pendant la nuit est prohibé ».

C'est la seule fois qu'on rencontre cet argument dans les discussions au sujet de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie. Il est d'ailleurs très critiquable. La notion de service public ne doit être employée qu'avec prudence et à bon escient. Ce caractère évidemment un peu spécial de la boulangerie et son importance particulière justifient une certaine surveillance sur le prix du pain et son accord avec le prix de la farine, mais ne saurait justifier une intervention plus poussée.

Le rapport Bender insiste, d'autre part, beaucoup sur ce fait que le Sénat a déjà réglementé le travail personnel du patron dans la loi sur le repos hebdomadaire du 20 décembre 1923, qu'ainsi tombent les objections faites lors de la discussion de la loi de 1919. On ne saurait le nier. Mais le projet de loi rapporté par M. Emile Bender a subi d'une autre façon l'influence de la loi de 1923 : il a adopté en partie cette procédure nouvelle en matière de réglementation du travail qui consiste en une consultation préalable des organisations

patronales et ouvrières intéressées ; cette procédure fut inaugurée en 1917, lors du vote de la loi sur la semaine anglaise dans l'industrie du vêtement, reprise par la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures et enfin dans celle du 20 décembre 1923 sur le repos hebdomadaire. Mais dans le projet de loi sur l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie, le Préfet n'a pas, comme dans la loi sur le repos hebdomadaire, une assez grande liberté : il ne peut que choisir entre deux conceptions de la nuit, de dix heures du soir à quatre heures du matin ou de onze heures du soir à cinq heures du matin ; il a, par contre, plus de liberté pour la fixation des dérogations temporaires et permanentes. Nous nous demanderons dans la troisième partie ce que vaut ce système appliqué à la boulangerie, système qui n'est pas complètement nouveau, cependant, puisqu'on en avait déjà parlé au cours des débats au Conseil Supérieur du Travail (théorie de M. Craissac ; celle du rapporteur, M. Soulé n'était pas, après tout, si éloignée de celle-ci).

En somme l'essentiel de ce qui était présenté à la Chambre des Députés était l'interdiction pour les boulangers et les pâtisseries, non seulement de faire travailler, mais de travailler eux-mêmes la nuit ; la fixation du repos obligatoire à un intervalle d'au moins sept heures consécutives, embrassant dans tous les cas la durée incluse, soit entre dix heures du soir et quatre heures du matin, soit entre onze heures du soir et cinq heures du matin ; enfin des dérogations permanentes et temporaires d'ailleurs très larges, ces dérogations et le choix entre les deux périodes de repos possibles étant fixés par arrêté préfectoral pris pour chaque commune

ou groupe de communes après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

La question fut abordée à la Chambre des Députés, le 12 juillet 1925 (1). Cette fois-là, la question ne fut pas adoptée sans discussion comme en 1917. On passe directement à la discussion des articles ; comme au Sénat, un amendement est déposé à propos de cet article, amendement qui est le pendant de celui de M. Lemarié. Il est proposé par MM. Duval-Arnould et Edouard Soulier :

« L'article 20 du Livre II du code du travail et de la prévoyance sociale est abrogé et remplacé par les articles 20 et 20 a, ci-après :

» Article 20. — Il est interdit à tout chef d'établissement d'occuper des travailleurs à la fabrication du pain et de la pâtisserie pendant la période de nuit définie ci-après.

» Le Préfet du département pourra étendre l'interdiction du travail de nuit aux chefs d'établissements eux-mêmes, par arrêté pris sur la demande des syndicats intéressés, lorsqu'un accord à ce sujet sera intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une région déterminée ». (Le reste sans changement).

C'est toujours la vieille question du travail personnel qui reparaît, mais il est à remarquer que la fameuse procédure des accords entre syndicats patronaux et ouvriers intéressés reparaît maintenant chez les adversaires comme chez les partisans.

(1) La question que l'ordre du jour appelait le 18 juin fut renvoyée à une séance ultérieure.

En l'absence de M. Duval-Arnould, l'amendement est défendu par M. Soulier. Défendent la rédaction originale, le Président de la Commission, qui n'est autre que M. Justin Godart, M. Durafour en qualité de Ministre du Travail, et M. Clamamus. M. Justin Godart résume l'argumentation de la façon suivante : « L'interdiction du travail de nuit au patron n'est pas ici essentiellement une atteinte portée à sa liberté, c'est une mesure indispensable pour que la loi ouvrière existe et soit appliquée ». Après une demande de scrutin, l'amendement est repoussé par 380 voix contre 180. (340 contre 187 après rectification).

On passe ensuite à la question des dérogations. M. Clamamus s'élève contre le principe même : « Les dérogations permanentes et les travaux préparatoires et complémentaires sont la porte ouverte à tous les abus; ils constituent la fissure par laquelle la loi restera inappliquée comme la précédente ». C'est la thèse classique ouvrière, déjà soutenue à la Conférence Internationale du Travail par M. Savoie dont l'autorité est invoquée par M. Clamamus. Mais, comme le rappelle le Ministre du Travail, le principe des dérogations temporaires pour événement imprévu et des dérogations permanentes pour travaux préparatoires et complémentaires est aussi un des fondements de notre législation sociale, elle a notamment permis de faire de la loi de huit heures une loi souple, applicable et appliquée. D'autre part, il a été admis par la Conférence Internationale du Travail et fait l'objet de l'article 3 de l'avant-projet de convention adopté en 1924.

Notons le mutisme du président de la Commission. M. Justin Godart, ses idées sur la question du principe

des dérogations seraient fort intéressantes à connaître : il a commencé par estimer qu'elles étaient nécessaires et devaient être fort larges, puis deux ans après, il les supprima de sa proposition de loi (1) ; maintenant les admet-il de nouveau ?

L'amendement est repoussé de même qu'un autre du même auteur tendant à la fixation d'un maximum annuel de quinze jours, et l'ensemble de l'article premier est adopté sans modification, ainsi que l'article 2.

Le reste de la discussion est relatif à un nouvel amendement de M. Clamamus. Il est relatif à une thèse qui n'est pas nouvelle et de tels amendements sont proposés à deux ou trois reprises à chaque législature ; il est intéressant de connaître le texte primitif proposé par M. Clamamus, ce dernier propose un article additionnel ainsi conçu : « Des délégués dûment mandatés par les organisations ouvrières et assermentés seront adjoints aux inspecteurs du travail, aux officiers de police judiciaire et aux agents de la force publique pour constater les contraventions à la présente loi et en dresser procès-verbal ». Le Ministre du Travail lui-même reconnaît que : « ...la rédaction de cet amendement heurte les principes juridiques constamment appliqués dans notre législation sociale ». Cette assimilation pure et simple des délégués des organisations ouvrières et des fonctionnaires est un peu trop avancée. Le Ministre du Travail, il est vrai, combat l'amendement ainsi rédigé mais d'une façon assez inattendue : il remarque que cette collaboration entre le ministère du Travail et

(1) Cette attitude lui fut souvent reprochée. Voir infra page 30. Voir aussi les propos de M. Dominique Delaye, Sénat, séance du 13 mars 1919.

les organisations ouvrières est déjà effective, et il indique que les plaintes de ces organisations sont d'un précieux secours pour l'inspecteur du travail (1), ce qui est vrai, mais un peu plus loin, il érige un peu trop ce procédé en système. Pour un peu, on pourrait penser à un système de prime (comme au ministère des Finances), et instituer ainsi le régime de la délation ! Il est, en effet, à craindre que ces organisations n'apportent pas à leur nouvelle « fonction » toute l'impartialité voulue. Le rapprochement que fait l'auteur de l'amendement entre celui-ci et l'institution des délégués mineurs est tout à fait superficiel : nous ne sommes pas en présence de la grande industrie, mais d'une profession dans laquelle la majorité des patrons n'emploient guère plus de deux ou au plus trois ouvriers. Finalement, l'amendement subit quelques transformations et c'est sous cette forme qu'il fut soumis au vote de la Chambre : « Des délégués dûment mandatés par les organisations ouvrières pourront être adjoints aux inspecteurs du travail, aux officiers de la police judiciaire et aux agents de la force publique pour assister à la constatation des contraventions à la présente loi ».

Il ne faut pas oublier que ces organisations ouvrières ne sont pas tout à fait et seulement les organisations professionnelles qu'elles devraient être, elles poursuivent souvent d'autres buts qui, en tout cas, interdisent de leur confier une espèce de fonction publique. On ne peut qu'être profondément étonné que la Chambre n'ait pas consacré le moindre scrutin à une telle question et l'ait laissé passer pour ainsi dire sans discussion ; la

(1) Voir *infra* page 51.

politique qui consiste à penser « le Sénat s'en chargera » n'est pas exempt de toute critique.

On vota ensuite l'extension du principe de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie à certaines colonies. Il eut été préférable de surseoir à l'application aux colonies d'une loi qu'on n'était pas même parvenu, jusque-là, à appliquer sur le territoire métropolitain.

Ainsi fut voté l'ensemble du projet de loi, tel qu'il avait été présenté, mais avec deux articles additionnels :

Article premier.

L'article 20 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale est remplacé par les articles 20 et 20a, ci-après :

« Article 20. — Il est interdit à tout chef d'établissement, directeur ou gérant, d'occuper des travailleurs à la fabrication du pain et de la pâtisserie ou de s'y livrer lui-même, pendant la période de nuit, définie dans les conditions ci-après :

» Ne tombe pas sous le coup de cette interdiction la fabrication ménagère effectuée par les membres d'une même famille et destinée exclusivement à leur consommation personnelle.

» Les heures du commencement et de la fin de la période de nuit sont fixés par arrêté préfectoral, pour chaque commune ou groupe de communes, après consultation des organisations patronales, coopératives et ouvrières intéressées et des conseils municipaux des communes visées.

» La période ainsi fixée devra s'étendre sur sept heures consécutives au moins et comprendre les heures

placées entre 23 heures et 5 heures ou entre 22 heures et 4 heures.

» Article 20 a. — L'arrêté préfectoral, pris dans les conditions de l'article précédent, détermine, s'il y a lieu :

» 1° Les dérogations permanentes pour les travaux préparatoires et complémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la période pendant laquelle la fabrication du pain et de la pâtisserie est autorisée, ces dérogations ne pouvant s'appliquer qu'aux hommes de plus de 18 ans ;

» 2° Les dérogations permanentes nécessaires pour assurer l'application des dispositions concernant le repos hebdomadaire ;

» 3° Les limites et conditions dans lesquelles des dérogations temporaires pourront être exceptionnellement autorisées pour permettre aux établissements de faire face à des surcroîts extraordinaires de travail à l'occasion de foires et de fêtes et d'afflux temporaires de population, à des raisons d'utilité publique ou à des accidents survenus ou imminents.

» L'arrêté peut, en outre, interdire la vente ou le portage du pain avant une heure déterminée ».

♦♦

Article 2.

Les dispositions de la présente loi sont applicables dans chaque commune ou groupe de communes à la date de la mise en application de l'arrêté préfectoral prévu à l'article 20.

A la même date, l'article 3 de la loi du 28 mars 1919 tendant à la suppression du travail de nuit dans les boulangeries cessera d'être applicable.

Article 3

Des délégués dûment assermentés par les organisations ouvrières pourront être adjoints aux inspecteurs du travail, aux officiers de police judiciaire et aux agents de la force publique pour assister à la constatation des contraventions à la présente loi.

Article 4.

La présente loi, ainsi que celle du 28 mars 1919, modifiant l'article 20 du Titre I^{er} du Code du travail, est applicable à la Guadeloupe, à la Martinique, à la Réunion et à la Guyane.

Ce projet de loi tel qu'il sortait des délibérations de la Chambre ne fut évidemment pas accueilli très chaleureusement par les patrons boulangers, mais il ne fut pas non plus accueilli avec enthousiasme par les ouvriers, du moins par M. A. Savoie. « Avant ce vote, nous avons fait connaître, dit-il, le plus que nous avons pu, les imperfections, les défauts de ce projet et les raisons qui nous font dire que ce projet ne permettra pas la suppression du travail de nuit. Nous faisons donc toutes nos réserves à son égard (1) ». Ce qu'il critique surtout, c'est le régime des dérogations, mais il exagère certainement en disant que « ce projet n'est nullement conforme au texte et à l'esprit de la convention », et ses conclusions sont par trop pessimistes.

Du côté patronal, le mécontentement est manifeste et se traduit par des meetings de protestation et même par la fermeture pendant quelques heures des magasins de vente ; par exemple, à Paris, le 1^{er} octo-

(1) Article du « Peuple » du 23 juillet 1925.

bre 1925, les patrons boulangers se réunirent, salle Wagram et votèrent à l'unanimité un ordre du jour : « demandant instamment au Sénat, en attendant l'abrogation de la loi du 28 mars 1919, interdisant d'employer des ouvriers la nuit, de ne pas ratifier le vote de la Chambre des Députés et de laisser aux patrons boulangers français la dernière liberté qu'ils possèdent : la liberté de travailler eux-mêmes (1) ».

Signalons la même fermeture des magasins de vente, le même meeting et les mêmes vœux à la même date dans la ville de M. Justin Godard, Lyon (2). Comme on le lui avait déjà fait remarquer au Sénat en 1919, nul n'est prophète en son pays.

Au point de vue parlementaire, le projet de loi voté par la Chambre fut présenté au Sénat le 5 novembre 1925 par le Ministre du Travail, M. Durafour (3). Il fut renvoyé à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, présidée par M. Serre. Un premier rapport, présenté par le Sénateur Paquet, ayant été repoussé par la Commission, (il conseillait l'adoption dans les grandes lignes du projet adopté par la Chambre), M. Pasquet donnait sa démission et était remplacé dans son rôle de rapporteur par le Sénateur Billiet, qui lui, concluait au maintien du statu quo, c'est-à-dire au rejet, par le Sénat, du texte voté par la Chambre (4). Renvoyé de nouveau à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, le pro-

(1) « *Matin* », 2 octobre 1925.

(2) « *Progrès de Lyon* », 2 octobre 1925.

(3) Doc. parl. Sénat, année 1925, n° 497.

(4) Doc. parl. Sénat, année 1926, n° 176.

jet fit l'objet d'un second rapport signé, cette fois par M. Justin Godart (1).

Ce dernier rapport, lui, concluait à l'adoption du projet de loi voté par la Chambre. Pas plus que le rapport Billiet, il ne fut suivi d'une discussion au Sénat, et, depuis, la question n'a plus été reprise. Signalons que le rapport Pasquet (2), fait à la suite du dépôt, le 29 novembre 1927 (3), d'un projet de loi tendant à la ratification de la convention adoptée par la Conférence Internationale du Travail dans sa session de 1925, par son étendue et sa documentation, a autant trait au projet de loi voté par la Chambre qu'au projet de loi tendant à la ratification de la convention du 8 juin 1925.

Loin de reprendre la question de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie telle que la Chambre des Députés l'avait laissée, nous verrons que, plus tard, M. Justin Godart lui-même déposa devant le Sénat (4), une proposition de loi qui, si elle n'est pas animée d'un esprit radicalement opposé, du moins s'en éloigne considérablement.

(1) Doc. parl. Sénat, année 1927, n° 205. Notons que ce projet disjoint toutefois l'article 3 (amendement Clamamus).

(2) Doc. parl. Sénat, année 1928, n° 580.

(3) Doc. parl. Sénat, année 1927, n° 605.

(4) Doc. parl. Sénat, année 1932, n° 287.

DEUXIÈME PARTIE

La question à l'étranger

La législation internationale

La question de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie n'a fait que tard son apparition sur le plan international.

Le premier congrès international des ouvriers boulangers se tint à Stuttgart à l'occasion du Congrès Socialiste International les 24 et 25 août 1907. Il réunit les délégués de six nations. La question de l'interdiction du travail de nuit était inscrite à l'ordre du jour ; ce fut, du reste, sur ce point que le Congrès concentra principalement ses travaux.

Il n'y a pour ainsi dire rien d'autre jusqu'à la Conférence Internationale des ouvriers boulangers et pâtisseries qui se réunit à Copenhague au mois d'août 1917 et vota la résolution suivante :

« En vue de sauvegarder la santé des ouvriers boulangers, il est nécessaire d'interdire, dans tous les pays, le travail de nuit dans les boulangeries et pâtisseries ; la Conférence demande instamment aux organisations d'ouvriers boulangers et pâtisseries de tous les pays de déclencher une action vigoureuse en faveur de l'abolition du travail de nuit...

» L'interdiction complète de ce travail dans les boulangeries et pâtisseries présente une telle importance pour la santé des ouvriers, qu'il est impossible à ces derniers d'abandonner leur droit à un repos complet pendant la nuit, même en échange d'un salaire plus élevé ».

Cette manifestation reste isolée et sans influence immédiate.

Il faut attendre la guerre, le Traité de Versailles, et l'Organisation Internationale du Travail.

C'est lors de la III^e session de la Conférence (octobre-novembre 1921) que fut, pour la première fois, évoquée la question du travail de nuit dans les boulangeries.

Un premier chapitre sera consacré à l'exposé rapide des législations des différents pays membres, à la veille de la convention ; c'est, en effet, la base véritable de la discussion.

Un second chapitre sera consacré à la convention elle-même, à sa discussion et à son vote.

Un troisième chapitre sera consacré aux ratifications, aux difficultés auxquelles elles se sont heurtées, et à l'avis consultatif donné par la Haute-Cour de Justice de La Haye, à la date du 17 mars 1926.

Chapitre I.

L'ETAT DES LEGISLATIONS ETRANGERES EN 1923

Au moment où l'Organisation Internationale du Travail va entreprendre la réglementation du travail de nuit dans la boulangerie, réglementation qui allait être purement et simplement son interdiction, 17 pays membres (1), ont déjà successivement adopté des mesures législatives dans le même sens.

La condition d'une réglementation internationale est que la question ait déjà été l'objet d'une législation nationale abondante. C'est, en effet, peut-être plus le rôle de l'Organisation Internationale du Travail d'entériner les usages généralement admis et de tenter de vaincre les dissidences exceptionnelles que de forcer l'évolution de l'humanité, laquelle, pour être féconde et bonne, ne doit pas être brusquée. Telle est, du moins, l'idée que l'on tend à s'en faire actuellement, idée d'autant plus forte que la législation sociale en général, internationale en particulier, est en crise, ou tout au moins en période de ralentissement. Répugnance des Gouvernements à prendre de nouveaux engagements,

(1) Certains pays non membres ont de même à cette date interdit chez eux le travail de nuit dans les boulangeries : U.R.S.S., Nouvelle-Galles du Sud.

tant envers leurs nationaux qu'envers les autres nations.

Quel que soit l'état d'esprit international à l'heure actuelle et la façon dont on envisage la question, l'existence d'une législation abondante est un atout sérieux pour l'élaboration d'une convention internationale et le fait que 17 pays avaient déjà, à la veille de la discussion, pris des mesures législatives interdisant le travail de nuit dans la boulangerie, semblait augurer favorablement de l'issue de la Conférence (1).

Mais, comme va le montrer un examen rapide des législations nationales, les mesures prises diffèrent sensiblement suivant les pays, Différences sur de nombreux points dont certains essentiels.

Avant d'envisager dans leur ensemble les points par lesquels diffèrent les législations des différents pays, il est nécessaire de donner un aperçu sommaire de ces législations.

Pour chacune d'elles, il faut connaître :

Les lois ou décrets en vigueur au 1^{er} juin 1923 et ce qu'il en résulte sur les points suivants :

- a) Qu'est-il entendu par « boulangeries » ?
- b) Quel travail est-il considéré comme travail de nuit ?
- c) Est-il prévu un système de dérogations permanentes ou temporaires ?
- d) Des mesures d'exception sont-elles prévues ?
- e) La réglementation s'étend-elle à la fabrication

(1) M. Jouhaux s'en félicite au cours de la séance du 23 juin 1923 du Conseil d'administration.

elle-même du pain, est-elle circonscrite aux employés salariés ou englobe-t-elle patrons et ouvriers ?

ALLEMAGNE. — Le texte en vigueur est une ordonnance du 23 novembre 1918.

Toute entreprise où l'on fabrique du pain et de la pâtisserie y est visée, également les établissements où sont fabriqués biscottes, biscuits, etc...

Est considéré comme travail de nuit tout travail effectué entre dix heures du soir et six heures du matin.

Il n'est prévu aucune dérogation permanente, mais certaines dérogations temporaires dans des cas urgents on pour un motif d'intérêt public.

Aucune mesure d'exception n'a été prévue.

Il résulte des disposition précédentes que l'interdiction est générale et s'étend aux patrons comme aux ouvriers.

AUTRICHE. — Le texte en vigueur est la loi du 3 avril 1919.

Toute entreprise où l'on fabrique du pain et de la pâtisserie est visée.

Est considéré comme travail de nuit tout travail effectué entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Aucune dérogation permanente n'est prévue, mais des dérogations temporaires avec maximum de dix jours par an.

Aucune mesure d'exception n'est prévue.

Il résulte des dispositions précédentes que l'interdiction s'étend aux patrons comme aux ouvriers.

A noter, cependant, que le Gouvernement peut, dans certains cas, déplacer la période d'interdiction.

BELGIQUE. — Le texte en vigueur est la loi du 14 juin 1921 sur la journée de huit heures (articles 8 et 9).

N'est visée que la boulangerie.

Est considéré comme travail de nuit, tout travail effectué entre neuf heures du soir et quatre heures du matin.

Sont prévues certaines dérogations permanentes visant les travaux préparatoires et complémentaires, de même sont prévues certaines dérogations temporaires visant les travaux commandés par un cas de force majeure ou de nécessité impérieuse.

Aucune mesure d'exception n'est prévue.

Il résulte des dispositions précédentes que la loi s'applique à tout le personnel occupé à la fabrication.

DANEMARK. — Le texte en vigueur est la loi du 9 juin 1920, qui modifie celle du 8 juin 1912.

Sont visées, les boulangeries et les pâtisseries.

Est considéré comme travail de nuit, tout travail effectué entre huit heures du soir et quatre heures du matin.

Aucune dérogation permanente n'est prévue, mais des dérogations temporaires visant des circonstances exceptionnelles.

Des mesures d'exception rétablissant partiellement le travail de nuit sont prévues pour les usines à feu continu fonctionnant à l'aide de trois équipes dans la mesure où il s'agit de la panification du seigle.

L'interdiction du travail de nuit ne vise pas les boulangeries n'employant que les membres d'une même famille.

ESPAGNE. — Le texte en vigueur est un décret royal du 3 avril 1919.

Il vise les boulangeries et pâtisseries indépendantes ou non d'autres établissements.

Il est substitué, à la désignation d'une période considérée comme travail de nuit, l'obligation d'un arrêt du travail pendant six heures consécutives comprises entre huit heures du soir et cinq heures du matin.

Il n'est prévu aucune dérogation permanente, mais des dérogations temporaires visant des cas exceptionnels ou des motifs d'intérêt général.

Il n'est pas prévu de mesures d'exception.

Il résulte des dispositions précédentes que cette réglementation s'étend à toute personne employée au travail de la boulangerie.

FINLANDE. — Le texte en vigueur est la loi du 4 juin 1908.

Il vise toute boulangerie ou pâtisserie attenante ou non à un autre établissement.

Est considéré comme travail de nuit tout travail effectué entre neuf heures du soir et six heures du matin.

Il n'est pas prévu de dérogations permanentes, mais des dérogations temporaires avec maximum de dix heures par an.

Il n'est pas prévu de mesures d'exception.

Il résulte des dispositions précédentes que la réglementation s'étend à toute personne occupée au travail dans les établissements visés.

Malgré l'étude précédente, il est bon de rappeler la

législation de la FRANCE, ne serait-ce qu'en vue d'une comparaison plus facile avec celle des autres pays.

le texte en vigueur est donc la loi du 28 mars 1919.

Sont visés tous les établissements où sont exécutés les travaux qui, directement ou indirectement, concourent à la fabrication du pain ou de la pâtisserie.

Est considéré comme travail de nuit tout travail effectué entre dix heures du soir et quatre heures du matin.

Il n'est prévu aucune dérogation permanente, mais des dérogations temporaires sont prévues à l'occasion de fêtes, foires, afflux temporaire de population ou pour des raisons d'utilité publique.

Il n'est pas prévu de mesures d'exception.

Cette réglementation ne s'applique qu'au personnel ouvrier.

GRECE. — Le texte en vigueur est une ordonnance royale des 14-27 septembre 1912, modifiée par celle des 24 décembre 1916-6 janvier 1915.

Sont visées les boulangeries avec leurs dépendances.

Est considéré comme travail de nuit, tout travail effectué entre neuf heures du soir et quatre heures du matin.

Certaines dérogations permanentes sont prévues, ayant trait à la préparation du levain et au chauffage des fours. De nombreuses dérogations temporaires peuvent également être obtenues.

Il existe des mesures d'exception concernant les boulangeries qui fabriquent exclusivement le pain de fantaisie et des gâteaux et qui emploient, dans ce but, des fours à vapeur spéciaux.

En dehors de ces exceptions, la réglementation vise toute personne occupée à la fabrication du pain.

HONGRIE. — Le texte en vigueur est la loi du 24 mars 1923. Elle vient donc d'être votée au moment de la discussion de la convention internationale.

Elle vise les boulangeries et les pâtisseries.

Est considéré comme travail de nuit, tout travail effectué entre neuf heures du soir et quatre heures du matin (cinq heures pour Budapest).

Il est prévu des dérogations permanentes visant la préparation du levain ; des dérogations temporaires sont également prévues pour des circonstances exceptionnelles.

Des mesures d'exception visent les boulangeries où la journée est répartie entre trois équipes de huit heures.

La réglementation vise toutes les personnes travaillant dans les boulangeries, à l'exception des ouvriers chargés du chauffage des fours, lesquels ouvriers restent en dehors de toute cette réglementation.

ITALIE. — Le texte en vigueur est la loi du 22 mars 1908.

Sont visées, les boulangeries et les pâtisseries.

Est considéré comme travail de nuit, tout travail effectué entre neuf heures du soir et quatre heures du matin.

Un règlement, en date du 28 juin 1908, prévoit des dérogations permanentes (préparation du levain et chauffage) ainsi que des dérogations temporaires (affluence temporaire de population, raisons d'utilité publique).

Il n'est prévu aucune mesure d'exception.

Il résulte des dispositions précédentes que la réglementation s'étend à toute personne travaillant dans les établissements visés.

NORVEGE. — Le texte en vigueur est la loi du 24 avril 1906, modifiée provisoirement par celle du 4 juin 1918.

La réglementation s'étend à toutes les boulangeries et pâtisseries y compris celles qui dépendent d'hôtels ou autres établissements.

Est considéré comme travail de nuit, tout travail effectué entre huit heures du soir et six heures du matin (la loi provisoire du 4 juin 1918 étend l'interdiction de six heures du soir à six heures du matin).

La loi prévoit des dérogations permanentes pour la préparation du levain et l'allumage des fours ; elle prévoit aussi des dérogations temporaires pour circonstances spéciales.

Il n'est prévu aucune mesure d'exception.

La réglementation ne s'applique pas au propriétaire de l'entreprise ni à sa famille.

PAYS-BAS. — Les textes en vigueur sont les articles 33 à 43 de la loi sur le travail du 1^{er} mars 1919 modifiés par la loi du 15 octobre 1921 et par celle du 20 mai 1922.

Ces textes visent les boulangeries.

Est considéré comme travail de nuit, tout travail effectué entre huit heures du soir et six heures du matin.

Il est prévu un grand nombre de dérogations tant permanentes que temporaires.

Des mesures d'exception sont prévues pour les grandes boulangeries occupant au moins six ouvriers : elles peuvent commencer leur travail à cinq heures du matin au lieu de six.

La réglementation est générale aux ouvriers et aux chefs d'entreprise.

POLOGNE. — Le texte en vigueur est la loi du 18 décembre 1919 sur la durée du travail dans le commerce et dans l'industrie.

Elle vise tous les établissements commerciaux et industriels.

Est considéré comme travail de nuit, tout travail effectué entre neuf heures du soir et cinq heures du matin, sauf dans les boulangeries où travaillent deux équipes : pour ces dernières, est considéré comme travail de nuit tout travail effectué entre dix heures du soir et quatre heures du matin.

Un arrêté du 10 décembre 1921 prévoit un régime de dérogations permanentes pour les travaux préparatoires et de dérogations temporaires pour les cas de besoins spéciaux dûment justifiés.

Des mesures d'exception sont accordées sur avis d'une Commission interministérielle aux grandes boulangeries se conformant à certaines prescriptions d'hygiène : elles peuvent obtenir la permission d'employer trois équipes.

La réglementation ne vise que les personnes liées par un contrat de travail.

SUEDE. — Le texte en vigueur est la loi provisoire du 17 octobre 1919, applicable jusqu'au 31 décembre 1923.

Elle vise la préparation du pain et de la confiserie.

Est considéré comme travail de nuit, tout travail effectué entre six heures du soir et huit heures du matin.

Des dérogations permanentes sont prévues pour le chauffage des fours et la préparation de la pâte, ainsi que des dérogations temporaires.

Des mesures d'exception sont prévues en faveur des entreprises travaillant par équipes de huit heures : le travail peut s'y prolonger jusqu'à dix heures du soir.

Il résulte des dispositions précédentes que cette réglementation ne vise pas les boulangeries où ne travaillent que les membres d'une même famille.

SUISSE. — Il existe une loi générale sur les fabriques du 18 juin 1914, interdisant le travail de nuit entre huit heures du soir et cinq heures du matin en été et entre huit heures du soir et six heures du matin en hiver et la boulangerie est classée dans les industries pouvant obtenir des dérogations.

Toutefois, les cantons ont droit d'adopter une législation complémentaire, ce qu'a fait le Tessin, le 19 juin 1908, et Bâle-Ville, le 11 janvier 1923.

Les deux réglementations s'appliquent à la boulangerie et la pâtisserie.

Est considéré comme travail de nuit, tout travail effectué entre neuf heures du soir et trois heures du matin pour le canton de Bâle-Ville, et entre neuf heures du soir et trois heures du matin en été et entre neuf

heures du soir et quatre heures du matin en hiver pour le canton de Tessin.

Il n'est pas prévu de dérogations permanentes, mais des dérogations temporaires à peu près semblables pour les deux cantons (surcroît exceptionnel de travail).

Il n'est pas prévu de mesures d'exception.

Cette législation est générale pour le canton de Bâle-Ville, alors que pour le canton de Tessin, il existe des prescriptions spéciales pour les boulangeries possédées et tenues par une seule personne.

TCHECOSLOVAQUIE. — Le texte en vigueur est la loi du 19 décembre 1918, relative à la durée du travail.

Elle vise tous les établissements industriels.

Est considéré comme travail de nuit, tout travail effectué entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

Des dérogations sont prévues pour l'allumage des fours et pour la préparation de la pâte. Des dérogations temporaires sont prévues dans les cas de force majeure.

Il n'est pas prévu de mesures d'exception.

La réglementation s'étend à toutes les personnes travaillant dans les établissements visés.

URUGUAY. — Le texte en vigueur est une loi du 19 mars 1918.

Il vise les boulangeries, fabriques de pâtes, vermicelle, etc...

Est considéré comme travail de nuit, tout travail effectué entre neuf heures du soir et cinq heures du matin.

Des dérogations tant permanentes que temporaires peuvent être obtenues individuellement.

Il n'existe pas de mesures d'exception.

La réglementation, depuis la loi complémentaire du 15 octobre 1920, s'étend même aux chefs d'entreprises.

Il faut ajouter que certains membres de l'Organisation Internationale du Travail ont, à cette époque, prévu des mesures législatives en projet : la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la République Argentine ; cette dernière prévoit des mesures d'exception en faveur des établissements de panification mécanique dans lesquels le travail a fait l'objet d'un accord entre les organisations patronales et ouvrières, et est effectué dans des conditions d'hygiène satisfaisantes.

Cette analyse donne une idée des difficultés que rencontre un essai d'élaboration de convention internationale.

Les positions prises par les différents pays dans leur législation nationale, font, d'autre part, présager de leur attitude future.

Dans l'analyse précédente, le contenu des lois nationales avait été décomposé en différents points principaux. En les reprenant, il apparaît que les divers pays membres, dans leurs législations particulières, commencent à ne pas être d'accord sur le champ d'application de leurs lois en tant qu'établissements assujettis.

Certaines lois ne visent que la boulangerie au sens étroit du mot, d'autres visent la fabrication des biscuits, biscottes, voire du vermicelle (Argentine).

D'autre part, ne sont parfois assujetties que les boulangeries et pâtisseries qui fonctionnent comme établis-

sements indépendants tandis que, parfois, le travail de nuit est interdit même dans les boulangeries et pâtisseries attenantes à des hôtels, café, restaurants, etc... (Allemagne, Autriche, Danemark, Espagne, Finlande, France, etc...).

Ceci ne présente pas un obstacle sérieux à une entente internationale. En effet, le pain étant néanmoins le produit principal de l'industrie de la boulangerie et sa fabrication étant celle qui, surtout, a notifié l'interdiction du travail de nuit, on pourra toujours circonscrire à lui le champ de la convention, les Etats restant libres d'étendre l'interdiction du travail de nuit à des produits similaires. La question des établissements dépendants ne garde qu'une importance toute relative si l'on a soin de veiller à ce que la concurrence ne joue pas.

En second lieu, les Etats n'ont pas toujours la même conception de ce qu'il faut entendre par « travail de nuit ».

L'interdiction peut durer quatorze heures comme en Suède ou seulement six heures comme en France et en Espagne.

Sur ce point encore, il semble qu'on puisse arriver à une entente en adoptant un temps voisin du minimum.

N'offre pas non plus de difficultés la présence de législations prévoyant des limites variant avec les saisons, par exemple, le Tessin.

Il ne semble pas non plus qu'il y ait de difficultés en ce qui concerne la question des dérogations permanentes ou temporaires. En effet, sous des formules quelquefois un peu différentes, on retrouve toujours les

mêmes soucis. Les dérogations permanentes sont, en général, prévues pour les travaux « préparatoires et complémentaires », et les dérogations temporaires pour un ensemble de causes telles que :

a) Foires et marchés et en général afflux temporaire de population ;

b) Fêtes religieuses ;

c) Motifs d'intérêt public ;

d) Accidents, réparations, force majeure.

Les deux derniers points sont beaucoup plus délicats.

Faut-il, d'abord, ou non prévoir des mesures d'exception totales ou partielles en faveur de certains établissements sous prétexte d'installations particulières (fours à feu continu ou de méthodes particulières de travail : plusieurs équipes de huit heures) ?

Certains pays ont déjà pris des mesures législatives en ce sens : Argentine (en préparation), Danemark, Hongrie, Grèce, Pologne.

La question n'est qu'à son début, ce n'est que postérieurement à l'adoption de la convention internationale, nouvel obstacle aux ratifications, que plusieurs pays adopteront ou proposeront des modifications en de sens de leur législation primitive.

Reste enfin cette question délicate aussi : certains pays n'ont pas voulu porter atteinte au droit du chef d'entreprise de faire fonctionner son établissement par ses propres moyens (travail personnel du patron et des membres de la famille).

Tel est le sens des dispositions adoptées par les pays suivants : Danemark, France, Norvège, Pologne, Tessin.

Dans d'autres pays, au contraire, le législateur a

estimé que la condition d'une application satisfaisante de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie était une réglementation intégrale, englobant dans une réglementation identique le travail du patron et de l'ouvrier. C'est le cas de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de l'Espagne, de la Finlande, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Suède, de la Suisse (canton de Bâle-Ville), de la Tchécoslovaquie et de l'Uruguay.

On se trouve, là, en présence d'une question de principes, mettant en discussion la compétence elle-même de l'Organisation Internationale du Travail, faisant surgir des arguments tels que la liberté individuelle.

C'est du reste, là, la source de la demande d'avis consultatif adressée, à la suite de l'adoption de la Convention Internationale, à la Haute-Cour de Justice de La Haye, comme suite à une réclamation du groupe patronal.

Tel est l'état des législations nationales des différents pays membres, qui ont déjà, à la date du 1^{er} juin 1923, pris des dispositions visant l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie.

Mais aussi important que puisse être l'état des législations nationales, il ne faut pas perdre de vue que ceci est le point de vue strictement gouvernemental et même plus, strictement législatif. Or, le passage de la question sur le plan de l'Organisation Internationale du Travail va introduire des éléments nouveaux : les points de vue patronaux et ouvriers, par l'intermédiaire desquels apparaîtront bien des arguments nouveaux.

Chapitre II.

LA CONVENTION, SA DISCUSSION, SON VOTE

C'est lors de la troisième session de la Conférence, (octobre-novembre 1921), comme on l'a dit, que fut, pour la première fois, devant l'Organisation Internationale du Travail, posée la question du travail de nuit dans la boulangerie. Douze délégués ouvriers et gouvernementaux présentèrent la résolution suivante :

La Conférence, prenant en considération que plusieurs pays ont déjà réglementé le travail de nuit dans les boulangeries ;

» Que cette réforme a réalisé, dans les pays qui l'ont introduite, un grand progrès dans le domaine de l'hygiène publique ;

» Charge le Conseil d'administration du Bureau International du Travail d'étudier la question de l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries et de porter cet objet à l'ordre du jour d'une prochaine Conférence Internationale du Travail ».

La Conférence décida dans sa séance du 19 novembre, le renvoi de la résolution au Conseil d'administration en vue d'une étude préalable. Pour les mêmes raisons, la question fut, lors de la fixation de l'ordre du jour de la neuvième session de la Conférence, renvoyée à

une session ultérieure par le Conseil d'administration dans sa onzième réunion (janvier 1922).

Le groupe ouvriers reprit la question au cours de la dix-septième session du Conseil ; et la question fut renvoyée pour décision à la dix-huitième session. On discuta d'abord sur l'opportunité d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence, soit « l'interdiction du travail de nuit », soit « la réglementation du travail de nuit » dans les boulangeries ; après arguments présentés en faveur de la première solution par M. Schürch, de la seconde par M. de Michelis, il fut décidé qu'afin de laisser plus de liberté d'action à la Conférence, la question serait présentée sous la forme suivante : « travail de nuit dans les boulangeries ».

Au cours de cette discussion furent signalés à peu près tous les principaux points délicats, absence de concurrence internationale, difficulté d'une réglementation uniforme à cause des conditions variées de l'industrie de la boulangerie suivant les pays et les climats, etc... surtout par M. Pinot, délégué patronal français, qui signala même le point de vue particulier des coopératives.

Le Conseil d'administration se prononça d'autre part, pour l'adoption d'un projet de convention (et non d'une simple recommandation) et pour l'examen successif par deux sessions de la Conférence, adoption d'un avant-projet et vote définitif à la session suivante, tout en soulignant l'entière liberté de la Conférence à l'égard de ces suggestions.

Selon la méthode habituellement suivie par le Bureau International du Travail, ce dernier, en vue d'éta-

blir une base précise à la discussion de la Conférence, adressa aux Etats membres un questionnaire.

Voici les différentes questions posées avec, pour chacune d'elles, l'élément essentiel des réponses parvenues au Bureau.

Les questions sont au nombre de six :

Première question : « Etes-vous d'avis qu'il y ait lieu, pour la Conférence, d'adopter un projet de convention concernant le travail de nuit dans les boulangeries ? »

La plupart des Etats se sont prononcé affirmativement sur cette question.

Tout en se prononçant affirmativement, certains Etats estiment, soit qu'il serait bon de surseoir à l'application de cette convention pour faciliter l'adaptation de la production et des conditions du travail à la nouvelle réglementation. (Gouvernement britannique et Gouvernement polonais), soit qu'il serait bon d'en limiter la durée d'application sous prétexte que la boulangerie étant en voie de développement et de transformation, il semble difficile d'y réglementer le travail d'une façon définitive (Norvège).

Certains pays n'ont pas répondu à cette question ou ont répondu de façon négative.

Ce sont ceux que la question n'intéresse pas particulièrement (Inde), et leurs réponses n'apportent pas à la discussion d'arguments présentant un grand intérêt.

Cependant, la Suède rejette l'idée de convention, mais pour des raisons toute particulières : elle a adopté

pour elle-même une législation provisoire (jusqu'en 1926), il ne lui est donc pas possible, de ce fait, d'adhérer à une convention ayant un caractère obligatoire pour une durée de dix ans.

L'Italie, elle, a rendu une réponse d'un ton assez particulier et qu'on ne rencontre pas dans les autres : après avoir assuré qu'elle n'a, a priori, aucune objection à faire à une réglementation internationale tendant à généraliser l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie et indiqué qu'elle-même l'a interdit sur son territoire depuis 1908, elle croit devoir signaler « que l'industrie de la boulangerie, qui fournit à la population et notamment aux classes ouvrières elles-mêmes un aliment de première nécessité, ne pourrait supporter sans de sérieux inconvénients des restrictions imposées par une législation rigide qui serait inspirée par des principes généraux a priori ».

Enfin, certains pays : la France, les Pays-Bas et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, estiment qu'il y aurait lieu, pour la Conférence, d'adopter non pas une convention mais une simple recommandation.

Les raisons données par ces pays sont des objections déjà soulevées au sein du Conseil d'administration, lors de l'établissement de l'ordre du jour de la sixième Conférence. Elles sont de deux ordres : ces Etats estiment, d'une part, que les conditions de travail dans l'industrie de la boulangerie varient trop d'un pays à un autre, d'autre part, que les produits visés, ne faisant généralement pas l'objet d'une exportation ne soulèvent aucun problème de concurrence internationale.

Seconde question : « Etes-vous d'avis que ce projet de convention doit comporter l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie ? ».

« Dans l'affirmative, quelle est l'étendue du repos que vous proposez d'inscrire dans la convention ? ».

Il est à remarquer que parmi les Gouvernements ayant fourni une réponse, aucun ne s'est opposé au principe de l'interdiction du travail de nuit.

On trouve, résumés dans les réponses des Gouvernements, à peu près tous les arguments en général cités en faveur de l'interdiction du travail de nuit, ses inconvénients au point de vue de l'ouvrier comme au point de vue de la santé publique.

Dans sa réponse à cette question, le Gouvernement uruguayen émet un avis pour le moins inattendu : A propos du travail de nuit dans la boulangerie, dit-il : « la partie de la communauté qui en profite est d'ailleurs d'autant plus petite, que dans la règle, les ouvriers se lèvent trop tôt pour manger frais le pain cuit pendant la nuit et que les personnes riches se lèvent trop tard pour manger du pain cuit pendant les premières heures de la matinée ».

En ce qui concerne la deuxième partie de la deuxième question (étendue du repos), les Gouvernements se sont, en général, borné à proposer la définition adoptée dans la législation en vigueur dans leur pays.

Toutefois, les Gouvernements Français et Tchèque-slovaque, dans leurs réponses, ont exprimé le vœu que la Conférence n'imposât pas de limites trop précises à la durée du repos, pour qu'il puisse être tenu compte des conditions locales, en particulier des conditions clima-

tiques, des moyens de transport dont disposent les employés, des habitudes du consommateur.

Cette attitude aurait, d'autre part, l'avantage de permettre aux Gouvernements qui le désirent (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), de prévoir des périodes de repos variant avec les saisons.

Troisième question : « A quelles catégories d'établissements estimez-vous que doive s'appliquer l'interdiction ? »

Etes-vous d'avis d'étendre l'interdiction à toutes les catégories d'établissements ou de la restreindre à certaines catégories ? Quelles sont les catégories que vous proposez d'exclure ?

Il s'agissait de connaître l'avis des Gouvernements sur les deux points suivants : d'une part, faut-il étendre l'interdiction du travail de nuit aux établissements même annexés à des hôtels, cafés, restaurants, etc... ? D'autre part, faut-il comprendre dans une réglementation unique toutes les boulangeries y compris celles où ne sont employés que les membres d'une même famille ?

Cependant un grand nombre d'Etats ont inséré dans leur réponse à cette deuxième question des considérations sur les usines à feu continu, considérations qui auraient été plus à leur place dans une réponse à la sixième question. La rédaction du questionnaire en est en partie responsable.

Il sera fait état de ces considérations à leur place véritable.

Sur le point de savoir si les boulangeries annexées devaient jouir ou non d'un traitement particulier, les Gouvernements, ou bien se sont rangés du côté de la

seconde solution, ou bien n'ont formulé aucun avis particulier, mais aucun ne s'est prononcé en faveur d'un traitement particulier.

Sur le point de savoir si l'interdiction doit atteindre les établissements où ne travaillent que les membres d'une même famille, les Gouvernements esthonien, finlandais et britannique se prononcent dans le sens d'un régime de faveur plus ou moins complet pour ces établissements (la Finlande met comme condition que, pour bénéficier de ce régime, ils ne devront pas comporter de local de vente spécial).

Enfin, en ce qui concerne le sens exact du mot « boulangerie », les Gouvernements ne sont, en général, pas très explicites, mais toutefois, il semble qu'ils aient voulu lui donner un sens très large, incluant la pâtisserie et la confiserie. Ils remarquent que ces industries : boulangerie, pâtisserie, confiserie, s'exercent, la plupart du temps, dans les mêmes locaux et qu'il est difficile de faire une distinction entre elles. (C'est d'ailleurs surtout vrai pour les deux premières).

Quatrième question : « A quelles catégories de personnes estimez-vous que doive s'appliquer l'interdiction ? »

Cette question est très proche de la précédente. Mais, ici, ce n'est plus la qualité de l'établissement qui est prise en considération, mais celle du patron, que ce dernier travaille seul ou emploie des ouvriers. Cependant, beaucoup de Gouvernements se sont borné à répondre à la première question.

Parmi ceux qui ont nettement répondu à cette question, la plupart des Gouvernements se sont prononcé

dans le sens d'une interdiction générale s'étendant aux patrons comme aux ouvriers.

Ils insistent sur l'argument de la concurrence et sur les difficultés, au point de vue application de la loi que fait naître une réglementation laissant de côté le travail du patron. Il est à remarquer que la France, bien qu'ayant adopté une réglementation de ce dernier type, se prononce, dans sa réponse au questionnaire, pour une réglementation générale (1).

La réponse du Gouvernement roumain est particulièrement intéressante : elle indique, par anticipation, un avis qui se rapproche curieusement de celui que donnera postérieurement la Haute-Cour de Justice de La Haye : « Etant donné qu'il s'agit d'une convention tendant à la protection des ouvriers, les personnes rentrant, en premier lieu, dans son champ d'application doivent être les salariés des entreprises énumérées dans la réponse à la troisième question. Mais, pour que la convention ne fasse pas le jeu de la concurrence et que les conditions hygiéniques de la fabrication du pain soient rigoureusement respectées, pour écarter, en même temps toute possibilité d'enfreindre les dispositions de la convention par l'engagement d'un personnel en dehors de la famille, de mettre un terme à la cupidité exorbitante de gain qui pousse à un épuisement complet des membres de la famille, autant que pour ne pas entraver le contrôle de l'inspection du travail, nous sommes d'avis qu'on doit interdire le travail de nuit

(1) Il est intéressant de noter que le Ministre qui a présidé à l'élaboration des réponses au questionnaire n'est autre que M. Justin Godart.

même aux entreprises où sont occupés les membres d'une même famille ».

En fin de compte, seul le Gouvernement Norvégien est d'avis que l'interdiction du travail de nuit ne devra viser que les employés, à l'exception des employeurs.

Cinquième question : « Etes-vous d'avis qu'il y a lieu de prévoir des dérogations à l'interdiction du travail de nuit :

a) Dérogations permanentes pour l'exécution de travaux préparatoires et complémentaires.

b) Dérogations temporaires (en cas d'afflux saisonnier ou temporaire de population, soit pendant les saisons dans les stations balnéaires ou climatiques, soit à l'occasion de fêtes locales, foires, marchés, etc...; pour des motifs d'intérêt public, tel que fournitures de l'armée, etc...; en cas d'accidents, de réparations, de force majeure).

Pour ce qui est des dérogations permanentes, la majorité des Gouvernements se sont prononcés en leur faveur, sous forme de réduction de la durée de repos, pour l'exécution de travaux préparatoires ou complémentaires, en avançant d'une heure ou de deux ou en retardant l'heure à laquelle débute ou finit la période d'interruption de travail.

Cependant les Gouvernements : allemand, brésilien, espagnol, chilien et norvégien estiment que le fait d'accorder des dérogations permanentes, a le grave inconvénient de diminuer sérieusement l'efficacité de la réforme.

Les Gouvernements esthonien, finlandais et français

estiment que la question dérogations devrait être laissée aux autorités nationales.

Quant aux dérogations temporaires, à part le Gouvernement brésilien, les autres les admettent, mais, s'il y a presque unanimité sur le principe, les avis sont assez partagés sur les raisons qui peuvent les motiver.

Les Gouvernements esthonien, finlandais, français, norvégien et tchécoslovaque sont d'avis que la question des dérogations temporaires doit être réglée par les législations nationales, et après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées (France).

Sixième question : « Etes-vous d'avis d'insérer dans la convention une clause autorisant les autorités de chaque pays à déroger d'une manière permanente à la règle de l'interdiction du travail de nuit en faveur des établissements dont le travail est organisé industriellement et dont le personnel dépasse un certain nombre ? Comment estimez-vous que doit être réglementé le travail de nuit pour cette catégorie d'établissements (par exemple : limitation du travail de nuit à une semaine sur trois) ? »

Dans leurs réponses, les Gouvernements ont été amenés à prendre parti sur une question tout à fait nouvelle. La boulangerie industrielle commence à peine à se développer ; ses possibilités, les conditions dans lesquelles elle travaille ne sont encore qu'imparfaitement connues. Aussi relève-t-on une certaine indécision dans les réponses des Gouvernements ; ceux de l'Allemagne et de la Suisse, chez qui le débat est à l'état aigu se sont réservés de répondre plus tard sur ce point.

La plupart des pays se sont cependant prononcés con-

tre une dérogation à l'interdiction du travail de nuit dans les grandes boulangeries.

Parfois elles contestent qu'un progrès suffisant au point de vue des conditions d'hygiène ait été réalisé (Roumanie); en général, reconnaissant le progrès réalisé, elles estiment que la concurrence faite aux autres établissements rendrait impossible une application satisfaisante de la loi.

Cependant, la Bulgarie, l'Esthonie, la Finlande, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Pologne et la Tchécoslovaquie se sont prononcé pour une dérogation.

La réponse finlandaise est particulièrement étudiée et complète. Il est à remarquer que, parmi les partisans d'une dérogation se trouvent des pays qui ont eux-mêmes adopté antérieurement une législation interdisant le travail de nuit dans toutes les boulangeries sans distinction. (Par exemple, la Finlande). Ceci met en lumière la nouveauté du problème.

Les arguments fournis par les partisans d'une dérogation sont de deux sortes, les uns relatifs aux progrès techniques réalisés, qui diminuent sensiblement les inconvénients tant d'ordre moral et social que d'ordre hygiénique ; les autres, relatifs aux avantages d'ordre économique, (prix de revient sensiblement abaissé).

De l'accueil réservé à ce questionnaire par les Gouvernements, on peut dégager les considérations suivantes :

La mise à l'ordre du jour de la Conférence de cette question de la réglementation du travail de nuit dans la boulangerie a suscité un intérêt marqué.

A part quelques Gouvernements qui se sont désin-

téressés de la question comme ceux de la Chine ou de l'Inde et pour des motifs tout à fait normaux, il n'y a guère de réponse qui reflète une prévention quelconque contre la mise sur le plan international de cette réglementation.

Le ton de l'Italie à la première question est cependant assez particulier. L'opinion de la France, que la Conférence devrait se contenter de proposer une recommandation ne doit pas être considérée comme une preuve du peu d'intérêt porté à la question, notre pays ayant, au contraire, dans ses réponses au questionnaire fait preuve de la meilleure volonté à fournir à la discussion tous les arguments qui lui semblaient présenter un intérêt quelconque.

D'autres pays ont apporté à leurs réponses un soin remarquable, la Finlande par exemple.

Il est à noter que, dans l'opinion gouvernementale, la question de la réglementation du travail du patron n'est pas particulièrement discutée.

Il n'en n'est pas de même en ce qui concerne le sixième point du questionnaire. On sent que le problème naissant des grandes boulangeries industriellement organisées au point de vue outillage et organisation du travail (équipes) cache l'écueil.

Mais la question, dans son ensemble, garde encore une apparence de simplicité. La même apparence de simplicité qui se dégageait de l'analyse des législations nationales en vigueur, de ce qu'on peut appeler le point de vue « législatif », pour le différencier de celui qui se révèle dans les réponses au questionnaire du Bureau International du Travail, qu'on pourrait appeler, lui, le point de vue « gouvernemental ».

Mais, maintenant que la question va entrer dans la phase décisive de la discussion, elle va considérablement se compliquer de ce fait qu'il y aura, en plus des deux points de vue déjà signalés, les points de vue patronaux et ouvriers puisque tel est le propre de l'Organisation Internationale du Travail, ou tout au moins une de ses plus grandes originalités.

Comme il l'avait été décidé, la question vint à la discussion devant la Conférence, lors de la sixième session. La discussion en Conférence fut précédée par un échange de vue en commission ; le président de la Commission du Travail de nuit dans les boulangeries fut M. O'Rahilly, les rapporteur fut Mme Letellier, conseiller technique du Gouvernement français. Le rapporteur de la minorité fut M. Lambert-Ribot, conseiller technique patronal français remplaçant d'ailleurs M. Pinot.

La France, particulièrement bien représentée au sein de la Commission l'était à la Conférence, en plus de Mme Letellier et de M. Lambert-Ribot, par M. Justin Godart lui-même et M. Arthur Fontaine, comme représentants du Gouvernement, et par M. Jouhaux, comme délégué ouvrier. M. Savoie était conseiller technique ouvrier.

Le 4 juillet 1924, s'ouvrit la discussion. La Conférence était en présence de l'avant-projet suivant :

Article premier.

Pour l'application de la présente convention, le terme « boulangerie » comprend tous les établissements où

l'on fabrique du pain, de la pâtisserie ou de la confiserie, exception faite de la fabrication ménagère.

Article 2.

Pour l'application de la présente convention, le terme « nuit » signifie une période d'au moins sept heures consécutives comprenant l'intervalle écoulé entre onze heures du soir et cinq heures du matin, ou entre dix heures du soir et quatre heures du matin, lorsque le climat ou la saison le justifie.

Article 3.

Sous réserve des exceptions prévues dans les articles 4 à 7, aucun travail ne pourra être effectué dans les boulangeries pendant la nuit.

Article 4.

L'accomplissement des travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent nécessairement être exécutés en dehors de la durée du travail pourra être autorisé pendant une période de deux heures au plus avant l'heure fixée pour la reprise du travail et pendant une période d'une heure au plus après l'heure fixée pour la cessation du travail.

Un règlement de l'autorité publique, pris après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, fixera les conditions dans lesquelles cette autorisation pourra être accordée.

Article 5.

Des dérogations à l'interdiction du travail de nuit prévue à l'article 3 pourront être autorisées, d'accord avec les organisations patronales et ouvrières intéres-

sées, pendant un nombre de nuits déterminé par un règlement de l'autorité publique.

Article 6.

Lorsque, en raison de circonstances particulières, l'intérêt public l'exigera, l'interdiction du travail de nuit pourra être suspendue partiellement ou totalement par une décision de l'autorité publique.

Article 7.

Il pourra être dérogé aux dispositions de l'article 3 en cas d'accident survenu ou imminent, ou en cas de travaux d'urgence à effectuer aux machines ou à l'outillage, ou en cas de force majeure, mais uniquement dans la mesure nécessaire pour éviter qu'une gêne sérieuse ne soit apportée à la marche de l'établissement.

Article 8.

Chaque membre qui ratifiera la présente convention prendra toutes mesures utiles pour assurer l'application générale effective de l'interdiction prévue dans l'article 3, soit en interdisant la vente du pain frais avant une heure déterminée, soit par tout autre moyen approprié.

La discussion générale s'ouvrit par les exposés des rapporteurs, Mme Letellier pour la commission du travail de nuit dans les boulangeries, M. Lambert-Ribot pour la minorité.

La discussion générale se résume en l'étude des deux questions suivantes : d'abord, une convention est-elle nécessaire, ou n'est-il pas préférable de se contenter d'une simple recommandation ?

Ensuite, la réglementation doit-elle atteindre le patron ?

La première question fut exposée par M. Lambert-Ribot, qui se prononce en faveur de la recommandation. Il se base sur deux séries d'arguments : d'une part, le Préambule de la Partie XIII du Traité de Versailles (1) qui, à son avis, indique que la concurrence internationale est à la base de l'Organisation Internationale du Travail et de sa compétence ; ensuite, il lui paraît difficile d'appliquer un ensemble de règles rigides formulées dans un texte précis à des conditions de climat et de fonctionnement différentes suivant les pays.

Le point de vue opposé est exprimé dans son rapport par Mme Letellier appuyée par M. A. Fontaine qui, tous les deux, estiment, d'une part, que l'interprétation du Préambule de la Partie XIII du Traité de Versailles donnée par M. Lambert-Ribot est singulièrement restrictive et contraire à l'esprit général de la Partie XIII, que, d'autre part, la diversité des conditions d'exercice de la boulangerie ne doit pas être un obstacle à la généralisation par une convention internationale de cette réforme qui « est déjà réalisée dans un grand nombre de pays, où elle a considérablement amélioré les conditions de vie des travailleurs de la boulangerie, sans avoir porté préjudice au consommateur, non plus qu'aux intérêts vitaux de l'industrie ».

La discussion générale se poursuit par la question de savoir si la réglementation ou plutôt l'interdiction du

(1) « Attendu que la non adoption par une nation quelconque d'un régime de travail réellement humain fait obstacle aux efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leur propre pays...

travail de nuit doit on non atteindre le patron. M. Lambert-Ribot défend la thèse de la liberté patronale ; il est soutenu par M. Julin, délégué belge, et par M. Rhys J. Davies, délégué de la Grande-Bretagne. Mme Letellier et M. A. Fontaine défendent le point de vue contraire.

Le débat sur le travail patronal fut interrompu par la fin de la discussion générale et le passage à la discussion par article, mais d'ailleurs interrompu seulement car on le retrouve dès la discussion du premier amendement à l'article 1.

Il fut déposé par M. Lambert-Ribot au nom de l'opposition, il avait trait à la restriction de la réglementation aux « ouvriers ».

M. Savoie en entreprit la critique ; il développa les points suivants : une réglementation générale est nécessaire parce qu'elle est subordonnée, non seulement à des considérations visant l'hygiène des ouvriers boulangers, mais l'hygiène publique ; elle ne peut qu'être générale parce que c'est la condition de son application (exemple français).

Ce n'est pas la première fois qu'une loi, voire même une convention internationale, réglemente le travail du patron : la convention sur l'emploi de la céruse.

Certains petits patrons seraient, d'après lui, partisans du travail de jour.

L'amendement est repoussé par 66 voix contre 16.

M. Rhys J. Davies, qui avait si fortement soutenu la thèse patronale lors de la discussion générale, vote contre cet amendement ; ce qui est d'autant plus étonnant qu'il présente immédiatement après un amendement similaire, d'ailleurs remarquablement brumeux, et où il

ne semble pas savoir exactement ce qu'il veut. Du reste, le Président coupe court à une savante différenciation entre « employer », « employée » et « employed »; et l'amendement est repoussé. Toujours est-il que la conduite de M. Rhys J. Davies reste fort peu compréhensible et le fait qu'à la fin de la session, il votera l'avant-projet de convention, n'est pas fait pour l'éclairer.

Après le rejet d'un amendement d'origine danoise, relatif à la panification du seigle, dans des usines ayant adopté le travail par équipe, l'article 1 est adopté.

A propos de l'article 2, sur la détermination de la nuit, M. Lambert-Ribot, reprenant le point de vue développé devant la commission et mentionné dans la discussion générale, présente l'amendement suivant : « Les autorités compétentes de chaque pays auront droit, après consultation des organisations patronales et ouvrières, de donner la définition du terme « nuit » en vue de l'application de la présente convention ». L'amendement fut repoussé malgré le rapporteur de la minorité, de même qu'un amendement de M. Savoie, tendant à augmenter la durée de la nuit. Un dernier amendement fut présenté par M. Bernard, délégué suisse, qui ne touche pas à la durée du temps de repos, mais donne plus de latitude à l'autorité compétente pour choisir entre les deux « nuits » possibles, entre onze heures du soir et cinq heures du matin ou entre dix heures du soir et quatre heures du matin. M. Bernard souligne les besoins de l'industrie hôtelière si importante pour son pays et il signale que le prix de l'électricité étant beaucoup plus bas la nuit que le jour, l'autorisation de travailler à partir de quatre heures permettrait de bénéficier pendant deux heures de l'électricité à bas

prix, ce qui rendrait possible une certaine diminution du prix du pain. Cet amendement n'est repoussé que par 42 voix contre 38, mais on adopte tout de suite après le principe contraire, de la nécessité d'un « accord » et non d'une simple consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées pour la substitution de la période de dix heures du soir quatre heures du matin, à la période qui devint ainsi « normale », onze heures du soir à cinq heures du matin.

L'article 3 est adopté assez vite malgré une intervention de M. Savoie contre le principe des dérogations.

Les articles 4, 5 et 6 sont adoptés sans débats. Le vote d'ensemble de l'avant-projet et le renvoi à la session prochaine de la Conférence sont ensuite votés. Le dernier vote donne 73 voix contre 15, ces 15 voix représentant les voix patronales (1).

Cette discussion de ce projet de convention à la Conférence Internationale du Travail appelle les remarques suivantes : on est tout d'abord frappé par l'opposition très nette et catégorique des points de vue patronaux et ouvriers, ces derniers soutenus par les représentants des gouvernements, et par un manque total d'esprit de conciliation, les deux parties ont discuté puis ont voté, mais la discussion n'a pas l'air d'avoir véritablement servi à grand'chose.

Le point certainement le plus discuté a été la réglementation du travail patronal, sans d'ailleurs qu'un seul argument nouveau ait été produit.

Par contre, la question des grandes boulangeries qui

(1) Il faut y ajouter celle du délégué du Gouvernement suisse.

avait fait l'objet d'un des points du questionnaire fourni aux gouvernements et qui avait beaucoup préoccupé certains pays, question dont on allait mesurer l'importance dès le lendemain du vote de la convention est à peine mentionnée, c'est même un véritable escamotage.

L'avant-projet adopté par la Conférence dans sa sixième session est le suivant :

Article premier.

Sous réserve des exceptions prévues dans les dispositions de la présente convention, est interdite pendant la nuit, la fabrication du pain, de la pâtisserie ou des produits similaires à base de farine.

Cette interdiction s'applique au travail de toutes personnes, aussi bien patrons qu'ouvriers, participant à la fabrication visée ; elle ne concerne pas toutefois la fabrication ménagère effectuée par les membres d'une même famille pour leur consommation personnelle. La présente convention ne vise pas la fabrication en gros des biscuits.

Article 2.

Pour l'application de la présente convention, le terme « nuit » signifie une période d'au moins sept heures consécutives. Le commencement et la fin de cette période seront fixées par les autorités compétentes de chaque pays, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, et elle comprendra l'intervalle écoulé entre onze heures du soir et cinq heures du matin ; lorsque le climat ou la saison le justifient, on pourra substituer l'intervalle écoulé entre dix heures du soir et quatre heures du matin à l'intervalle

écoulé entre onze heures du soir et cinq heures du matin.

Article 3.

Après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, des règlements pourront être pris par les autorités compétentes de chaque pays pour déterminer :

a) Les dérogations permanentes nécessaires pour l'exécution des travaux préparatoires et complémentaires, dans la mesure où leur exécution est nécessaire en dehors de la période normale du travail. Ne pourra être occupé à ces travaux que le nombre d'ouvriers strictement nécessaire. Les jeunes gens de moins de 18 ans ne pourront y participer.

b) Les dérogations permanentes nécessaires pour répondre aux besoins résultant des conditions particulières de l'industrie de la boulangerie dans les pays tropicaux ;

c) Les dérogations permanentes nécessaires pour assurer l'application des dispositions concernant le repos hebdomadaire.

d) Les dérogations temporaires nécessaires pour permettre aux entreprises de faire face à un surcroît de travail extraordinaire ou à des nécessités d'ordre national.

Article 4.

Il pourra être dérogé aux dispositions de l'article premier en cas d'accident survenu ou imminent, ou en cas de force majeure, mais uniquement dans la mesure nécessaire pour éviter qu'une gêne sérieuse ne soit apportée à la marche normale de l'établissement.

Article 5.

Chaque membre qui ratifiera la présente convention prendra toutes mesures utiles pour assurer par les moyens les plus appropriés l'application générale effective de l'interdiction prévue à l'article premier et y associera les employeurs et les travailleurs ainsi que leurs organisations respectives, conformément à la recommandation adoptée par la Conférence Internationale du Travail à sa cinquième session (1923).

Article 6.

Les dispositions de la présente convention n'entreront en vigueur que le 1^{er} janvier 1927.

Tel qu'il l'avait été suggéré par le Conseil d'administration et discuté puis voté par la Conférence, on recommença la discussion en seconde lecture. Cette méthode des deux examens successifs, non exempte de critiques, fut particulièrement attaquée par M. O'Rahilly, président de la Commission du travail de nuit dans les boulangeries.

Toujours est-il que l'avant-projet, adopté en 1924, vint à la discussion le vendredi 5 juin 1925, dix-huitième séance de la septième session de la Conférence.

La discussion générale, d'ailleurs, plus courte que celle de l'avant-projet se résume en un exposé du point de vue patronal par M. Oersted (Danemark), ce sont les arguments déjà connus ; c'est un résultat de la seconde lecture que cette répétition point par point de la discussion générale précédente ; si cette méthode présente réellement des avantages, peut-être pourrait-on trouver le moyen d'éviter ces répétitions fastidieuses.

Après avoir développé les arguments tirés de la

liberté individuelle et de la nécessité de la sauvegarder, et ceux tirés du fait de l'absence totale de concurrence internationale, M. Oersted conclut à l'opportunité d'adopter une recommandation plutôt qu'une convention. M. Savoie répond sans plus de nouveauté dans son argumentation et on passe à la discussion par article.

De même, au cours de la Conférence de 1924, c'est à propos du premier article, au sujet du travail du patron, que se placera la discussion la plus serrée, spécialement autour de l'amendement britannique tendant à l'exclusion du patron et des membres de sa famille de toute réglementation (1). Il fut présenté et soutenu par le délégué de la Grande-Bretagne qui n'est plus M. Rhys John Davies, mais M. Bannatyre. Nous avons souligné l'étrange attitude du délégué anglais à la sixième session. M. Bannatyre, lui, fait un magistral exposé des répercussions de l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries sur le prix du pain, mais cet exposé est cependant empreint d'une certaine sécheresse qu'on aimerait mieux ne pas rencontrer dans une discussion de ce genre.

Il faut signaler à l'occasion de cet amendement, un important exposé de M. Justin Godart sur l'expérience française de 1919, dont il tire la conclusion suivante : une réglementation générale est nécessaire à une appli-

(1) L'amendement en question est ainsi rédigé : « Cette réglementation s'applique au travail de toutes personnes employées à la fabrication des produits de ce genre, mais elle ne s'applique ni au travail effectué par le patron lui-même ou par toute autre personne travaillant pour son propre compte, ni au travail effectué par les membres d'une même famille pour leur consommation personnelle, ni au travail effectué dans une boulangerie dépendant d'un hôtel, d'un restaurant ou d'une institution publique ou privée en vue de la consommation dans l'hôtel, le restaurant ou l'institution. »

cation suffisante du principe de l'interdiction du travail de nuit, le fait de laisser une catégorie de personnes ou d'établissements en dehors de la réglementation est une porte ouverte à tous les abus, favorise une concurrence déloyale et rend vaine toute surveillance efficace des établissements visés. Après un bien pauvre échange d'arguments entre M. Savoie et M. Lasserre, tous deux conseillers techniques français, l'un du côté ouvrier, l'autre du côté patronal (1), et qui se bornent, l'un à fournir des attestations de patrons partisans du travail de jour, l'autre à fournir des attestations d'ouvriers partisans du travail de nuit, l'amendement britannique est repoussé par 76 voix contre 36 ; la Belgique, qui avait déposé un amendement subsidiaire, dans le cas où l'amendement britannique ne serait pas accordé, déclare cependant le retirer ; il ressemblait beaucoup à l'amendement en question, mais était moins étendu, ne visant pas les boulangeries attenantes à des hôtels, restaurants, etc...

A propos de l'article 2, la Suisse, solidairement avec la Belgique, présente un amendement rappelant fort celui déposé en 1924, par le délégué patronal Suisse, M. Bernard, et, comme lui, donnant plus de latitude aux autorités compétentes pour le choix entre les deux périodes de repos possibles, onze heures du soir à cinq heures du matin et dix heures du soir à quatre heures du matin. Après une réfutation de M. Savoie du point de vue suisse et belge, l'amendement est repoussé par 55 voix contre 43, puis on passe directement à un premier vote d'ensemble qui donne 72 voix pour la con-

(1) En fait, à ce moment-là, M. Savoie remplaçait M. Jouhaux.

vention et 25 contre, puis le texte, laissé ainsi intact par la nouvelle discussion, puisque tous les amendements ont été repoussés, est transmis à la Commission de rédaction et de proposition de la Conférence, présidée par M. Sokal.

Le texte qui allait être soumis à un dernier vote de la part de la Conférence n'est à peu de chose près pas différent du texte de l'avant-projet voté par la Conférence à sa session de 1924 (1), nouvel argument pour les adversaires de la seconde lecture, c'est-à-dire de l'examen d'une même question par deux sessions successives de la Conférence. Les principaux changements sont les suivants :

D'abord, la substitution du terme « foyer », moins large, au terme primitif « famille » dans l'article premier.

Dans l'article 2, au sujet du choix entre les deux périodes de repos possibles, il est ajouté à la suite de « lorsque le climat ou la saison le justifient », « ou après accord entre les organisations patronales et ouvrières intéressées », ce qui n'est pas du tout conforme à la thèse suisse et belge de la liberté aux autorités compétentes de choisir la période de repos qu'il convient d'appliquer, c'est même une aggravation par rapport au libellé précédent, il faut noter, en effet, que la nouvelle rédaction porte « accord » et non « consultation » seulement. On verra plus tard que ces deux points sont les deux seules différences un peu marquées qui existent entre la convention et le projet de loi français tel qu'il

(1) Voir *infra* pages 106, 107 et 108.

est sorti de la délibération de la Chambre des Députés le 12 juillet 1925.

La version définitive de la convention comporte, en plus du texte de l'avant-projet de 1924, une série d'articles de pure forme : l'article 6, relatif à la mise en vigueur, laquelle n'est pas immédiate, mais reculée jusqu'au 1^{er} janvier 1927, pour permettre d'effectuer les transformations industrielles nécessaires à une nouvelle organisation du travail ; les articles 7, 8, 9 et 10 visent les ratifications, leur enregistrement, leur dénonciation ; l'article 12 a trait aux rapports décennaux qui doivent être établis par le Conseil d'administration du Bureau International du Travail ; l'article 13 stipule que les textes français et anglais feront foi l'un et l'autre.

Lorsque la convention fut soumise, le 8 juin 1925, à un dernier vote de la Conférence, elle réunit 81 voix contre 26. Ces 26 voix représentent les suffrages des délégués patronaux auxquels s'était joint le délégué du gouvernement britannique. Le délégué du gouvernement belge s'était abstenu ; avaient fait de même les délégués gouvernementaux et patronaux suisses (pour ne citer que les abstentions remarquables, c'est-à-dire de membres ayant pris une part active aux débats).

La convention du travail de nuit dans les boulangeries, ayant réuni plus des deux tiers des suffrages, allait être soumise aux ratifications.

Chapitre III

L'AVIS CONSULTATIF DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE LES RATIFICATIONS LES PROJETS FRANÇAIS TENDANT A LA RATIFICATION

Peu après son vote, la Convention du 8 juin 1925 sur l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie fut soumise à un avis consultatif de la Haute-Cour de Justice de La Haye.

Procédure tout à fait normale, les délégués patronaux saisirent le Conseil d'administration du Bureau International du Travail d'une demande tendant à poser à la Haute-Cour, à la suite de cette Convention, la question de la compétence de l'Organisation Internationale du Travail à réglementer le travail du patron.

Le Conseil d'administration du Bureau International du Travail décida de donner à la question la rédaction suivante : « L'Organisation Internationale du Travail a-t-elle compétence pour élaborer et proposer une réglementation qui, pour assurer la protection de certains travailleurs salariés, vise en même temps et accessoirement le travail personnel du patron ? »

Par une lettre du 3 février 1926, le directeur du

Bureau International du Travail en informait le secrétaire général de la Société des Nations qui, en date du 20 mars 1926, transmettait à la Haute Cour une Requête pour avis.

Conformément à l'article 73 du règlement, la Requête fut notifiée aux Etats membres ainsi qu'à l'Organisation Internationale du Travail. Toujours en vertu du même article, la Requête fut notifiée à des organisations internationales pouvant fournir des renseignements intéressants sur la question :

Organisation Internationale des Employeurs Industriels.

Fédération Syndicale Internationale.

Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens.

C'est ainsi que l'Organisation International des Employeurs Industriels remit à la Haute Cour une « Note complémentaire sur la compétence de l'Organisation Internationale du Travail en matière de travail personnel du patron », signée par MM. Henry Berthélémy, alors Doyen de la Faculté de Droit de Paris, Louis Le Fur et L. Julliot de la Morandière, professeurs de la même faculté (1).

L'avis consultatif, qui fut rendu le 23 juillet 1926, dépasse la réglementation du travail de nuit dans la boulangerie ; c'est le procès de l'Organisation Internationale du Travail elle-même sur ce point particulier : sa compétence à réglementer le travail personnel du patron. Le problème du travail de nuit dans la boulan-

(1) Ainsi qu'une note signée par Sir Leslie Scott et M. E.-S. Rimmer. Des observations furent soumises par le professeur Eugène Borel, de l'Université de Genève, à la demande du B.I.T.

gerie n'est que l'occasion, mais sert tout de même à supporter l'argumentation et à fournir des exemples.

Après avoir brièvement rappelé l'origine et le vote de la convention, la Haute Cour commence par nettement délimiter la question. Sa rédaction avait fait l'objet d'une discussion serrée au Conseil d'administration du Bureau International du Travail.

« Les termes de la Requête, dit l'avis, établissent, en outre, clairement, que la Cour est appelée, non à traiter du travail de l'employeur en général, mais seulement à s'en occuper dans la mesure où ce travail est le même que celui du salarié et où la réglementation du travail patronal vient accessoirement s'ajouter à une réglementation proposée en vue de protéger certaines catégories de travailleurs salariés et pour assurer cette protection ».

Une petite difficulté était survenue du fait d'une légère différence entre le texte français et le texte anglais à propos de la signification du mot « workers » qu'il faut interpréter comme signifiant « wages earners », ce qui s'accorde parfaitement avec l'expression « travailleurs salariés » du texte français.

Ensuite, la Cour, en présence de cette question de droit bien délimitée, recherche les éléments de la solution dans les textes mêmes dont dépendent l'organisation et la compétence de l'Organisation Internationale du Travail : la Partie XIII du Traité de Versailles qui se compose de deux sections qui sont, d'une part, les articles 387 à 426 qui traitent de « l'Organisation du Travail », d'autre part, les « Principes Généraux » contenus dans l'article 427.

La Cour développe alors les arguments classiques

en la matière. L'esprit du Préambule, véritable déclaration de principes, et le caractère non limitatif de l'énumération de l'article 427, laquelle énumération, dit le Traité de Versailles, n'est pas « ou complète ou définitive ».

Elle remarque, en outre, que l'inscription à l'ordre du jour de la Conférence de la Convention qui a donné lieu à introduction de la présente demande d'avis, n'a soulevé aucune difficulté.

Or, le Traité de Versailles prévoit une méthode permettant de faire opposition, le cas échéant, à l'inclusion d'un sujet donné dans le domaine d'activité de l'Organisation Internationale du Travail. Tout Gouvernement a le droit de contester la mise à l'ordre du jour d'un sujet donné, lequel doit être retiré, à moins que la Conférence n'en décide autrement à la majorité des deux tiers.

La Cour recherche ensuite dans le texte du Traité, d'une part des exemples de réglementation indirecte du travail du patron (on a en général exigé la fermeture des magasins, usines, bureaux certains jours de la semaine ou certaines heures de la journée pour assurer le repos hebdomadaire), dans des Conventions, d'autre part, des exemples d'une même réglementation : la Convention de 1906 sur l'utilisation du phosphore blanc ; elle a fait l'objet de nombreuses ratifications sans qu'on ait objecté qu'elle impliquât une réglementation indirecte du travail personnel du patron. Il en est de même de la Convention sur l'emploi de la céruse (1).

(1) La note complémentaire fournie par l'Organisation Internationale des Employeurs Industriels, signée par MM. Berthélemy, Le Fur et Julliot de la Morandière renferme une critique serrée de cette argumentation.

Puis, la Cour rappelle certains arguments tirés des avis consultatifs n° 2 et n° 3, ayant respectivement trait à la réglementation des conditions du travail des personnes employées dans l'agriculture et à l'examen de propositions tendant à organiser et à développer les moyens de production agricole.

Puis la Cour examine l'argument également classique suivant, qui fut surtout discuté dans l'avis consultatif n° 2: la participation à l'Organisation Internationale du Travail implique une certaine atteinte à la souveraineté nationale, il est donc nécessaire d'adopter une interprétation restrictive des textes en vigueur, dans le cas présent, de la Partie XIII du Traité de Versailles (1).

La Cour ensuite prend en considération cet argument « que des mesures destinées à appliquer les principes énoncés dans les conventions proposées par l'Organisation Internationale du Travail tombent dans le domaine réservé aux membres qui ratifient ces conventions et, partant, qu'il appartiendrait exclusivement à ces membres d'étudier et d'appliquer des mesures destinées à assurer, conformément à une convention adontée par eux, la protection des travailleurs salariés, par exemple, en réglementant accessoirement le même travail des patrons », et observe, à son sujet, que la Partie XIII du Traité de Versailles n'établit pas de distinctions entre les principes et les dispositions destinées à en assurer l'application, distinction qui, en fait, conduirait à des difficultés insurmontables. La législation internationale est un domaine où, en fin de compte, les principes importent moins que les réalisations.

(1) Voir la fin de la même note.

Suit l'avis lui-même :

« Par ces motifs,

» La Cour est d'avis :

» Que l'Organisation Internationale du Travail a compétence pour élaborer et proposer une réglementation qui, pour assurer la protection de certains travailleurs salariés, vise en même temps et accessoirement le même travail personnel du patron ».

Il est signé du Président Max Huber. Parmi les juges au nombre de onze, on relève des noms tel que Lord Finlay, Nyholm, de Bustamante, Altimira.

Cet avis consultatif a une importance capitale au point de vue de la détermination de la compétence de l'Organisation Internationale du Travail. Certes, il ne contient pas d'arguments nouveaux ; mais il reproduit ceux déjà soulevés dans les avis n° 2 et n° 3, (à part celui relatif à la compétence *ratione materie* et à la compétence *ratione persone*), mais surtout, il les reproduit avec une netteté plus grande, peut-être, grâce à la rédaction de la question posée.

Au strict point de vue de la réglementation du travail de nuit dans la boulangerie, cet avis consultatif est loin d'avoir la même importance, tout au plus accuse-t-il une résistance opiniâtre de la part des patrons. La convention elle-même n'était pour ainsi dire pas en question.

Comment allait-elle se comporter en présence de la juridiction suprême des conventions qui est la ratification ?

En septembre 1927, elle n'avait encore été ratifiée par aucun pays.

A la date du 1^{er} novembre 1928, elle avait été ratifiée

par les pays suivants : Cuba, la Finlande et le Luxembourg (1).

A l'heure actuelle, elle a reçu un nombre total de dix ratifications ; en plus des trois pays déjà cités, ont ratifié : la Bulgarie, le Chili, La Colombie, l'Espagne, l'Estonie, le Nicaragua et l'Uruguay. C'est évidemment un nombre déjà respectable, mais si on remarque des noms comme celui de la Finlande, pays qui depuis longtemps a montré un attachement réel à la question et depuis longtemps possède une législation nationale très au point sur le sujet, on remarque aussi des noms comme celui du Nicaragua, qui, s'il a à peu près ratifié toutes les conventions internationales, n'a encore, à l'heure actuelle fourni, pour aucune d'elles, le rapport annuel prévu par l'article 408.

D'autre part, la Colombie, pas plus que le Nicaragua ou l'Uruguay, n'a de législation nationale en vigueur ou même en préparation sur le sujet.

Pourquoi les autres pays se sont-ils abstenus de ratifier ? Voici les raisons données par les principaux :

La Norvège n'a pas ratifié à cause des dispositions relatives au travail du patron. Toutefois l'inspecteur en chef du travail estime que la législation norvégienne sur le travail dans les boulangeries devrait subir certaines modifications et que l'on pourrait utilement s'inspirer, en procédant à ces modifications, des principes énoncés par la convention. Un mémoire a été soumis au Storting ; il a été examiné par la commission parlementaire des questions sociales, qui, n'ayant pas d'observations à faire au sujet des conclusions du gouvernement,

(1) Cette année-là le Luxembourg a ratifié en bloc les 25 premières conventions.

a proposé au Storting d'en prendre acte. Le rapport de la Commission a été adopté par le Storting à la séance du 7 juillet 1926, à l'unanimité et sans soulever de discussion (1).

Dans une lettre du Ministre des Affaires Sociales suédoises au Bureau International du Travail, celui-ci fait connaître que les amendements apportés par le Riksdag au projet du gouvernement font obstacle, jusqu'à nouvel ordre, à l'adhésion de la Suède à la convention concernant le travail de nuit dans la boulangerie. Décision du 22 octobre 1926 (2).

Dans une lettre du Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne, transmise au Bureau International du Travail par le Secrétaire général de la Société des Nations, celui-ci donne comme raisons d'une non ratification de la convention : d'une part, le fait que l'objection soulevée par le gouvernement de Sa Majesté relativement à l'inclusion du patron dans l'interdiction n'a pas été prise en considération, d'autre part, le fait que l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie aurait pour effet d'augmenter le prix du pain, ce que le gouvernement de Sa Majesté n'est pas disposé à accepter, étant donné le coût actuel de la vie (3).

Dans une lettre du gouvernement italien au Bureau International du Travail du 5 janvier 1927, ce gouvernement, après avoir indiqué que sa législation nationale est en tout point conforme aux dispositions de la convention, indique qu'on ne peut pas ne pas tenir compte qu'il se produit en Italie, actuellement, une transforma-

(1) Informations sociales du 27 septembre 1926.

(2) Informations sociales du 13 décembre 1926.

(3) Bulletin Officiel du 15 décembre 1926.

tion de l'industrie de la boulangerie, en raison de l'introduction des fours à feu continu et de l'adoption du système des trois équipes, et que, pour cette raison, « il est opportun de ne pas assumer à l'heure actuelle une obligation internationale qui pourrait éventuellement constituer un obstacle à cette transformation (1) ». On peut mesurer le chemin parcouru en remontant à la fameuse enquête de 1906 ou aux réponses fournies par ce même pays au questionnaire posé par le Bureau International à la sixième session, Genève, 1923, notamment à la dernière question.

Par une lettre du 31 mars 1927, le délégué du gouvernement polonais au Conseil d'administration du Bureau International du Travail a fait connaître que la Commission du Travail de la Diète avait repoussé le projet de ratification de la convention relative au travail de nuit dans les boulangeries (2).

La Suisse, les points de vue des patrons et des ouvriers n'ayant pu être conciliés, n'a pas non plus été à même de ratifier la convention. Telles ont été les conclusions du Conseil Fédéral, conclusions qui ont été adoptées par le Conseil des Etats le 20 mai 1927, après que ce dernier eut repoussé deux motions contraires (3).

Tel est l'accueil reçu par la convention du 8 juin 1925 dans ces quelques pays. Quel sort notre pays lui réservait-il ?

La question, en France, est particulièrement embrouillée du fait qu'on est en présence simultanément,

(1) Informations sociales du 7 février 1927.

(2) Informations sociales du 3 mai 1927.

(3) Informations sociales du 10 octobre 1927.

d'une loi en vigueur, tout au moins théoriquement, loi qui n'est pas du tout en accord avec les termes de la convention et d'un projet de loi tendant à modifier la loi précédente, projet déjà voté par la Chambre des Députés, mais qui n'est pas encore venu à la discussion devant le Sénat, et que le gouvernement a estimé opportun de déposer devant le Sénat un projet de loi tendant à la ratification de la convention avant le vote de la loi destinée à mettre celle de 1919 en accord avec la convention.

Le projet de loi tendant à ratifier la convention fut déposé devant le Sénat le 29 novembre 1927 par M. Aristide Briand, Ministre des Affaires Etrangères et par M. André Fallières, Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales (1). C'est un projet très court tendant à autoriser le Ministre des Affaires Etrangères à adresser au secrétaire de la Société des Nations la communication prévue par l'article 405 (alinéa 7) du Traité de Versailles.

Ce projet de loi fut renvoyé à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des protectorats. C'est l'origine du rapport Louis Pasquet (2) et de l'avis de Maurice Ordinaire (3).

Comme il a été dit dans la première partie, le rapport Pasquet est un document très complet ; ce n'est pas seulement un examen de la seule question de la rati-

(1) Doc. parl., Sénat, année 1927, n° 605.

(2) Doc. Parl., Sénat, année 1928, n° 508.

(3) Doc. parl., Sénat, année 1928, n° 788.

fication, c'est un examen d'ensemble de tout le problème. Ce rapport peut être considéré comme relatif, indistinctement, aux deux projets de loi à ce moment en instance devant le Sénat, l'un tendant à la modification de la loi de 1919, l'autre tendant à la ratification de la convention.

Il contient un historique, tant de la législation française que la législation internationale, mais surtout une mise en parallèle très serrée des dispositions de la convention, non avec celles de la loi de 1919, mais avec celles du projet de loi tendant à sa modification et voté par la Chambre des Députés, le 12 juillet 1925, ce qui est évidemment plus logique. Ce travail fait ressortir un étroit parallélisme entre les deux textes. Il y a bien quelques différences, la loi française en projet étant sur certains points plus stricte mais aussi sur d'autres points plus souple que la conférence.

Les différences les plus apparentes sont les suivantes : au point de vue du champ d'application, la convention exclut de la réglementation les membres « d'un même foyer », tandis que le projet français parle des membres « d'une famille », ceci étant plus large puisque pouvant comprendre des gens ayant des domiciles distincts. Le rapport Pasquet conclut dans le sens d'une adaptation plus étroite du texte français au texte de la convention.

Dans l'hypothèse d'une ratification, il est évident qu'on doit serrer du plus près possible le texte international. Dans le cas présent, on a noté (1) qu'un premier projet de convention portait l'expression « famille »,

(1) Doc. parl., Sénat, année 1932, n° 287.

mais qu'il fut, par la suite, jugé opportun d'y substituer l'expression « foyer ».

Au point de vue de la définition de la période de nuit, le texte français, instituant deux régimes normaux : « La période ainsi fixée devra s'étendre sur sept heures consécutives au moins et comprendre les heures placées entre 22 heures et 4 heures ou entre 23 heures et 5 heures », est beaucoup plus souple que la convention, laquelle, malgré l'intervention du délégué suisse, ne prévoit qu'un régime normal : « entre 11 heures du soir et 5 heures du matin » : elle prévoit bien une nuit de 10 heures du soir à 4 heures du matin, mais elle ne peut être substituée à la nuit normale que « lorsque le climat ou la saison le justifient, ou après accord entre les organisations patronales et ouvrières intéressées ».

On ne peut pas parler de désaccord entre les deux textes, mais il n'y a pas non plus symétrie parfaite. Comme on se souvient que la question a été soulevée devant la Conférence, que l'amendement suisse a été renoussé, il semblerait qu'il soit opportun d'adapter le texte français plus complètement au texte international, mais ce serait faire preuve de trop de scrupules, car, malgré tout, le texte français reste dans l'esprit de celui de la convention. Il serait d'autant plus dommage de le transformer qu'il n'est pas prouvé qu'au point de vue français, tout au moins, notre texte n'est pas supérieur à celui de la convention.

Toujours au point de vue de la fixation de la période de nuit, dans les cas où il est fait appel aux organisations patronales et ouvrières, la convention parle d'« accord » et le texte français parle, lui, de « consultation ». L'autorité compétente, à notre point de vue, le préfet,

conserve le pouvoir de décision d'après le texte français, mais non d'après celui de la convention. La substitution du mot accord au mot consultation, lors de la discussion à la Conférence, est considérée par M. Savoie comme une concession ouvrière ; il faut pour cela une certaine bonne volonté.

Après avoir ainsi montré l'accord presque total entre le texte français et celui de la convention, le rapport Pasquet recommande la ratification de la convention mais critique la tactique gouvernementale qui a consisté à déposer devant le Sénat le projet de ratification avant le vote par cette assemblée du projet de loi tendant à la mise en accord avec la convention de notre propre législation. Le procédé contraire eut été en tout cas plus logique, et le sénateur Pasquet ne croit pas que la solution adoptée active en rien la discussion.

Peu après le rapport Pasquet, le 20 décembre 1928, était transmis au Sénat l'avis demandé à la Commission des affaires étrangères et présenté par M. Maurice Ordinaire. Cet avis présente un caractère très différent de celui du rapport Pasquet ; contrairement à ce dernier qui contient un examen au fond de la question, celui-ci ne traite que du problème de procédure qui lui était posé. Il contient un exposé de l'Organisation Internationale du Travail, principalement en ce qui concerne la ratification des conventions. Après avoir distingué les trois façons de procéder : « soit déposer un projet de loi pour ratifier la convention, en se réservant de mettre ensuite la loi nationale en accord ; soit déposer simultanément deux projets de loi, l'un portant autorisation de ratifier, l'autre modifiant la loi existante ;

soit commencer par mettre en accord la loi existante avec la convention, en se réservant de ratifier ultérieurement ».

L'avis conclut dans le même sens que le rapport Pasquet, mais avec beaucoup plus de netteté : « Il est plus logique, et même nécessaire à tous les égards, que l'examen par le Sénat du projet déjà adopté par la Chambre des Députés précède celui qui tend à créer un lien d'obligations internationales à propos de la même question de travail ».

Mais il faut encore une fois noter que cet avis ne considère pas un instant la question elle-même du travail de nuit dans la boulangerie, ni de l'opportunité ou non d'une ratification de la convention internationale; cet avis ne fait que recommander une procédure et c'est tout.

Le rapport Pasquet et l'avis Ordinaire ont été déposés au Sénat respectivement le 28 juin et le 20 décembre 1928 ; mais ils n'ont été suivis d'aucune discussion et rien ne laisse prévoir une mise à l'ordre du jour prochaine. Et quiconque interroge un sénateur sur le sommeil de ces deux projets de loi dans les cartons du Sénat reçoit une réponse des plus évasives.

Enfin le dépôt, par M. J. Godart, le 17 mars 1932, d'une proposition de loi s'écartant résolument de l'esprit de la convention ne semble pas améliorer la situation, outre qu'il consacre le revirement de celui qui fut le grand champion de l'interdiction du travail de nuit.

Nous avons ainsi suivi la question de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie à travers la phase « législative », si l'on veut bien dénommer ainsi l'étude

préalable des législations en vigueur dans les différents pays, à la veille de la Conférence ; puis à travers la phase « gouvernementale », la réponse des gouvernements au questionnaire fourni par le Bureau International du Travail.

Nous l'avons suivie ensuite à travers l'épreuve de la Conférence, qui réunit les points de vue complexes des patrons, des ouvriers et des gouvernements. Enfin, le problème de la ratification nous ramène à la phase législative.

La décomposition en ces différentes phases montre pourquoi le même pays peut avoir des attitudes si différentes envers la même question. Tout se complique encore davantage dans l'hypothèse où il survient un changement de gouvernement pendant l'étude d'un même problème ; c'est le cas, d'ailleurs, souligné par le délégué ouvrier anglais, M. Poulton, lors de la session de 1925 de la Conférence : le ministère anglais avait changé entre la session de 1924 et celle de 1925 et, avec lui, les directives des délégués gouvernementaux et leur vote.

Il est difficile, à propos de la question de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie, de se livrer à des considérations particulièrement optimistes sur la valeur de la discussion.

A travers des échanges de vues interminables, on s'aperçoit qu'on est, dès le début, en présence d'opinions extrêmement tranchées et absolument définitives des patrons et des ouvriers et qu'il y a, de part et d'autre, un manque quasi total d'esprit de conciliation. Il faut ajouter à cela le manque d'intérêt, pour les gouvernements, à cause du défaut de concurrence internationale, et on est obligé de conclure que la convention internatio-

nale votée en 1925 sur l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries a échoué à cause de l'opposition des patrons, de l'intransigeance des ouvriers et du fait que les gouvernements se sont désintéressés de la question.

Nous verrons que, récemment, plusieurs pays ont pris, en faveur de la boulangerie industrielle, des mesures d'exception, en désaccord complet avec la convention internationale, créant ainsi un nouvel obstacle aux ratifications.

L'an prochain, le Bureau International du Travail aura, comme de coutume, à fournir sur la convention un rapport décennal.

Il ne pourra qu'enregistrer sa faillite, et l'expliquer; l'excuser, s'il le peut.

TROISIÈME PARTIE

Le problème actuel

La question de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie est, à l'heure actuelle, en sommeil. La situation économique, la crise dont nous souffrons, obligent la législation industrielle à marquer un temps d'arrêt, d'ailleurs peut-être nécessaire à l'assimilation complète des acquisitions de ces dernières années.

D'autre part, M. Justin Godart, en déposant sur le bureau du Sénat, le 17 mars 1932 (1), une proposition de loi fort différente des précédentes, a introduit une nouvelle difficulté; il a, pour ainsi dire, obstrué la voie parlementaire.

Il n'est cependant pas inutile d'essayer de donner, dans une troisième partie, un aperçu du problème tel qu'il se pose actuellement. Bien des choses ont changé depuis la première proposition de loi de M. J. Godart, et ce serait une erreur de poser aujourd'hui la question de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie dans les mêmes termes qu'en 1909.

Un facteur important de cette transformation est l'avènement de la grande boulangerie, principalement de la boulangerie coopérative.

Après un aperçu rapide des changements survenus dans la boulangerie, nous nous proposons d'exposer le point de vue actuel des patrons, des ouvriers et des coopérateurs, sur la question de l'interdiction du travail de nuit.

(1) Doc. parl. Sénat, année 1932, n° 287.

Chapitre I

LES TRANSFORMATIONS RÉCENTES DE LA BOULANGERIE

Les considérations invoquées pour le maintien ou pour la suppression du travail de nuit dans la boulangerie, sont tirées principalement, les unes, de la nécessité de pouvoir satisfaire les besoins du consommateur, les autres, des conditions dans lesquelles s'effectue le travail de l'ouvrier boulanger.

Les conditions dans lesquelles s'effectue le travail dans les boulangeries ont beaucoup changé; la question de la possibilité de donner satisfaction au consommateur est restée la même.

Le temps nécessaire à la fournée et au refroidissement du pain, (il faut que celui-ci soit consommé au moment où il atteint son maximum de comestibilité), empêche, sous le régime du travail de jour, la fourniture en pain de la population, au moment où celle-ci la réclame.

Les changements récents survenus dans la boulangerie n'ont pas modifié le problème. Les méthodes actuelles de panification ont, certes, permis de réaliser un gain de temps appréciable, sans, pour cela, permettre la livraison au consommateur, au moment où il le demande, d'une quantité suffisante de pain frais.

En effet, le pétrissage mécanique est aussi long que le pétrissage à bras. Le gain de temps vient surtout de l'emploi de fours modernes. Dans certaines boulangeries, on utilise des installations frigorifiques qui permettent la conservation de la pâte; le pétrissage s'effectue dans la soirée, il n'y a plus, le lendemain matin, qu'à effectuer la cuisson. Il est évident qu'on arrive ainsi à gagner un temps précieux, mais le coût très élevé de ce genre d'installation fait qu'elles sont très rares, à Paris seulement et seulement dans les grandes boulangeries. En un mot, les progrès techniques apportés à la fabrication du pain, n'ont pas apporté un remède suffisant à l'impossibilité de satisfaire le consommateur sous le régime du travail de jour.

Il n'en est pas de même pour les conditions dans lesquelles s'effectue le travail dans la boulangerie. Elles ont changé dans une telle mesure, que le problème du travail de nuit et de son interdiction ne se pose plus de la même façon.

En 1909, au moment où M. Justin Godart publiait « les Mineurs Blancs », l'ouvrier boulanger, non seulement travaillait la nuit, mais son travail épuisant s'effectuait dans des fournils infects, les « gloriettes », pourvues d'installations rudimentaires, presque sans éclairage. Le pétrissage à bras était particulièrement pénible; le métier de boulanger se compliquait de celui de chauffeur, et c'était une tâche des plus rudes que d'allumer un four au bois et à chauffage direct. L'ouvrier boulanger devenait ensuite charbonnier : il fallait, en effet, mettre en sac le charbon de bois, résidu du chauffage du four.

L'usage général du levain, en obligeant l'ouvrier à une surveillance durant la journée, interrompait par surcroît

son repos. Enfin, il n'était pas rare que l'ouvrier boulanger fût chargé du portage.

Depuis lors, ce métier a beaucoup changé.

L'ouvrier boulanger a bénéficié, d'une part, de progrès d'ordre technique, d'autre part, d'une certaine réglementation légale de son travail.

Le progrès technique s'est surtout manifesté par la généralisation de l'emploi du pétrin mécanique. Ensuite le four du boulanger s'est beaucoup amélioré. A l'antique four que l'on chauffait en introduisant directement des fagots dans la chambre même, s'est substitué le four à chauffage indirect, au charbon, au gaz ou à l'électricité. Au point de vue des conditions du travail de l'ouvrier boulanger, il faut faire une distinction entre les deux premiers modes de chauffage et le chauffage à l'électricité; les deux premiers étant à tirage, leur fonctionnement lui-même provoque un renouvellement automatique de l'air du fournil; il n'en est pas de même du troisième, qui est, pour cette raison, moins sain.

On est enfin arrivé au four dit « à système », depuis le four à sole mobile jusqu'au four continu, dans lequel la sole mobile contenue dans la chambre de chauffe est animée d'un mouvement sans fin, dans un plan horizontal, de telle sorte qu'un pâton déposé à une extrémité du four, suivant le mouvement de la sole, subit progressivement la cuisson et arrive à l'autre extrémité parfaitement cuit. Certaines grandes boulangeries sont enfin pourvues d'une installation entièrement mécanique; elles possèdent des diviseuses, qui découpent la pâte en pâtons uniformes, des machines à faire des boules et d'autres à faire le pain long.

Les progrès techniques ne se sont pas manifesté seulement par l'utilisation d'un outillage moderne, mais aussi

par l'adoption de méthodes de travail modernes. Il existe d'ailleurs un contact des plus étroits, une relation de cause à effet, entre l'outillage et les méthodes de travail. Le principal progrès de ce genre est l'adoption du travail par équipes. Ce progrès fait tomber le reproche qu'on fait souvent à la boulangerie d'obliger au travail de nuit pendant toute l'année : l'emploi de trois équipes permet, à un travail de nuit d'une semaine, de faire suivre deux semaines de travail de jour. Il faut aussi signaler, parmi les progrès techniques, la substitution de la levure au levain; la levure se mélange directement à la farine au moment du pétrissage, elle supprime ainsi l'obligation d'une longue préparation et d'une étroite surveillance.

La réglementation légale des conditions du travail, notamment de sa durée, est venue achever la transformation de la boulangerie.

En premier lieu, grâce à la loi du 12 juin 1893, devenue applicable à la boulangerie en 1903, et effectivement appliquée surtout depuis 1919, grâce aussi à l'évolution des idées, les fournils se sont modifiés; on a pris l'habitude de les blanchir régulièrement à la chaux, ils sont maintenant convenablement éclairés à l'électricité.

Mais il faut avouer qu'à Paris surtout, les fournils laissent encore souvent à désirer. On se heurte à un problème extrêmement complexe, il y a souvent impossibilité de transformer le fournil, c'est une réinstallation complète qu'il faut faire, ce qui est très coûteux. La spéculation qui a sévi il y a quelques années sur le trafic des fonds de boulangerie, a souvent été un obstacle à leur transformation; les boulangers venant d'acheter un fonds très cher, souvent plus qu'il ne valait, étaient beaucoup plus préoccupés par

son amortissement que par la transformation de l'installation. Il est souvent très difficile à l'inspecteur du travail d'agir sur ce point, malgré la loi de 1893; quand il a fait blanchir à la chaux et fait installer un éclairage suffisant, c'est tout ce qu'il peut faire dans beaucoup de cas, à moins d'obliger le boulanger à changer de local, ce qui est évidemment plus grave.

Il est intéressant de signaler qu'en Angleterre les boulangeries souterraines sont interdites depuis 1896; seules existent celles qui étaient déjà installées à cette date.

En second lieu, l'institution du repos hebdomadaire et la limitation du temps de travail ont le plus modifié la condition de l'ouvrier boulanger, indépendamment de toutes les améliorations d'ordre général, telles que les assurances sociales, ou les allocations familiales.

La question du repos hebdomadaire se heurte, dans la boulangerie, à des difficultés particulières. Le pain, étant donné son rôle alimentaire, est consommé tous les jours, et l'obligation de faire provision de pain pour deux jours conduit le consommateur à manger du pain rassis. D'autre part, on se heurte à de grosses difficultés, quant à l'adoption du système du repos par roulement, car ce système suppose l'embauche, une fois par semaine, d'un remplaçant; il est très difficile, dans ce métier, de trouver un bon remplaçant, chaque maison ayant des habitudes de travail très variables. Pour pallier ces difficultés, on proposa, lors du vote par le Sénat de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, un régime spécial pour la boulangerie, régime appelé « le repos hebdomadaire par groupement ». Il prévoyait que le repos hebdomadaire proprement dit serait remplacé, dans la boulangerie, par un repos, donné en une fois, de quatre jours par mois, neuf jours tous les

deux mois, ou treize jours tous les trois mois. Cette solution fut écartée.

Cette difficulté, quant à l'adoption du régime du repos hebdomadaire par roulement, est cause que, malgré la gêne éprouvée par le consommateur, on ferme le même jour toutes les boulangeries d'une région déterminée, en général le dimanche.

Sous cette forme, le repos hebdomadaire a été appliqué dans la boulangerie très tôt, avant même la loi de 1906, comme à Limoges, peu après comme à Dijon. Mais ce ne fut qu'après la loi du 13 juillet 1923 que le repos hebdomadaire devint général. Une enquête récente précise qu'aujourd'hui le repos hebdomadaire est appliqué dans 80 départements, sous la forme de repos collectif accordé à tout le personnel et fermeture des établissements, dans le cas très fréquent où un accord est intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers intéressés d'une région déterminée. Le repos par roulement n'est pratiqué que dans quelques villes de Seine-et-Oise.

De même que la loi sur le repos hebdomadaire, la loi du 23 avril 1919, dite loi de huit heures, présente, dans le cas de la boulangerie, des difficultés d'application toutes particulières. On n'arrête pas quand on le veut la fabrication du pain: quand une fournée est à la cuisson, il faut terminer le travail, que l'ouvrier soit ou non au fournil depuis plus de huit heures. L'unité, au point de vue travail, est bien la fournée. C'est d'ailleurs autour d'elle qu'ont été élaborés les décrets visant l'application à la boulangerie de la loi du 23 avril 1919. Le premier décret ne fut pas pris avant le 11 mai 1929, c'est là un indice des difficultés rencontrées. Il vise les boulangeries de Seine et de Seine-et-Oise. Il stipule notamment que : « Dans les établissements

n'occupant qu'un ouvrier travaillant sans l'assistance du patron et faisant normalement quatre fournées au maximum. lorsque, par suite de circonstances exceptionnelles, il n'aura pas été possible d'achever la dernière fournée dans les limites fixées à l'article 2, la durée du travail de l'ouvrier pourra être prolongée d'une heure au maximum. Une prolongation d'égale durée pourra être autorisée par l'inspecteur du travail, dans les mêmes circonstances, pour les établissements qui seraient reconnus par lui, après consultation des organisations patronales et ouvrières, comme occupant seulement deux hommes, y compris, le cas échéant, le patron, et faisant normalement sept fournées au maximum.

« La fournée visée ci-dessus comporte 54 pains de 2 kilos ou l'équivalent en pains de fantaisie, soit 80 pains de 700 grammes ou 120 pains de 300 grammes ».

L'effort du législateur s'est ainsi concentré sur la détermination du nombre de fournées et sur la définition de la fournée, quant à l'attribution des dérogations nécessaires à l'application à la boulangerie de la loi de huit heures. Ce principe d'une extrême souplesse a servi de base à tous les autres décrets qui suivirent. Au total on en compte dix-neuf. Du 1^{er} juillet 1933 à la fin du mois de juin 1935, six nouveaux décrets avaient été pris, et, actuellement, six sont en préparation. Il faut insister, d'autre part, sur le fait que la loi est, en fait, à peu près appliquée dans des endroits où les décrets n'ont pas encore été pris. Il est donc injuste de prétendre, comme le font les organisations syndicales, que la loi de huit heures n'est pas appliquée à la boulangerie, et que « dans un siècle, elle ne le sera pas encore totalement » (1).

(1) Rapport moral en vue du Congrès national fédéral des Travailleurs de l'Alimentation, 1935.

Les ouvriers boulangers ont encore bénéficié d'un autre progrès au point de vue des conditions de leur travail : ils ont souvent obtenu des congés annuels payés. Il ne s'agit pas d'une réglementation légale, puisque la proposition de loi sur les congés annuels payés, si elle a été votée à la Chambre, n'a, par contre, pas été discutée par le Sénat : nous sommes en présence d'un usage assez ancien. Cela vient des inconvénients que présente, dans la boulangerie, le repos hebdomadaire, inconvénients que nous avons déjà signalés. Avant les lois sur le repos hebdomadaire, patrons et souvent ouvriers préféraient son remplacement par un congé annuel. Cet usage est actuellement renforcé par le mouvement général en faveur du congé annuel. Les syndicats d'ouvriers boulangers de Toulouse, Clermont-Ferrand, Brest, Marseille, Toulon, Bordeaux, Perpignan, Lorient, Rennes, Vannes, Rochefort, La Seyne, l'Hérault, l'ont obtenu par contrat, mais beaucoup de patrons boulangers l'accordent indépendamment de toute idée de contrat.

Ce rapide aperçu des changements survenus dans les conditions de travail des ouvriers boulangers, montre que les progrès techniques, s'ils laissent subsister l'obligation du travail de nuit, en suppriment beaucoup des inconvénients, au point de vue de la santé des ouvriers, et que les autres progrès enlèvent à ce travail beaucoup de ses inconvénients sociaux, en restituant à l'ouvrier, malgré tout, une vie familiale et sociale moins anormale.

Chapitre II

LE POINT DE VUE ACTUEL DES PATRONS ET DES OUVRIERS

La thèse des patrons n'a pas subi de changements très importants, depuis le jour où, pour la première fois, s'est posée la question de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie.

Leur thèse se trouve simplement renforcée du fait que les améliorations apportées au métier de la boulangerie rendent moins nécessaire la suppression d'un travail devenu moins dur.

Leurs préoccupations visent toujours essentiellement le consommateur, auquel ils estiment que le travail de jour ne peut fournir que du pain de qualité inférieure.

Une question très délicate est de savoir si tous les patrons sont exactement du même avis, ou s'il existe entre eux des différences d'opinion. Deux observations doivent être faites. La première est que le petit patron travaillant seul peut avoir intérêt, non pas à une interdiction totale du travail de nuit, mais à l'application stricte de la loi actuelle, qui établit à son profit un véritable monopole, du fait que lui, petit patron travaillant seul, reste en dehors de son application. Il changera d'avis du jour où l'acqui-

sition d'un fonds plus important le conduira à prendre un ou plusieurs ouvriers.

La seconde observation est qu'il serait étonnant de trouver une opinion identique chez les membres d'une profession dans laquelle il existe presque autant de procédés de fabrication que de boulangeries, sans compter les différences provenant de clientèles particulières ou de questions de transport. Un boulanger fournissant presque uniquement une clientèle d'employes de bureau commençant leur travail à huit heures, n'aura pas les mêmes obligations que celui qui fournit une clientèle de cheminots ou de postiers ambulants, pour qui la relève s'effectue à quatre heures du matin et qui, à cette heure-là, réclament leur petit pain ou leur croissant. Deux boulangers ayant la même clientèle ne commenceront pas leur travail à la même heure s'ils sont différemment outillés; l'un peut disposer de fours plus petits et être obligé de faire un plus grand nombre de fournées que l'autre, et, par conséquent, commencer son travail plus tôt, pour pouvoir disposer au même moment d'un approvisionnement suffisant; l'un peut disposer de fours de même capacité, mais plus ou moins rapides; avec un matériel identique, des procédés, des habitudes de travail, peuvent amener des différences de temps considérables.

C'est pour cette raison qu'il n'existe pas, dans une ville déterminée, une heure uniforme à laquelle les boulangers commencent leur travail; certains commenceront par exemple à minuit, et dans certains cas on pourra même parler d'une heure moyenne, mais d'autres boulangers commenceront leur travail dès dix heures du soir, voire avant, et d'autres, au contraire, ne commenceront pas avant quatre ou cinq heures du matin. Il est évident qu'ils

ne seront pas touchés de la même façon par une législation interdisant, avant telle ou telle heure, la fabrication du pain.

Malgré cela, il semble qu'on puisse parler d'une opinion patronale et dire qu'elle nie l'opportunité d'une réglementation. Comment soumettre à un texte unique des entreprises si différentes entre elles ? La liberté est au contraire la seule façon d'établir une espèce d'égalité au point de vue concurrence : leur but étant de fournir, à un moment donné, du pain au consommateur, toutes les boulangeries ne pourront y arriver qu'à la condition de pouvoir décider, avec une entière liberté, l'heure à laquelle elles doivent commencer leur travail, pour être prêtes pour la vente. Une réglementation risquerait simplement de créer un monopole au profit de celles qui, seules, grâce à des procédés de fabrication spéciaux, pourront à peu près donner satisfaction au consommateur en temps voulu. Les autres seront condamnées à se transformer si elles le peuvent, ou à disparaître.

Au point de vue du principe même, les patrons sont, ainsi, contre toute interdiction du travail de nuit dans la boulangerie, mais ce principe, tout au moins en partie, est devenu un texte de loi; nous devons nous demander quelle est l'attitude des patrons boulangers envers la loi du 28 mars 1919, article 20 du Livre II du Code du Travail.

Le premier reproche a trait à la concurrence déloyale ainsi provoquée entre les boulangers assujettis à la loi et ceux qui ne le sont pas, autrement dit entre ceux qui peuvent bénéficier du régime d'exception prévu par la loi et ceux qui ne le peuvent pas, en raison de l'importance de leur entreprise ou de leur situation personnelle, âge, santé.

Le second reproche a trait à cette situation toute par-

ticulière dans laquelle se trouvent les boulangers : des raisons exposées précédemment ont fait que l'application de la loi n'a pu se faire dans des conditions normales; les patrons sont, pour ainsi dire, dans l'obligation de violer la loi, et, comme le texte existe, ils sont constamment sous la menace des procès-verbaux auxquels cette violation les expose. Ils sont à la merci de la dénonciation d'un ouvrier mécontent, d'un syndicat, voire d'un concurrent, ou même d'un voisin qu'importune le bruit du pétrin mécanique. Tout dépend, pour eux, des dispositions plus ou moins conciliantes de l'inspecteur du travail, et de la plus ou moins grande agressivité du syndicat ouvrier local.

Le cas de Paris est typique. On peut avancer, malgré que les autorités administratives s'en défendent, que la boulangerie, dans cette ville, bénéficie d'une tolérance tacite, qui permet de commencer à faire travailler à minuit. Mais cette tolérance n'a rien d'officiel, elle dépend d'un changement de ministère, et, si elle sert de prétexte à un inspecteur du travail conciliant pour ne pas agir, elle ne suffit pas pour arrêter un inspecteur obstiné. C'est une insécurité perpétuelle, le régime de la délation, favorisé, comme nous l'avons vu, à certains moments, par les pouvoirs publics. Beaucoup de patrons préféreraient encore le régime de l'interdiction totale à cette demi mesure aux conséquences si malheureuses.

Les patrons boulangers opposent ensuite à l'interdiction du travail de nuit des arguments d'une origine toute différente et d'une valeur qui peut n'être que temporaire : des arguments d'ordre économique en relation avec la question du blé.

La crise du blé a pour cause, entre autres, la diminution de la consommation du pain. L'institution du travail

de jour n'aurait pour résultat que d'aggraver la situation, car le travail de jour amènerait une baisse de qualité du pain, et l'obligation dans laquelle il met le consommateur de se contenter en partie de pain rassis. accentuerait la baisse de la consommation causée par la baisse de qualité. Les patrons sont sollicités en même temps par le Ministère de l'Agriculture, qui leur demande de faire tous leurs efforts pour développer la consommation, et par le Ministère du Travail, qui leur demande une application plus stricte de la loi sur l'interdiction du travail de nuit, interdiction qui aurait comme résultat le plus net sur le consommateur, celui de lui « faire passer le goût du pain ».

Pour toutes ces raisons, les patrons boulangers demandent l'abrogation de la loi de 1919.

Sur le plan international, comme un intervalle de dix ans se sera écoulé en 1938, depuis que le texte adopté par la Conférence Internationale du Travail en 1925 est devenu convention, il est probable que les patrons mettront tout en œuvre, à ce moment-là, pour provoquer une nouvelle discussion du problème. Cette attitude résulte des dernières réunions de l'Union Internationale de la Boulangerie. Un rapport italo-franco-belge serait en préparation (1).

Le point de vue ouvrier, lui non plus, n'a pas, depuis le début, subi des changements considérables. La suppression totale du travail de nuit est toujours demandée, sans dérogations, ni permanentes, ni temporaires. La limite fixée par la loi de 1919, quatre heures du matin, pas plus

(1) Il se pourrait que le Gouvernement italien lui-même agisse dans le même sens.

que celle fixée par la proposition de loi votée en 1925 par la Chambre des Députés, cinq heures du matin, n'est considérée comme définitive : c'est une étape vers le travail de jour intégral, qui, lui, ne saurait commencer avant six heures du matin. Enfin, il est considéré comme indispensable que l'interdiction soit générale, c'est-à-dire qu'elle s'étende à la fabrication du pain par le patron comme par l'ouvrier.

En conséquence, les ouvriers souhaiteraient l'adoption, par le Sénat, du texte voté par la Chambre en 1925, après suppression, si possible, de l'amendement relatif aux dérogations. En attendant, ils réclament l'application stricte de la loi actuellement en vigueur.

Nous devons nous demander maintenant si ce « point de vue ouvrier s'identifie bien avec le point de vue de tous les ouvriers boulangers de France. Ce « point de vue ouvrier » est celui qui fut développé à la Conférence Internationale du Travail par le délégué ouvrier français, celui dont il a été tenu compte au cours des discussions de la loi de 1919 et de la proposition de loi de 1925; on pourrait presque parler de « point de vue officiel ». Mais c'est avant tout celui de la Confédération Générale du Travail. Or, le point de vue de la C. G. T. ne représente pas nécessairement l'avis de l'ensemble des ouvriers boulangers.

Nous trouverons, dans les coopératives, des ouvriers qui sont d'un avis opposé. Mais surtout la boulangerie n'est pas une profession dans laquelle les ouvriers soient très syndiqués, les dirigeants leur ont reproché bien souvent leur froideur et leur manque de « tempérament syndical ». La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Alimentation ne groupe pas plus de 6.500 membres. Même en supposant que ce ne soit que des ouvriers boulangers, le

total est bien peu élevé, par rapport au nombre total des ouvriers boulangers.

De plus, il s'en faut pour que tous les ouvriers boulangers syndiqués aient les mêmes idées sur le travail de nuit, que le secrétaire général de la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Alimentation, M. A. Savoie. Nous avons déjà cité l'avis du secrétaire du syndicat des ouvriers boulangers d'une grande ville de l'Est : il reconnaissait l'inévitabilité du travail de nuit.

Nous sommes loin de l'unanimité.

A part la question des transports, spéciale aux grandes villes et surtout à Paris, les ouvriers boulangers sont souvent partisans du travail de nuit pour les raisons suivantes :

Ils reconnaissent que le travail de jour entraînant une baisse inévitable de la consommation du pain, ils en subiront les premiers les conséquences. D'autre part, le travail de nuit leur donne normalement droit à un salaire très élevé, il a atteint et même dépassé 100 francs par jour, à un certain moment; quoiqu'une baisse prochaine soit à prévoir, il est resté fort au dessus des salaires payés dans les autres professions. Enfin, si les ouvriers boulangers acceptent des conditions de travail extrêmement dures et s'ils acceptent de travailler la nuit, c'est parce que le métier de boulanger offre la particularité suivante : dans ce métier, tout ouvrier sérieux est assuré de devenir patron lui-même à bref délai.

Une étude qui jette une certaine lumière sur le vrai point de vue ouvrier, par opposition à un point de vue qui est surtout syndical, est celle des conventions collectives, très répandues dans la boulangerie. Il est remarquable que

ce contrat, si peu employé dans notre pays et qu'on ne rencontre guère que dans la grosse industrie et dans le textile, soit si fréquent dans la boulangerie. On a cherché à expliquer ce phénomène de bien des façons. On a parfois avancé que cette fréquence des contrats collectifs provenait de ce que les ouvriers boulangers étaient restés très unis, témoin les vestiges des anciens compagnonnages qu'on retrouve dans certaines de leurs sociétés, par exemple les Compagnons et Aspirants Boulangers du Devoir du Tour de France (1). Mais cette explication n'est pas suffisante; en effet, ces associations ne s'occupent en aucune façon des contrats collectifs et laissent ces questions « techniques » aux syndicats.

On a proposé aussi l'explication suivante : Les ouvriers boulangers possèdent, en l'article 20 du Livre II du Code du Travail, une arme remarquable, grâce à laquelle ils ont pu faire adopter aux patrons les contrats collectifs. Cette explication est aussi insuffisante, car on peut trouver trace des contrats collectifs dans la boulangerie, avant même le vote de la loi de 1919.

On rencontre enfin cette dernière explication : Le pain est une denrée tarifée par l'autorité administrative, on ne peut pas le vendre à un prix quelconque. Dans la marche de son établissement étant donné la fixité relative du prix du pain, en effet ces prix sont déterminés par l'autorité, d'après une méthode assez longue, le boulanger est à la merci de tout ce qui peut amener une perturbation dans

(1) Cette association à principe mutualiste, fondée en 1811, a son siège central à Blois. Elle possède des sections à Lyon, Troyes, Tours et Nîmes. Elle a gardé fidèlement les anciennes coutumes des compagnons boulangers, y compris la pratique du Tour de France. A Paris, la « cayenne » des Compagnons du Devoir est située 16, rue Charlot.

son prix de revient. Or l'usage des contrats collectifs introduit dans les salaires un élément de fixité; c'est pour cette raison que les patrons boulangers les acceptent de moins mauvaise grâce que dans les professions dans lesquelles la fixité du salaire, aussi importante qu'elle soit, l'est moins que dans la boulangerie.

Ces conventions collectives sont d'un grand secours pour préciser l'avis des ouvriers sur l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie.

Si, dans les premières années qui suivirent le vote de loi de 1919, de 1920 à 1923, on relève un grand nombre de contrats collectifs conclus dans le but de favoriser l'application du travail de jour (1), on constate que, depuis, si les contrats collectifs ont continué à être nombreux, ils sont muets sur la question de travail de nuit, et règlent surtout des questions de salaire ou encore l'application de la loi de huit heures ou du repos hebdomadaire, ou même encore l'octroi de congés annuels payés. Non seulement ces contrats collectifs sont muets sur la question du travail de nuit, mais parfois ils établissent un régime des plus nets de dérogations au principe de la loi de 1919. Nous avons déjà mentionné le contrat collectif conclu à Tours le 13 décembre 1930, en présence de l'inspecteur du travail et aussi du Juge de Paix, qui, tous les deux, ont apposé leur signature au bas du texte. Après avoir réglé différentes questions relatives au salaire et au délai-congé, le contrat collectif stipule, dans son article 16, que « les ouvriers commenceront le travail à deux heures. Toutefois, lorsque sera décidée l'application du repos collectif, le travail pourra commencer, la veille de ce repos, à

(1) Voir les Bulletins du Ministère du Travail de ces années-là. Voir spécialement ceux des mois d'avril-mai-juin 1923.

minuit ». On peut, à juste titre, être étonné que l'inspecteur du travail et surtout le Juge de Paix aient signé une telle convention, qui nous paraît être nulle et qui, d'ailleurs, n'est pas restée longtemps en vigueur; c'est en tout cas la preuve que certains ouvriers boulangers sont, dans une certaine mesure, partisans du travail de nuit. Cette convention n'est pas seule dans son genre; la première a été conclue à Bordeaux, dès 1923. Il y en a d'autres. Actuellement, une convention de ce genre est en préparation dans les Basses-Pyrénées. Dans ce dernier cas, le syndicat ouvrier fait des concessions importantes sur l'application de la loi sur l'interdiction du travail de nuit, en l'échange de congés annuels payés assez considérables. Ainsi apparaît la vraie utilité, pour l'ouvrier boulanger, de l'interdiction du travail de nuit. C'est un moyen de pression grâce auquel il obtiendra telle ou telle réforme. Quant au travail de nuit lui-même, il acceptera assez facilement son maintien, il se rend compte des difficultés auxquelles se heurte sa suppression.

Cet aperçu rapide de la position actuelle des patrons et des ouvriers, devant le problème de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie montre cette opposition profonde que nous avons plusieurs fois signalée. Elle se retrouve aussi bien devant le Conseil Supérieur du Travail que devant le Parlement français ou devant la Conférence Internationale du Travail. Cette opposition de vue est aggravée par un manque absolu d'esprit de conciliation.

Combien rares ont été les tentatives faites pour trouver un terrain d'entente. Elles ont échoué à cause du refus des parties à faire la moindre concession.

Le Ministère du Travail, par l'intermédiaire du Direc-

teur du Travail, M. Ch. Picquenard, a tenté un rapprochement entre partisans et adversaires du travail de nuit, par le moyen des commissions mixtes. Deux importantes réunions eurent lieu les 21 mai et 3 juillet 1931. On ne put que constater qu'aucun accord n'était possible.

On fit cependant l'intéressante suggestion suivante : l'application, à la boulangerie, de la procédure de l'article 43 a du Livre II du Code du travail (1), relative au repos hebdomadaire par fermeture des magasins d'une région déterminée, après accord entre les syndicats patronaux et ouvriers intéressés. Cette procédure aurait été employée pour fixer, par région, une heure uniforme de commencement du travail dans les boulangeries, heure avant laquelle la fabrication du pain eut été interdite aux patrons comme aux ouvriers.

Cette suggestion fut accueillie sans enthousiasme par les patrons, qui préférèrent les ententes normales, dans le cas où elles sont possibles, niant l'action d'une loi dans les autres cas.

Les ouvriers eux-mêmes n'accueillirent pas mieux cette suggestion.

Il n'est pas douteux qu'une entente au sujet de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie, ne s'effectue pas dans les mêmes conditions qu'une entente au sujet du repos hebdomadaire. Dans ce dernier cas, en général, tout le monde est d'accord sur le principe, ce n'est souvent qu'une question de réalisation d'ensemble. Pour la boulangerie, il faut que les patrons, qui ne sont pas d'accord entre eux, s'entendent avec les ouvriers, eux, d'opinion radicalement opposée.

(1) Loi du 29 décembre 1923.

Chapitre III

LE POINT DE VUE DES BOULANGERIES COOPÉRATIVES

La boulangerie coopérative est aussi vieille que la coopération elle-même. Le premier achat des Equitables Pionniers de Rochdale fut un sac de blé.

En France, fondée en 1867, la boulangerie coopérative de Villers-Guislain, dans le Cambrésis, est toujours en activité. C'est il y a quarante ans qu'à l'imitation de la Belgique, furent créées toutes les coopératives du Nord. Dans cette région seulement, la production annuelle atteignait 70.000 quintaux de pain. Aujourd'hui, elle intéresse plus d'un million de consommateurs.

Longtemps, les coopératives participèrent au mouvement en faveur de l'interdiction pure et simple du travail de nuit dans la boulangerie. Leur position particulière dans les débats ne date que du jour où, les progrès de la technique et des transports l'ayant rendue possible, les coopérateurs français, ainsi que certaines entreprises dites capitalistes, s'orientèrent vers la boulangerie industrielle, vers l'usine à pain, devancés d'ailleurs par la Belgique, l'Angleterre et l'Allemagne.

Peu à peu, dans notre pays, apparurent des installations telles que la boulangerie de l'Assistance Publique, à

Paris, celles d'Houdain et de Carvin, celle de Clermont-Ferrand, due aux établissements Michelin, enfin les usines coopératives de Flines-les-Raches et de Caudry, la dernière en date et la plus moderne. Toutes ces usines à pain sont situées dans le Nord et aux environs de Paris; il y en a également en Alsace, à Mulhouse, à Colmar, à Illkirch-Graffenstaden.

La caractéristique de ces installations est que tout s'y fait mécaniquement. La manutention des farines, le pétrissage, le divisage et le façonnage de la pâte, enfin l'enfournement, la cuisson et le défournement, sont effectués par des machines perfectionnées, qui réduisent le rôle du personnel à un simple rôle de surveillance.

La vente s'effectue dans des succursales approvisionnées par camion automobile. La zone d'action d'une usine à pain s'étend à plus de 25 kilomètres à la ronde.

Dans ces usines à pain, en plus de l'avantage qui résulte, pour lui, de ce fait que tout travail pénible est écarté par la substitution de la machine à l'homme, l'ouvrier bénéficie de larges locaux bien aérés, bien éclairés, il a à sa disposition des lavabos, des douches, des vêtements de travail, les lois sociales lui sont strictement appliquées, des congés payés pouvant aller jusqu'à trois semaines lui sont accordés, enfin la pratique du travail par équipes ne l'astreint au travail de nuit qu'une semaine sur trois.

Une réglementation qui ne se base que sur le fournil, sans tenir compte de ces établissements qui présentent avec lui une différence à peu près complète, leur porte forcément préjudice, et peut même aller jusqu'à compromettre leur existence même.

D'après un résumé contenu dans un document établi

par le Bureau International du Travail, sur l'attitude des organisations coopératives, à l'égard du problème du travail de nuit dans les boulangeries, les observations recueillies au sujet de son interdiction sont les suivantes :

1) « Si le travail de nuit est interdit dans les boulangeries, sans distinction ni atténuation d'aucune sorte, l'exploitation discontinue, en mettant les grandes boulangeries dans l'impossibilité d'utiliser à plein leurs installations, en alourdissant leurs frais généraux et leurs dépenses d'amortissement, sans leur donner la compensation d'une production accrue, font perdre à ces entreprises une partie importante de leur supériorité économique.

2) Les inconvénients qui résultent, pour les grandes boulangeries, du fait que le lieu de fabrication est généralement éloigné du lieu de vente, sont accentués, et ces établissements sont empêchés, dans la plupart des cas, d'être prêts à la vente en même temps que les boulangeries artisanes, où le magasin est attenant au four.

3) Les boulangeries artisanes échappent à la loi ou à son application. Dans certains pays, elles sont placées en dehors du champ d'application de la loi. Lorsqu'elles y sont soumises, elles ont la possibilité de ne pas l'observer. Dans les petites localités, le contrôle est pratiquement impossible et le boulanger, avec ou sans aide, peut travailler la nuit entière derrière des portes fermées. Dans les villes moyennes et grandes, l'action des organisations ouvrières établit un certain contrôle, mais ce contrôle est d'autant moins satisfaisant que les petites boulangeries emploient surtout des apprentis non syndiqués. Les coopératives italiennes signalent même que l'application de la loi se heurte, en Italie, à une sorte de solidarité qui s'établit entre petits patrons et ouvriers boulangers : l'ouvrier

boulangier entretient l'espoir de devenir patron dans la boulangerie, et, d'une façon générale, il redoute le développement de la grande entreprise de boulangerie qui écarterait de lui la possibilité de s'émanciper de sa condition de salarié. Seules les boulangeries industrielles n'ont généralement ni la volonté ni la possibilité, puisqu'à leur égard le double contrôle de l'inspection du travail et des organisations ouvrières est efficace, d'enfreindre les prescriptions de la loi ».

L'interdiction du travail de nuit a, pour la boulangerie industrielle, d'autres inconvénients d'ordre plus particulier, celui qui résulte, par exemple, d'une interruption dans l'emploi de ce four en général employé dans ces boulangeries : le four dit à feu continu. Ce four, pour être utilisé de façon normale, doit fonctionner sans interruption. En plus de la perte considérable de calories causée par un arrêt dans son fonctionnement, le réchauffage de ce four amène une dépense supplémentaire appréciable en combustible.

En plus de cette augmentation du prix de revient, qui diminue sensiblement les chances des boulangeries coopératives, dans leur concurrence avec la boulangerie artisanale, certaines fabrications devront cesser, celle du petit pain notamment, qui est plus avantageuse que celle du pain ordinaire.

Il faut enfin noter que le travail de jour présente, pour la boulangerie industrielle, des inconvénients souvent plus graves que pour la boulangerie artisanale. Il en est ainsi des questions de transport du personnel, transport rendu délicat par l'heure à laquelle il se pose. Etant donné que les grandes boulangeries emploient un personnel nombreux, il leur est parfois nécessaire de le recruter assez loin de

l'usine. On a vu des ouvriers obligés d'utiliser des dortoirs mis à leur disposition par les boulangeries, dans l'impossibilité où ils se trouvaient de rejoindre leur usine à quatre heures du matin.

Cette situation critique de la grande boulangerie se traduit, dans tous les pays ayant interdit le travail de nuit, par l'accroissement du nombre des boulangeries artisanales et par un arrêt du développement de la grande boulangerie et du progrès social qu'elle implique.

Pour la boulangerie à forme coopérative, la question est peut-être encore plus grave, du fait qu'elle ne saurait être considérée que comme un maillon de cette chaîne que constitue la coopération depuis le champ de blé jusqu'au consommateur. C'est de l'exploitation de meuneries-boulangeries dont il s'agit, plutôt que de boulangeries au sens étroit du mot. C'est vers ce système que se sont orientées les coopératives françaises. C'est, par conséquent, le système en entier qui est en question.

Il n'est pas étonnant que, dans la situation où elle se trouve, la grande boulangerie ait adopté, vis à vis du problème de l'interdiction du travail de nuit, une attitude propre.

L'initiative en revient aux sociétés coopératives, pour cette raison que les boulangeries coopératives se sont lancées le plus à fond dans l'industrialisation de leurs procédés de fabrication. Nous venons de montrer, d'autre part, que le problème a, pour elles, une ampleur toute particulière, qu'elle défendent en réalité toute une politique du blé.

Nous avons signalé (1), au cours de la session de 1911

(1) Page 37.

du Conseil Supérieur du Travail, l'amendement proposé par M. Charles Gide; ce n'est qu'une anticipation; à cette époque, les coopératives luttent pour l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie.

Ce n'est que postérieurement à la loi du 28 mars 1919 qu'on verra se dessiner la thèse des coopératives.

Au cours de la dix-huitième session du Conseil (avril 1923), lors de la fixation de l'ordre du jour de la session suivante de la Conférence Internationale du Travail, le délégué patronal français avait montré les conséquences de l'interdiction du travail de nuit pour les boulangeries industrielles, en particulier pour les boulangeries coopératives. Le huitième point du questionnaire fourni aux Gouvernements, par le Bureau International du Travail, montre que le problème est posé dès ce moment là.

Dans la Commission qui a préparé les sessions de 1924 et de 1925 de la Conférence, le point de vue des coopérateurs fut entendu; M. Poisson, secrétaire de la Fédération Nationale des Cooperatives de Consommation, exposa le point de vue français; mais ces exposés ne dépassèrent pas le cadre de la Commission et on peut dire que la Conférence ne s'en occupa pas beaucoup.

C'est au cours du treizième Congrès National des Cooperatives de Consommation que fut fixée définitivement l'attitude des coopératives envers le problème de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie. Le document capital est l'ordre du jour adopté par le Conseil Central de la Fédération Nationale des Cooperatives de Consommation (1).

(1) « Le Conseil central de la F.N.C.C., après examen du projet de loi tendant à la suppression du travail de nuit dans les boulangeries pendant devant le Sénat, constate que ce projet ne donne

A la suite de cet ordre du jour se rapportant au projet de loi nouveau, pendant devant le Sénat, le Conseil central proposait deux amendements. L'un substituait une obligation à la simple faculté que donnait au préfet le texte de la proposition de loi, de fixer les heures de vente et de portage du pain. Le second amendement établissait purement et simplement un régime spécial pour la boulangerie fonctionnant avec trois équipes de huit heures : de même que la fabrication ménagère, la fabrication effectuée dans les conditions ainsi déterminées restait en dehors du champ d'application de la loi .

Quelques temps après, l'adversaire irréductible du tra-

aucune satisfaction aux boulangeries coopératives, de quelque catégorie qu'elles soient. Dans sa rédaction, il n'a été tenu aucun compte des observations ou desiderata présentés en leur nom, à maintes reprises, jusqu'à l'Assemblée générale du Bureau International du Travail à Genève.

» Si ce projet de loi était voté tel qu'il est rédigé, il aurait pour résultat certain et immédiat d'entraîner la fermeture de toutes les grandes boulangeries, dites boulangeries coopératives industrielles, qui sont, à l'heure actuelle, les facteurs véritables de la réglementation du prix du pain dans un grand nombre de localités. Ainsi, ce serait la disparition d'institutions créées grâce à l'effort de milliers de consommateurs associés qui verraient, de ce fait, leurs propres ressources complètement anéanties.

Au surplus, ce projet favorise dans tous les cas les patrons boulangers au détriment de toutes les boulangeries coopératives qui, aujourd'hui, se comptent par milliers et groupent plus d'un million de consommateurs, dans les villes comme dans les campagnes.

» Sans s'opposer au principe même de la suppression du travail de nuit dans les boulangeries, le Conseil central fait cependant remarquer que cette question ne présente plus le même intérêt social aujourd'hui qu'au temps où il n'y avait pas la loi de huit heures, pas de repos hebdomadaire et pas de législation relative aux conditions d'hygiène dans les fournils, lesquels sont, du reste, transformés le plus souvent par l'emploi des moyens techniques modernes de production.

» Le Conseil central fait également observer que le projet actuel n'interdit pas la vente du pain frais avant une certaine heure et que,

vail de nuit dans la boulangerie, M. Justin Godart lui-même, adoptait la thèse des coopératives.

L'occasion fut les difficultés éprouvées par la boulangerie coopérative de Caudry, Nord. Entré en fonctionnement le 15 mai 1930, cet établissement, d'une capacité de production journalière de 23.000 kilogrammes de pain, est un des plus modernes qui existent. C'est le type achevé de l'usine à pain. Les ouvriers avaient été constitués, au début de 1931, en coopérative de main-d'œuvre; un jugement du Tribunal correctionnel de Cambrai venait de leur refuser la qualité de patrons et avaient, en conséquence, condamné la coopérative de consommation pour violation de l'article 20 du Livre II du Code du Travail.

par là même, il rend inopérantes et inapplicables les dispositions concernant les heures de fermeture des fournils.

Ce projet de loi est, en fait, une prime à la régression économique et en faveur des petites boulangeries restées encore attachées à des modes de production fort arriérés et cela particulièrement au détriment des grandes boulangeries coopératives, fonctionnant avec le système des trois équipes travaillant huit heures, boulangeries à grand rendement grâce à un outillage perfectionné et à la technique mise en œuvre. Les conditions d'hygiène assurées et l'emploi de ces moyens permettent d'affirmer que le travail de nuit par roulement toutes les trois semaines ne présente pas plus d'inconvénients que dans beaucoup d'autres industries : P.T.T., chemins de fer, compagnies de transports, et beaucoup moins que dans certaines autres qui touchent à la fabrication des produits chimiques et industries à feu continu.

» Les sociétés coopératives de boulangeries qui seraient atteintes par la loi sont les seules à assurer toutes les conditions d'hygiène ; elles sont seules aussi permettant une très grosse économie dans la fabrication, contribuant ainsi à une baisse constante et importante du prix du pain.

» Le Conseil central, ému par cette situation, décide de faire toutes démarches utiles auprès des Commissions compétentes du Sénat ainsi qu'auprès du Ministre du Travail afin d'obtenir que le projet soit modifié en tenant compte des observations ci-dessus et afin que en fait, la loi n'aboutisse pas à l'interdiction des procédés techniques modernes dans la fabrication du pain. »

M. Justin Godart fit, une première fois, connaître son opinion dans un article du 30 mai 1931, paru dans le « Coopérateur de France ». « Si demain, ainsi se terminait cet article, dans des usines claires, aérées, où la peine de l'homme est allégée, voire supprimée par la machine, on fait le pain à des heures de nuit présentement prohibées, je n'y verrai aucun inconvénient, à condition que, comme dans les usines à feu continu, il y ait un roulement et qu'alternent, pour chacun, les quinzaines ou les semaines de jour avec les quinzaines ou les semaines de nuit ».

Enfin, reprenant tout simplement les suggestions du Conseil central de la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation (1), il déposait, le 17 mars 1932, sur le bureau du Sénat, la proposition de loi suivante (2) :

Article unique

Sont ajoutés à l'article 20 du livre II du Code du Travail les paragraphes suivants :

« Cette interdiction ne s'applique pas lorsque la fabrication du pain et de la pâtisserie est faite par équipes, en raison d'un outillage complètement mécanique, fonctionnant dans des conditions techniques assimilables à celles des usines à feu continu.

» Des arrêtés préfectoraux pourront fixer, pour une ville déterminée, une heure uniforme de mise en vente du pain ».

Cette proposition de loi fut différemment accueillie. La question de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie montre, sous un aspect très intéressant, les relations entre les syndicats ouvriers et les coopérateurs. L'at-

(1) M. Justin Godart n'envisage, cependant, qu'une fixation éventuelle, par le préfet, de l'heure de mise en vente du pain.

(2) Doc. parl. Sénat, année 1932, n° 287.

titude prise au treizième Congrès National des Coopératives de Consommation et précisée par la proposition de loi Godart, donne une idée de ces relations dans une phase aigue.

Au point de vue syndical un peu étroit, les coopérateurs opposent un point de vue infiniment plus nuancé; les nécessités de la production ne sont pas délibérément ignorées, le consommateur est pris en considération; les coopérateurs savent, enfin, que le pain est fait avec du blé.

Cette opposition de vues s'est manifestée toutes les fois que les délégués syndicaux et coopérateurs se sont trouvés en présence, par exemple au cours des essais tentés par le Ministère du Travail, sans résultats d'ailleurs, pour trouver un terrain d'entente entre patrons, ouvriers et coopérateurs.

Cette opposition a aussi donné lieu à de nombreux articles de journaux, dans lesquels les deux parties tentaient de justifier leur attitude, et, sous cet aspect, le conflit entre coopérateurs et syndicalistes rappelle curieusement les attaques contre le patronat, et, parfois, ne lui cède en rien, au point de vue de la virulence.

Il est fait deux reproches principaux à la thèse des coopérateurs. On lui reproche d'abord de constituer un nouvel obstacle à la réalisation déjà si laborieuse d'une interdiction effective du travail de nuit.

Les autres reproches proviennent de l'hostilité générale des ouvriers envers l'industrialisation de la boulangerie. Certains nient qu'elle soit possible, d'autres nient qu'elle soit opportune. Beaucoup d'ouvriers boulangers nourrissent l'espoir de devenir un jour eux-mêmes patrons, c'est un facteur très important de leur psychologie et qui explique, dans de nombreux cas, leur attitude;

ceux-là aussi seront en principe opposés à une industrialisation rapide de la boulangerie.

L'attitude syndicale envers l'industrialisation de la boulangerie (1), jadis très nette, est peut-être en train d'évoluer (2).

Les milieux patronaux, eux, voient dans la thèse des coopératives un argument sérieux en faveur de la liberté du travail, mais ils ne sauraient accepter la solution proposée par M. Justin Godart.

A la suite d'un rapport de M. H. Lebel, la Chambre de Commerce de Paris s'est prononcée dans ce sens, au cours de l'assemblée générale du 25 mai 1932.

Elle souligne qu'il est très exact que l'usine à pain constitue un réel progrès et rappelle que la petite boulangerie, de son côté, a procédé à une amélioration parallèle. Mais elle estime qu'il serait inadmissible de créer un régime spécial en faveur de la boulangerie industrielle, car « le palliatif envisagé, de déterminer, par arrêté préfectoral éventuel, l'heure de mise en vente du pain, demeurerait pratiquement inopérant pour maintenir l'égalité de traitement, tant en fait que devant la loi, entre l'entreprise modeste de petite boulangerie et la puissante organisation de l'usine à pain ».

(1) Voir dans « Le Peuple » du 3 août 1932, un article de M. Savoie intitulé « L'industrialisation de la boulangerie ».

(2) Dans un article du « Travailleur de l'Alimentation » de juillet-août 1935, M. Savoie s'exprime ainsi : « Si les patrons boulangers... veulent, à l'encontre de tout progrès social, continuer à résister à toute amélioration des conditions de travail des ouvriers boulangers... il arrivera un moment où la question se posera pour les organisations ouvrières à savoir si, au lieu de résister à l'industrialisation, il ne sera pas nécessaire de cesser cette résistance et voire même faciliter cette transformation. »

La fixation de l'heure de mise en vente du pain pose d'abord la question de savoir s'il serait possible d'appliquer une telle mesure. On ne voit pas, étant donné le nombre des boulangeries, comment quelques inspecteurs du travail arriveraient à faire respecter la loi; ajoutons que, comme c'est le cas sous le régime actuel, les entreprises coopératives seraient très aisément surveillées.

Mais la question se pose aussi de savoir, avant tout, s'il est opportun de réglementer ainsi la vente du pain. Une telle réglementation ne fait pas un très grand cas du consommateur. Il réclame, lui, du pain frais. Comment s'approvisionneront, dans les campagnes, ceux qui s'en vont, de bon matin et pour la journée, aux champs ?

Une telle mesure aurait pour conséquence une diminution de la consommation du pain. Ce ne serait pas, d'autre part, le moyen de lutter contre la perte du goût lui-même du pain, qui commence à être sensible en France.

Il semble que les coopératives n'aient adopté ce palliatif que d'une façon toute provisoire, en se rendant compte de son caractère artificiel. Elles sont prises entre le désir de ne pas rompre totalement avec leur ancienne attitude et la difficulté que rencontre un régime qui établirait une différenciation entre la boulangerie industrielle et la petite boulangerie.

Cette attitude n'est peut-être que provisoire et l'évolution devrait normalement s'effectuer dans le sens de la liberté de travailler et de faire travailler, réclamée au profit de tout le monde. L'ordre du jour adopté par le Conseil Central des Coopératives de Consommation en 1926 ne remarque-t-il pas que l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie « ne présente plus le même intérêt social

aujourd'hui qu'au temps où il n'y avait pas la loi de huit heures, pas de repos hebdomadaire et pas de législation relative aux conditions d'hygiène dans les fournils, lesquels sont, du reste, transformés le plus souvent par l'emploi des moyens techniques modernes de production » ? Le Conseil Central des Coopératives de Consommation ne souligne pas, là, les perfectionnements adoptés par la boulangerie coopérative industrielle, mais la transformation de la boulangerie toute entière.

Cette attitude particulière des grandes boulangeries industrielles, surtout des boulangeries coopératives, n'est pas spéciale à la France, elle se retrouve dans de nombreux pays étrangers; d'ailleurs elle s'est manifestée souvent avec plus de force que dans notre pays et a souvent réussi à obtenir un traitement de faveur au profit des grandes boulangeries

Nous avons déjà signalé qu'elle constitue un des principaux obstacles à la ratification de la Convention sur le travail de nuit dans les boulangeries.

L'Italie la première, n'avait pas caché, dans sa lettre au Bureau International du Travail donnant les raisons de sa non ratification de la Convention, son intention de prendre, dans un bref délai, des dispositions spéciales en faveur de la grande boulangerie, et, par conséquent, en contradiction formelle avec la Convention Internationale (1).

Nombreux sont aujourd'hui les pays où la question se pose d'accorder un régime spécial à la boulangerie industrielle.

En Allemagne, les efforts de l'Association Centrale des

(1) Voir page 121.

Coopératives de Consommation sont très anciens, et l'ordonnance du 5 juin 1931 autorise le Ministère du Travail à suspendre l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries, aux conditions suivantes :

1) qu'il s'agisse d'entreprises faisant travailler 3 équipes au moins,

2) que l'entreprise soit située dans une ville de 100.000 habitants au moins (sauf circonstances spéciales),

3) que seuls soient appelés à travailler la nuit les ouvriers du sexe masculin âgés de 18 ans au moins.

Les coopératives allemandes ont souvent demandé que soit supprimée la seconde condition.

Depuis lors, l'Allemagne a adopté plusieurs nouveaux textes relatifs à l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie; notamment un texte du 26 mars 1934 a introduit le principe de l'interdiction de la vente du pain avant une heure donnée du matin.

En Belgique, pays où les boulangeries coopératives sont particulièrement développées, ces dernières sont en conflit d'opinion, au sujet du travail de nuit, avec les syndicats des industries alimentaires; malgré ses profondes attaches avec le parti socialiste, les coopératives socialistes belges viennent de se prononcer, lors de leur congrès tenu à Louvière au mois de juin 1931, en faveur de la suppression de l'interdiction du travail de nuit qui avait été votée en 1926.

En Suisse, l'Union des sociétés de consommation s'est, dès 1925, prononcée contre la Convention Internationale.

En Tchécoslovaquie, les coopératives se sont jointes aux grandes boulangeries privées, pour demander l'autorisation de travailler d'une façon continue.

Enfin, plusieurs pays autorisent effectivement le travail

de nuit dans les boulangeries industrielles : L'Italie, en vertu d'un décret royal du 17 mars 1927, la Lettonie, en vertu de modifications apportées à la loi du 11 mars 1927 par la loi du 14 juin 1928, en Pologne, aux termes de la loi du 18 décembre 1919, qui contenait des dispositions qu'on est arrivé à étendre, on a institué un régime spécial en faveur des boulangeries industrielles.

Tous ces pays mettent comme condition à l'octroi de ces dérogations que le travail ait effectivement lieu dans des conditions d'hygiène satisfaisantes et que le système des équipes n'astreigne l'ouvrier qu'à un travail de nuit par alternance.

Il est difficile de donner un avis sur l'attitude des boulangeries coopératives sans se prononcer sur le principe même de la coopération et sur la réalisation des plans d'établissement de grandes meuneries-boulangeries, réalisation conditionnée par l'octroi d'un régime légal qui leur permette de vivre à la différence de l'actuelle loi sur l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries.

Cependant, tout en écartant le principe de la création d'une boulangerie industrielle jouissant d'un régime de faveur nettement différent de celui de la boulangerie en général, on peut considérer l'attitude des coopératives comme un sérieux argument en faveur de la liberté du travail dans la boulangerie.

CONCLUSION

Il est très difficile d'adopter une attitude déterminée au sujet de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie. Notre ambition se bornait, du reste, au désir de présenter un exposé aussi fidèle que possible de la question et surtout de son évolution au cours de ces dernières années.

La difficulté du choix d'une attitude provient de la diversité des considérations auxquelles elle est soumise et entre lesquelles il faudra choisir, établir une sorte de classement. L'attitude finale dépendra de la place qu'occupe dans cette classification, par exemple le consommateur. Convient-il de le sacrifier purement et simplement en décrétant qu'il n'aura pas de pain frais avant une certaine heure du matin, ou convient-il de s'ingénier, au contraire, à lui procurer, au moment où il le désire, le pain frais qu'il réclame ? Convient-il de condamner la boulangerie industrielle, ou, au contraire, faut-il en favoriser le développement ?

L'attitude à prendre ne dépend pas exclusivement des conditions actuelles de la boulangerie, mais des conséquences qu'auraient, sur elle, l'adoption de telle ou telle attitude. En effet, le rétablissement de la liberté de travailler et de faire travailler la nuit, ou, au contraire, son interdiction complète, auraient sur les méthodes de travail dans ce métier, sur la condition des ouvriers, sur le

marche du blé et sur la place occupée par le pain dans l'alimentation générale, une importance considérable.

Nous avons, à propos de la thèse des coopérateurs, indiqué les raisons pour lesquelles il nous paraissait difficile de faire, parmi les boulangeries, deux catégories, celle qui est autorisée et celle qui n'est pas autorisée à travailler la nuit, et nous n'avons retenu la thèse des coopérateurs que comme un argument en faveur de la liberté.

Dans notre pays, il ne nous reste donc le choix qu'entre les trois solutions suivantes :

1) Une interdiction complète de la fabrication du pain pendant la nuit;

2) Le retour à la liberté complète de travailler ou de faire travailler la nuit;

3) Le maintien du statu quo, c'est-à-dire de l'article 20 du Livre II du Code du Travail dans sa rédaction actuelle.

Nous pensons que cette dernière solution est à rejeter. Il est possible, au point de vue patronal, de préférer cette solution de fortune à une interdiction complète, mais au point de vue théorique, cette solution présente de graves inconvénients.

Cette solution constitue, d'abord, une protection très imparfaite de l'ouvrier, surtout une protection très inégalement appliquée. Nous avons déjà, à plusieurs reprises, insisté sur les multiples inconvénients de ce régime pour les patrons boulangers : la concurrence entre les petits patrons pouvant travailler seuls ou aidés de leur famille, et les patrons qui, à cause de l'importance de leur entreprise, ou pour des raisons de santé ou d'incapacité à ce genre de travail, sont obligés de recourir à une main-d'œu-

vre salariée et sort, de ce fait, soumis à l'interdiction du travail de nuit.

Nous avons insisté aussi sur ce fait que cette concurrence met, pour ainsi dire, les boulangers dans l'obligation de violer la loi, et qu'ils y sont incités par la difficulté de surveillance résultant du nombre des fournils et de leur accès, en contraste avec le nombre des inspecteurs du travail, par l'impossibilité démontrée d'application normale qui en résulte.

Nous avons souligné le moyen de pression, l'arme de combat que constituait, pour les ouvriers, contre le patronat, cette interdiction, rôle peu en accord avec l'intention du législateur.

Il est, d'autre part, probable qu'à ce régime boiteux, les boulangeries coopératives elles-mêmes préféreraient encore une interdiction complète du travail de nuit, interdiction qui, si elle ne leur permet pas de bénéficier de la supériorité économique que leur confère, grâce à leur outillage perfectionné et à leurs méthodes modernes de travail, une utilisation continue de leurs installations, ne les met, du moins, pas tant en but à la concurrence de la boulangerie artisanale.

Ainsi, à tout point de vue, est absolument condamnable un texte de loi qui, loin de constituer une protection suffisante de l'ouvrier, fait bénéficier la petite boulangerie d'un quasi monopole et constitue une arme entre les mains des syndicats ouvriers, rôle en vue duquel elle n'a très certainement pas été votée.

La présence, dans une législation, de textes qui ne répondent pas ou qui ne répondent plus au but dans lequel

ils avaient été votés, est une cause d'affaiblissement pour cette législation.

Ainsi écartée cette troisième solution, nous ne restons plus en présence que des deux premières : soit l'interdiction complète, soit la complète liberté du travail de nuit dans la boulangerie.

Nous nous sommes efforcé d'étudier le problème de l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie du point de vue de son évolution au cours de ces dernières années. Cette évolution même tient une place importante dans notre conclusion.

En effet, si, dès les premiers temps, dès les débats au cours de la session de 1911 du Conseil Supérieur du Travail, nous nous serions prononcé en faveur de la liberté du travail de nuit dans la boulangerie, nous ne l'aurions fait qu'avec une certaine hésitation et en accordant, en tout cas, beaucoup plus de crédit aux arguments en faveur de son interdiction.

Parmi les considérations qui nous dictent cette attitude, certaines n'ont, pour ainsi dire, subi aucune évolution : ce sont, par exemple, celles relatives au consommateur. D'autres, au contraire, si elles subsistent, nous paraissent avoir moins de force, ce sont celles relatives aux conditions de travail de l'ouvrier boulanger; il est difficile de nier que ces conditions se soient sensiblement améliorées et qu'ainsi le problème de l'interdiction du travail de nuit se pose, maintenant, avec moins de gravité à ce point de vue.

Enfin, de nouvelles considérations sont apparues en faveur de la liberté, celles relatives à l'établissement, par des sociétés coopératives ou privées, de boulangeries

modernes, industrielles, qui ne peuvent vivre qu'avec ce régime, et dont l'existence nous paraît souhaitable, voire même le développement, à cause du progrès qu'elles introduisent.

Ce choix du régime de la liberté appelle le correctif suivant : il est nécessaire qu'il soit accompagné de la stricte surveillance des conditions du travail dans les fournils, au point de vue de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, et de l'application des lois sociales, en particulier des dispositions concernant la durée du travail.

La difficulté du choix d'une attitude est encore accrue par l'absence que nous avons constaté des solutions intermédiaires. La fixation uniforme d'une heure de commencement du travail n'est pas une solution satisfaisante à cause de la diversité des entreprises visées, entre lesquelles, seul au contraire, le régime de la liberté permet un régime d'égalité relative, en face de la concurrence.

La procédure de l'article 43 a du livre II du Code du Travail serait plus satisfaisante si elle ne se heurtait pas, pour la fixation, pour une région, d'une heure de commencement de travail avant laquelle il serait interdit de travailler aux patrons comme aux ouvriers, à des difficultés très différentes de celles auxquelles elles se heurte, pour la fixation, pour une région, d'un jour de fermeture des magasins, après accord entre les syndicats patronaux et ouvriers intéressés.

Nous n'avons ainsi le choix qu'entre deux solutions absolument opposées. Entre le régime de l'interdiction complète et celui de la liberté, nous choisissons celui de la liberté, ce qui entraîne l'abrogation pure et simple de la loi du 28 mars 1919, devenue l'article 20 du Livre II du Code du Travail.

Vu,

Le Président :

William OUALID.

Vu,

Le Doyen :

Edgard ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- BONNEFF (L. et M.). — Les Boulangers. Paris, 1910.
- BOUTELOUP. — Le Travail de nuit dans la Boulangerie. Thèse, Paris, 1909.
- DUFOUR. — Traité pratique de panification Française et Parisienne. Vezoul, 1935.
- GODART. — Les Mineurs Blancs. Paris, 1910.
- GODART. — Travailleurs et Métiers Lyonnais. Lyon, 1909.
- GODART. — Le Travail de nuit dans les Boulangeries. Rapport publié par l'Association Nationale pour la Protection Légale des Travailleurs. Sixième série, n° 3. Paris, 1910. — Dans le compte-rendu annexé à ce rapport, est contenue la déclaration de M. Letulle sur la tuberculose dans la boulangerie.
- HIVONNAIT. — Histoire de la Corporation des Anciens Tameliers de Paris du XIII^e et XIV^e siècles. Thèse, Paris, 1910.
- JOIN-LAMBERT. — Organisation de la Boulangerie en France. Paris, 1900.
- MOREL. — Histoire illustrée des Boulangeries en France. Paris, 1924.
- RIVET. — Les Boulangeries Coopératives en France. Thèse, Paris, 1904.

SERWY. — Le Travail de nuit dans les Boulangeries et dans les Pâtisseries. Bruxelles, 1931.

LES COMPTES-RENDUS des différents Congrès.

Parmi ceux-ci, celui du Treizième Congrès National des Coopératives de Consommation, tenu à Lille, et qui constitue le document capital au point de vue de la thèse des Coopératives. 1925.

HYGIENE DU TRAVAIL. — Publié par le Bureau International du Travail. Fascicule n° 101. (Boulangeries). Genève, 1927.

DOCUMENTS

Législation Française

JOURNAL OFFICIEL. — Débats et Documents Parlementaires, de la Chambre et du Sénat, relatifs aux propositions et projets de loi ayant trait au travail de nuit dans la boulangerie ;

En particulier le rapport Godart du 1^{er} mars 1910. Doc.; Parl., Chambre, année 1910, n° 3159.

Le rapport Herriot du 13 novembre 1919. Doc., Parl., Sénat, année 1919, n° 237.

Le rapport Pasquet du 29 novembre 1927. Doc., Parl., Sénat, année 1927, n° 605.

COMPTE-RENDU des sessions de 1901 et de 1911 du Conseil Supérieur du Travail.

Les rapports CLEUET et SOULÉ, à la session de 1911 du Conseil Supérieur du Travail, avec le compte-rendu de la session de la Commission Permanente.

Législation Internationale.

COMPTE-RENDU des III^e, XVI^e et XVII^e sessions du Conseil d'administration du Bureau International du Travail.

COMPTE-RENDU des sessions de 1921, 1924 et 1925 de la Conférence Internationale du Travail.

QUESTIONNAIRE fourni aux Gouvernements par le Bureau International du Travail. Genève, 1923.

RAPPORT du Bureau International du Travail sur l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie. Genève, 1924.

RAPPORT supplémentaire. Genève, 1924.

COMMUNICATION aux Gouvernements de l'avant-projet de convention adopté par un vote provisoire de la Conférence à sa sixième session. Genève, 1925.

RECUEIL DES AVIS CONSULTATIFS publié par la Cour Permanente de Justice Internationale. Avis n^o 13 et annexes, 1926.

REVUES ET PERIODIQUES

REVUE D'HYGIENE ET DE PROPHYLAXIE SOCIALE.

Décembre 1925. MM. Parizot et Richard. Vers la suppression du travail de nuit dans la Boulangerie.

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL. Vol. IX, n^o 4 et n^o 5, avril et mai 1924.

INFORMATIONS SOCIALES DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL.

BULLETIN DU MINISTERE DU TRAVAIL.

LES JOURNAUX PROFESSIONNELS.

Au point de vue patronal, LA BOULANGERIE FRANÇAISE, siège social, 7, quai d'Anjou, organe officiel du Syndicat Patronal de la Boulangerie de Paris et de la Seine ; et L'AMI DE LA BOULANGERIE, siège social, 33, rue des Petits-Champs, Paris, organe officiel du Syndicat Général de la Boulangerie Française.

Au point de vue ouvrier, LE TRAVAILLEUR DE L'ALIMENTATION, anciennement, l'Alimentation Ouvrière, siège social, 211, rue Lafayette, Paris.

Au point de vue des coopérateurs, L'ACTION COOPÉRATIVE, siège social, 85, rue Charlot, Paris, organe officiel de la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation.

TABLE DES MATIERES

<i>Introduction</i>	I
---------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LA QUESTION EN FRANCE LA LEGISLATION FRANÇAISE

Chapitre I. — Historique jusqu'en 1919.....	7
Chapitre II. — La loi française, sa discussion, son vote.....	17
Chapitre III. — La loi française, son application. Le projet de modification	45

DEUXIÈME PARTIE

LA QUESTION A L'ETRANGER LA LEGISLATION INTERNATIONALE

Chapitre I. — L'état des législation étrangères en 1923.....	71
Chapitre II. — La convention, sa discussion, son vote.....	86
Chapitre III. — L'avis consultatif de la Haute-Cour de Jus- tice. Les ratifications. Les projets français tendant à la ratification	113

TROISIÈME PARTIE.

LE PROBLEME ACTUEL

Chapitre I. — Les transformations récentes de la boulangerie.	133
Chapitre II. — Le point de vue actuel des patrons et des ouvriers	141
Chapitre III. — Le point de vue des boulangeries coopératives.	153
<i>Conclusion</i>	169
<i>Bibliographie</i>	175

Imprimerie G. Subervie - Rodez
